

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12520 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 2 MAI 1985

LA VISITE DE M. REAGAN EN RFA

La polémique sur Bitburg a éclipsé la préparation du sommet de Bonn

Entre économie et stratégie

Les sommets se suivent - leur multiplication est même devenue une des caractéristiques de la vie internationale de notre temps - et ne se ressemblent pas toujours. Les précédents rencontres entre les sept pays les plus industrialisés d'Occident avaient donné lieu, avant leur ouverture, à de sombres pronostics sur leurs chances de succès. Celui qui réunit du 2 au 4 mai à Bonn les présidents français et allemands et les chefs de gouvernement canadiens, britanniques, ouest-allemands, italiens et japonais, suscite des commentaires sensiblement plus optimistes. M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, de retour des États-Unis, a fait montre sur ce point, lundi 29 avril à Luxembourg, d'un optimisme qui n'est pas d'ordinaire, s'agissant des rapports transatlantiques, sa marque principale.

Au demeurant, ces sommets, à l'origine voués aux seules questions économiques et monétaires, consacrent désormais une part non négligeable de leurs travaux aux problèmes politiques et stratégiques. Evolution que déplorait récemment l'élite de la rencontre de Bonn, le chancelier Kohl, en soulignant à cet égard un retour à la tradition instaurée il y a dix ans à Rambouillet. Ce vœu risque fort cependant, cette fois encore, de n'être pas exaucé : l'une des questions essentielles auxquelles s'intéresseront les Sept, même si elle ne figure pas à leur ordre du jour officiel, sera inévitablement, en effet, l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan : la fameuse « guerre des étoiles ».

Les Européens ont déjà en l'occasion de l'aborder de concert, en particulier lors de la réunion de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) en avril dernier. Le projet Eureka, d'origine française, en faveur de la création d'une communauté technologique européenne, n'est évidemment pas sans rapport, c'est le moins qu'on puisse dire, avec les ambitions américaines. Les Japonais, de leur côté, sont tentés d'apporter sans attendre une réponse positive à l'offre de participation lancée par Washington à ses alliés. Ils auraient même souhaité que les Sept publient à ce sujet, à l'issue de leurs travaux, une déclaration commune. Le président Reagan a finalement en la présidence de dire qu'il s'attendait rien de tel, contrairement à ce que pourrait laisser penser la sécheresse avec laquelle son secrétaire à la défense, M. Weinberger, avait accordé soixante jours aux Européens pour se prononcer à ce sujet.

Les participants à la rencontre de Bonn ne pourront se dispenser d'en parler longuement. Il est vrai que la dimension politique et militaire de l'IDS est loin d'être l'unique aspect du projet. Les partenaires des États-Unis redoutent que, si les Américains se lancent seuls dans l'aventure, ils ne croissent davantage encore leur avance technologique - et donc industrielle - comme ils l'avaient fait au début des années 60 avec la mise en œuvre du programme spatial Apollo.

Cette crainte illustre l'interdépendance croissante de l'économie, du politique, du scientifique et du stratégique. Même si les sommets des pays industrialisés n'ont pas vocation à prendre des décisions (à l'inverse de ceux de la CEE), cette interdépendance suffirait sans doute à justifier l'organisation de telles rencontres.

(Lire notre dossier page 8.)

A la veille de son départ pour l'Europe, M. Reagan s'est déclaré, lundi 29 avril, déterminé à visiter le cimetière militaire de Bitburg en RFA. « Je pense que ce que je fais est moralement justifié, et je ne vais pas changer d'idée », a-t-il déclaré à plusieurs chaînes de télévision - dont TF1. La polémique sur cette visite a largement éclipsé la préparation du sommet des pays industrialisés qui se tient à Bonn du 2 au 4 mai.

De notre correspondant

Bonn. - Le flot artistique qui continue d'entourer le programme exact du président américain en Allemagne fédérale, où il doit arriver, mercredi 1^{er} mai, mais aussi les risques de débordement en marge des contre-manifestations, plus ou moins officiellement prévues tout au long de cette semaine, entretiennent un certain suspense à Bonn. Pendant huit jours, la capitale allemande va devenir une espèce de camp retranché, gardé par près de vingt mille hommes en armes, et solidement aménagé au Rhin, où toute une flottille de bâtiments divers accueillera les trois mille journalistes qui se sont

inscrits pour tout ou partie des festivités. L'ampleur de la polémique déclenchée par la visite du chef de la Maison Blanche au cimetière militaire de Bitburg, dimanche prochain, a fini par reléguer au second plan le sommet proprement dit. La réunion à Ottawa des pays les plus industrialisés avait été marquée par la première apparition d'un « cowboy » Ronald Reagan au milieu de ses pairs, celle de Versailles par les fastes du Grand Siècle.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 3.)

LES RÉSERVES DU CONSEIL D'ÉTAT

M. Fabius révisé le découpage régional de la Nouvelle-Calédonie

Le projet de loi précisant les intentions du gouvernement sur la Nouvelle-Calédonie a été adopté par le conseil des ministres, ce mardi 30 avril. M. Fabius en a arrêté le texte, après avoir pris connaissance des réserves émises, lundi, par le Conseil d'État sur le découpage régional envisagé.

Ce projet devra être soumis, pour avis, à l'Assemblée territoriale, constituée par les anti-indépendantistes.

Les conseillers du premier ministre n'ont apporté que deux légères retouches à leur avant-projet de découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions, dont chacune sera dirigée par un « conseil » disposant de « larges pouvoirs », élu au suffrage universel. Les membres des conseils rassemblés composeront le « conseil » du territoire, destiné à remplacer l'assemblée territoriale actuelle (Le Monde du 27 avril) : d'une part, la commune de Poya, appartenant à la deuxième région, celle qui regroupera les zones du centre et du sud-est du territoire; d'autre part, l'île des Pins, elle aussi, incluse dans cette deuxième

région et non pas dans celle des îles Loyauté. S'il est projeté du chef de gouvernement est adopté par le Parlement, la Nouvelle-Calédonie sera ainsi divisée en quatre régions d'importance démographique inégale. La région du nord comprendra trois communes : les îles Belep et les localités de Poya, Koumac, Ouegoa, Kara-Gamen, Ponébo, Voh, Hienghène, Koné, Touho, Pouébo, Pindimidé, Ponérihouen, autrefois dit près de la moitié de la superficie de la Grande-Terre.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 9.)

Laurent Schwartz

présidera le comité d'évaluation des universités

Le conseil des ministres a désigné, ce mardi 30 avril, les membres du Comité national d'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, créé par la « loi Savary » de 1984. C'est le mathématicien Laurent Schwartz qui présidera ce comité. Celui-ci devra publier régulièrement un rapport, adressé au président de la République, portant jugement sur l'ensemble des activités des universités et autres établissements publics d'enseignement supérieur, dans le domaine de la formation initiale et continue ou de la recherche.

Si des organismes de ce type existent depuis longtemps en Grande-Bretagne et aux États-Unis, c'est pour la France une innovation importante. C'est la première fois en effet que la production des universités sera soumise à l'appréciation d'une instance indépendante et à la compétence scientifique reconnue.

(Lire nos informations page 14.)

« Il faut négocier avec l'Irak »

nous déclarent les chefs de l'opposition légale en Iran

Téhéran. - Avant d'évoquer la guerre du Golfe, et « la nécessité de négocier avec l'ennemi », M. Bazargan et Vaziri, les deux principaux dirigeants du Mouvement de libération de l'Iran, qui représentent l'opposition légale, commentent, dans un entretien avec notre envoyé spécial, la situation intérieure en Iran.

De notre envoyé spécial

« Présentez-vous un candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu au cours de l'été prochain ? »

« Notre participation éventuelle dépendra de la légitimité de l'élection présidentielle, c'est-à-dire de la manière dont seront respectés les droits et les libertés du peuple iranien dans notre Constitution. Organiser l'élection dans les conditions actuelles de censure et d'absence de liberté de presse, de réunion et d'expression, ne peut que fausser la légitimité de la consultation. Nous ne présenterons de candidat que si les droits et les libertés populaires, tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution islamique, sont respectés et si l'opposition est enfin autorisée à publier ses propres journaux, à se réunir en toute liberté et à fonctionner sans être sans cesse menacée. Nous avions déjà posé ces mêmes revendications avant les élections législatives d'avril 1984 et c'est précisément pour cela que le siège de notre mouvement avait été à l'époque attaqué et saqué. »

« Votre mouvement sera-t-il finalement autorisé à fonctionner normalement ? »

« Les autorités ou leurs agents, en attaquant, pillant et fermant, en février dernier, le siège de notre mouvement, ont commis une très grave erreur, même en ce qui concerne leurs propres intérêts. En effet, elles ont pratiquement démontré au peuple iranien et au monde entier qu'elles ne peuvent tolérer une opposition, même si celle-ci est loyale à la République islamique et fidèle à la révolution. Ces actes ont gravement porté atteinte à la réputation de nos dirigeants, et c'est pour cela que certains d'entre eux ont protesté contre la fermeture du siège de notre mouvement et demandé à ce qu'il nous soit restitué. Mais malheureusement, nous n'entrevoions pour l'instant aucun signe encourageant dans ce sens. Et cela, en fait, démontre clairement l'étendue de l'oppression à laquelle est soumise actuellement notre société. »

« Le régime peut-il un jour se libéraliser ? »

« Il est difficile de prédire l'avenir. Certains parmi nos dirigeants ne croient pas à ce qui est inscrit dans notre Constitution concernant les droits du peuple. D'autres sont d'avis, cependant, qu'il faut tolérer l'opposition et lui accorder la liberté d'agir en vue de préserver la réputation de la République islamique. Naturellement, ces derniers sont minoritaires et n'ont pas l'influence et le pouvoir nécessaires à la mise en application de leur point de vue. Tant que l'équilibre au sein du pouvoir demeurera tel qu'il est, nous ne voyons aucun espoir de libéralisation. »

« Cependant, si des modifications interviennent au sein même du pouvoir, et si le mécontentement de la

population commence à se manifester, le régime de Khomeini sera contraint de réviser sa position en vue de la réhabilitation de son régime. Il y a, en fait, beaucoup de chances pour que l'Irak, qui n'a pas de liberté et de moins de contraintes de la part des autorités, »

« Que pensez-vous des problèmes de la guerre et de la paix en Iran ? »

« Nous considérons, sans l'ombre d'un doute, l'Irak comme étant l'agresseur et le pays qui a commencé cette guerre à la suite d'une erreur de calcul historique. Aussi doit-il assumer la responsabilité de cette guerre et payer des réparations pour cette erreur et cette agression. Toutefois, pour résoudre ce problème, et mettre un terme à la guerre, nous croyons qu'il faut négocier avec l'ennemi conformément aux enseignements du Coran et la tradition du saint prophète. »

« En outre, nous croyons que la non-intervention dans les affaires intérieures des États doit prévaloir dans le domaine des relations internationales. Nous ne croyons pas que la poursuite de la guerre puisse être d'un quelconque utilité aux peuples d'Iran et d'Irak. Nous pensons que seuls les super-puissances et les fabricants et négociants d'armements, ainsi que les deux pouvoirs en place, profitent de cette guerre. Nous estimons donc que tout doit être mis en œuvre pour mettre un terme juste et honorable à cette guerre, à l'avantage des deux nations, iraniennes et irakiennes. »

« D'autre part, nous considérons que les récentes initiatives de l'ONU, au cours desquelles l'Iran a accepté de négocier le problème de la paix à deux conditions, constituent des pas positifs. »

« Croyez-vous qu'un jour vous participerez au pouvoir ? »

« Si aucun changement n'intervient dans la politique et le comportement des autorités, nous risquons de voir la crise politique, sociale et économique, s'intensifier. Dans ce cas, la République islamique fera face à de graves et sombres menaces. En revanche, si des changements interviennent dans le sens du renforcement des droits et des libertés du peuple et qu'une nouvelle politique fondée sur la sagesse, la prévoyance et une saine gestion des affaires publiques prévaut, il y aura quelque espoir pour l'avenir. »

« Ce sont les gens qui préfèrent toujours la République à toute autre forme de gouvernement. Toutefois, nous sommes profondément inquiets du développement de la situation actuelle, du comportement de nos dirigeants et de l'accroissement de notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. En ce qui concerne notre éventuelle participation au pouvoir islamique, elle dépendra de modifications que nous avons déjà mentionnées. »

Propos recueillis par JEAN GUEYRAS.
(Lire nos informations page 4.)

La guerre aux Philippines

I. - Un eldorado dans la tourmente

De notre envoyé spécial R.-P. PARINGAUX

Davao City. - Il y a dix ans, Mindanao, c'était encore l'eldorado. Aujourd'hui, elle s'enfonçait dans la militarisation et la guerre civile. Sylvester Bello soupire. Avocat et politicien, il est à Davao une figure de l'opposition au régime du président Marcos. Il fixe la vitre fumée qui sépare la cafétéria de la rue, comme s'il radiographiait la ville avant d'annoncer son diagnostic.

En cette fin de journée tropicale poisseuse, la cathédrale San-Pedro, toute proche, déborde de fidèles. On s'agglutine autour des marchands de cierges, de beignets et de billets de loterie. On prend d'assaut les jerrycans, ces longues jerrycans barbelées qui servent de transport en commun mais qui aggravent le chaos et la pollution.

Sur l'esplanade de l'hôtel de ville, un orchestre des « marines » chauffe - s'il en était besoin - une foule de jeunes en jeans, sans souci des effets de ce bombardement de déchets du côté de la cathédrale. Affrontement

symbolique : le disco américain, servi par l'armée, écrase un cantique (Seligman, écoute les plaintes du pauvre, de l'affamé, du prisonnier) entonné par les fidèles d'une Église qui dénonce régulièrement les abus des militaires et qui, parfois, se dit « persécutée » par eux.

La foule est bon enfant et l'atmosphère est à la fête en cette soirée de mars. Les célébrations du quarantième anniversaire de la fondation de Davao ont débuté par deux parades de rigueur : forces armées et forces de beauté ; tout s'est bien passé.

Pourtant, des engins blindés veillent sur le défilé des chars fleuris, et des soldats faisaient le guet. Pourtant, on a cessé ici de vivre à l'heure espagnole. A la nuit tombée, on laisse les rues aux patrouilles et aux pistolets. Davao justifie de plus en plus son appellation (en dialecte) de « région de feu ».

(Lire la suite page 5.)



Tout Paris aujourd'hui découvre « Taumônier » du Tout Paris d'hier

A signez le journal d'un « confesseur de duchesse », une chronique du Paris littéraire, politique et mondain du début du siècle. Un chapitre neuf de l'histoire de la III^e République.

JOURNAL DE L'ABBÉ MUGNIER (1879-1939)
Texte édité par Marcel Billot
Préface de Christian de Diebolt
Noms de Jean d'Hendecourt
Le Temps retrouvé
MERCURE DE FRANCE

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
« Le Thé au harem d'Archimède »
Les enfants de la banlieue et du chômage ont la peau de toutes les couleurs. Le film de Mehdi Charef représente la France comme elle est.
Marseille
Des rencontres entre gens du spectacle et leur public. Ils parlent de la pièce de Luce Miléto, la Traversée du désert. C'est la Théâtre de la Crise en avril 1985.
Pages 15 à 21

LIRE
6. VIETNAM
Les gros bataillons... de journalistes américains.
12. ANNONAY
Le commissaire qui divise la ville.
22. COMMUNICATION
L'offensive de M. Hersant en Belgique.

مكذبا من الأصل

débats

COHABITATION

En affirmant dimanche soir sur TF 1 que ce n'était pas son genre de « laisser la clé sous le paillasson », M. Mitterrand a clairement indiqué qu'il choisissait la cohabitation en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives. Edgar Faure recherche, à travers les précédents historiques, le modèle qui correspondrait le mieux à la situation, et Daniel Amson étudie les circonstances dans lesquelles la coexistence deviendrait un « faux problème ».

Bientôt le Consulat ?

L'histoire fournit des exemples d'une dualité de pouvoirs exécutifs. N'irait-on pas plutôt vers un modèle dérivé du Consulat de l'an VIII ?

L'ANTIQUITÉ latine connaît une nouvelle vogue. Plusieurs ouvrages de publication récente, et tous d'un réel mérite, nous en donnent la plaisante démonstration : *Néropolis, Caligula, les Laurs de cendre, Mourir à Séleucie*... l'en passe sans doute, et prie qu'on m'en excuse.

Cet engouement littéraire est-il la présage d'une renaissance institutionnelle ? Tout semble l'indiquer. Il n'est question que du recours, ou du retour, à un système de gouvernement bicéphale.

La République romaine confiait le pouvoir exécutif à deux magistrats de rang égal : les consuls. Une des méthodes en vigueur était celle de l'alternance quotidienne. Cette circonstance fut même à l'origine de la terrible défaite infligée à l'armée romaine par Annibal.

Sempronius consul, fier de sa gloire neuve, A fait lever la hache et marcher les légions... (J. M. de Heredia)

Le général de Gaulle, qui avait vécu à Alger une expérience de pouvoir bicéphale avec le général Giraud (il n'avait pas tardé à abolir cette structure qualifiée par lui de « phénomène »), prit le risque d'introduire dans les institutions de la V^e République un principe de dualité entre le président, lui-même, incarnation de l'exécutif, et le premier ministre, conçu comme l'émulsion de l'autorité présidentielle, mais qui est en même temps responsable devant le Parlement, donc investi (au moins tacitement) par l'autre pouvoir.

Du fait de cette dualité, l'histoire de la V^e République présente une suite de situations conflictuelles, décrites dans leur évolution, et dont la rupture s'opère sans éclat, en raison même de la concordance des majorités, par le départ du premier ministre à l'expiration d'une durée habituelle de trois ans.

par EDGAR FAURE de l'Académie française

On nous annonce pour l'année prochaine une version nouvelle de ce scénario quelque peu usé. Au lendemain des élections législatives, le président de la République pourrait appeler à la tête du gouvernement le chef de la fraction la plus nombreuse de l'opposition.

La dualité ainsi renforcée par la disparition du frein imposé au premier ministre du fait de son appartenance politique pourrait-elle déboucher sur une véritable notion d'égalité-partage de l'exécutif, selon la typologie du consulat romain ? Peut-on imaginer la « cohabitation » par alternance quotidienne, François Mitterrand les jours pairs, Jacques Chirac les jours impairs ? Ou bien une rotation selon les périodes plus amples, à la manière des « conseillers semestres » de l'Ancien Régime ? On peut évoquer aussi la situation de l'Etat d'Israël, et toutes choses égales d'ailleurs, un projet similaire qui avait été conçu pour la région Aquitaine.

La présence du président

Il apparaît bien cependant que, dans l'esprit des institutions de la V^e République, la présence du président ne peut être étudiée (sans qu'elle implique pour autant, dans ce cas, une supériorité hiérarchique). Ce n'est donc pas le président romain qui peut être évoqué ici, mais très exactement un modèle dérivé qui est le consulat de l'an VIII. Cette formule présente de surcroît l'avantage de comporter trois magistrats et non pas seulement deux, ce qui permet par incidence de ménager au sein de l'actuelle opposition, devenant la majorité de demain, un problème interne de bi-cohabitation mitigée. On verrait ainsi assez bien François Mitterrand tenir le personnage du Pre-

mier Consul, lointain successeur de Bonaparte ; tandis que Jacques Chirac et Jean Lecanuet figureraient dans les rôles de deuxième et troisième consul, jadis illustrés par Sieyès et Ducos, puis par Cambacérès et Lebrun.

La perspective de ce renouveau du bi-cohabitation éveille au sein de l'actuelle opposition les ondes du paradoxe et de la contradiction.

Les montagnes du RPR et de l'UDF viennent d'accoucher d'une souris. L'insignifiance de leur texte fait contraste avec la détermination farouche qu'elles affirment de ne s'ouvrir à aucune collaboration extérieure. Voilà donc de l'intransigeance. Sur quoi les hautes parties contractantes se déclarent disposées à la cohabitation, qui ne peut désigner autre chose que le partage du pouvoir, avec une légère nuance préférentielle du côté du partenaire d'adversité ; voici donc la sortie de l'intransigeance. En complément, elles gommant Raymond Barre comme étant un séparatiste de l'opposition parce qu'il refuse pour elle, quand elle sera devenue majorité, le rôle du chef servant. Après tout, puisque tout le monde, aujourd'hui, fait du berlusisme, ou se prépare à en faire, on voit bien que la cohabitation est désormais la chose la plus facile du monde, sauf, naturellement, avec lui.

La polémique ainsi contrainte laisse autour de son champ deux vastes zones d'hypothèse. L'une tient à la faculté dont dispose le président de la République de faire appel pour constituer le gouvernement à une personnalité politiquement non engagée (par analogie avec le choix de M. Curien comme ministre de la recherche). L'autre, à l'incertitude de la position actuelle des socialistes, français à l'égard du dogmatisme marxiste. C'est la diétète de Bad-Godesberg, que précisément Raymond Barre s'est attaché à mettre en lumière, ce qui démontre la cohérence de sa pensée. Là est le problème essentiel, mais ce n'est pas l'opposition qui en porte les chefs.

Si le président joue le jeu...

Faux problème que celui de la coexistence, si M. Mitterrand désigne un gouvernement disposant de la confiance de la nation

par DANIEL AMSON (*)

une fois, celui-ci ne pourrait plus désigner un gouvernement de son choix et mener la politique qu'il jugerait souhaitable.

Vainement soutiendrait-on que le président dispose, désormais, de pouvoirs qui lui permettraient de se passer de l'accord des députés. Dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition en 1986, il est clair, en effet, que l'intérêt du président ne serait pas de dissoudre l'Assemblée nationale, puisque de nouvelles élections redonneraient, selon toute vraisemblance, le même résultat.

Des pouvoirs ébréchés

Son intérêt ne serait pas non plus de mettre en vigueur l'article 16, qui, de toute évidence, n'a pas été institué pour empêcher la libre expression de la volonté nationale. L'utiliserait-il, d'ailleurs, dans ce but que les deux Chambres pourraient prononcer sa mise en accusation, par de simples votes à la majorité absolue de leurs membres, en application de l'article 68 de la Constitution.

Enfin, personne n'imaginait sérieusement qu'un président venant de perdre les élections puisse rétablir son autorité en recourant au référendum, et ce d'autant moins que le référendum ne saurait être décidé que sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition

(*) Avocat.

conjointe des deux Assemblées en dehors des sessions.

Or l'Assemblée nationale de 1986 et le gouvernement qui aura sa confiance ne seront sans doute pas disposés à donner au président l'occasion de rétablir son autorité.

Si la gauche perd les élections, le chef de l'Etat sera ainsi privé de tout moyen lui permettant d'infléchir la politique de la nation. Il se trouvera un peu dans la situation des présidents autrichien ou islandais, qui, élus au suffrage universel direct, n'exercent pour autant qu'une magistrature honorifique.

Crier — comme certains — qu'aucune coexistence ne pourra être envisagée avec M. Mitterrand en 1986, en cas de victoire de l'opposition, ne procède donc pas de l'esprit de mesure. Cette coexistence, conforme à la règle de droit, se fera nécessairement si M. Mitterrand, s'inclinant devant les résultats du scrutin, désigne un gouvernement qui dispose de la confiance de la nation. Ce n'est que si, par aventure, le chef de l'Etat prétendait imposer un gouvernement qui fût, par sa composition, la négation des droits de la représentation nationale que s'engagerait une épreuve de force qui tournerait nécessairement à son désavantage.

Le problème de la coexistence est donc un faux problème. Il peut, sans doute, donner lieu à d'intéressantes discussions académiques. Il ne saurait intéresser longtemps le « peuple de la raison ».

KARAJAN

L'interview exclusive

Un événement. Après des années de silence, Herbert von Karajan a accepté d'être interviewé en exclusivité par *Le Monde de la Musique* chez lui à Salzbourg. Il s'est entretenu de son répertoire, de sa carrière, de sa mission : se trouver lui-même un successeur à la tête de la Philharmonie de Berlin, et surtout de ses projets : écrire un livre sur la direction d'orchestre et enregistrer pour le vidéo-disque plus de quarante partitions essentielles. A l'heure où beaucoup d'artistes dressent des bilans, Karajan, lui, ne pense qu'à l'avenir.

« Quel compositeur du passé auriez-vous aimé être ? » Verdi, Liszt, Le Compositeur Universel, moi-même au siècle dernier... voilà quelques-unes des réponses confiées par Maurice Dutilleul, Luigi Nono, Mauricio Kagel, Bet-



sy Jolas et 12 autres compositeurs d'aujourd'hui. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur *Turandot*, le chef-d'œuvre de l'opéra italien, est dans *Le Monde de la Musique* : analyse, origine, livret, interprétations, discographie, et surtout le guide des représentations à Bercy. Enfant terrible du pion français, Samson François adorait le jazz et détestait Wagner. Le

Monde de la Musique publie deux textes tirés d'une biographie à paraître en mai. Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans *Le Monde de la Musique*.

Le Monde de la Musique de mai, 20 F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE

COURRIER DES LECTEURS

Une réponse de Romain Marie

Mis en cause, comme il est de coutume, dans le numéro du mardi 16 avril (...), je tiens à user, conformément à la loi, de mon droit de réponse pour vous dire que je trouve scandaleuse la phrase : « Les comités Christianité-Solidarité, qui poussent leur anti-communisme jusqu'à banaliser le nazisme ». Je n'ai jamais, ni dans mes écrits ni dans mes discours, banalisé le nazisme. J'ai simplement toujours dit, et je le répète, que le communisme tuait alors que le nazisme tuait, que Dieu merci, le nazisme ne tue plus, alors que le communisme, hélas ! tue toujours.

Je dis cela sans originalité particulière, après des hommes tels que Boris Souvarine, qui l'a répété jusqu'à son dernier souffle, après Soljenitsyne et Yves Montand.

ROMAIN MARIE, député au Parlement européen.

L'hypocrisie du pouvoir

(...) François Mitterrand, en gardant (...) les portes ouvertes pour une cohabitation, oblige dans une certaine mesure que, en 1981, il l'avait lui-même refusée en dissolvant l'Assemblée nationale.

En 1958, l'élaboration de la Constitution a laissé la possibilité éventuelle d'une cohabitation mais ses auteurs ont sans doute pensé, peut-être à la suite de la période d'instabilité de la IV^e République, qu'un minimum de bon sens conduirait les acteurs politiques à agir, selon les institutions, mais avec la cohérence et la logique indispensables à la conduite de la France.

LAURE DONON (Paris).

« DRAGÉES POUR MON ENTERREMENT »

de Stanislas Fumet

Ni rétro ni moderne, un homme de Dieu

STANISLAS FUMET, disparu il y a un peu plus d'un an, fut un catholique dont on se demande parfois si l'espace existe encore : un catholique heureux, pleinement croyant, content de l'être. Non qu'il eût la foi simplette ou fanatique, envahie par le conformisme ou le besoin de consoler. Logique avec lui-même simplement, sa vision du monde, servie par une philosophie cohérente, lui faisait palper chaque jour la rationalité supérieure des vérités que la tradition nous propose.

Il nous laisse un ouvrage posthume qui vient de paraître sous le titre choisi par lui : *Dragées pour mon enterrement*, que son ami et « disciple » André Frossard portait, dans une préface, au double sens du mot : par un dessin à la plume où l'on retrouve le fois l'âme et l'âme de l'auteur ; par une présentation, ensuite, toute de tendresse et d'humour, de cet « aîné » qui lui a beaucoup apporté.

Composé de courtes annotations qui manifestent la pensée ou l'intuition prises sur le vif, S. Fumet nous y parle aussi sans complexe, pour les citer, de sa femme, de ses amis ou de ses proches, afin de nous faire participer à sa manière d'avoir confiance en Dieu.

C'est en effet avec lui que, toute sa vie, il a su affirmer ainsi qu'en témoigne sa très intéressante autobiographie, publiée voici sept ans, *Histoire de Dieu dans ma vie* (1).

La liberté d'esprit, non dépourvue d'humour, de ce catholique fervent explique sans doute son rayonnement, qui lui attire l'amitié de bien des convertis, d'artistes et de croyants dont les convictions étaient indennées de toute contrainte sociologique ou psychologique. Ils admettaient seulement avec lui que tout ce

qui participe de la vérité est nécessairement chrétien ; dès lors qu'un homme encore passablement connu sous le nom de Christ ne fit pas autre chose que de manifester en sa personne la réalité de l'Éternel.

Le plus grand titre de gloire de S. Fumet fut peut-être d'avoir groupé autour de lui tant d'esprits excellents et de devenir en 1937 un écrivain politique, tant que directeur de *Temps présent*, hebdomadaire où écrivirent, entre autres, François Mauriac et André Fontaine, qui comptèrent parmi ses amis le général de Gaulle. Ce journal était assez à gauche pour ne pas mettre sur le même pied fascisme, nazisme et communisme, et pour opposer à l'idéal de justice de ce dernier l'idéal d'injustice des deux autres. A cette époque, il fallut du courage pour le faire. Mais sur le plan des principes *Temps présent* ne transigea jamais.

En ces jours où il n'est plus de repères, de certitudes, de stabilité, comment ne pas être séduit par un homme qui sur une conviction profonde à son goût pour les valeurs qui procurent un sens irréductible à la vie ? Comment ne pas trouver réconfortant le témoignage d'un esprit ouvert qui, quand il doit conclure, ne se referme pas sur le vide, le rien, la mort ?

Car, ainsi que l'indique le titre de son dernier livre, S. Fumet considère jusqu'à la fin cette « disparition de notre extrémité » qui nous émeut tant comme une nouvelle naissance. N'est-ce pas cette conception paradoxale qui demeure l'apanage du vrai chrétien, pour autant qu'il en reste ?

FRANÇOIS HELFT.

* Ed. Albatros, 123 pages, 60 francs.

(1) Ed. Mame.

552 من الامم

سكوا من الامل

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 559924
CLASS
DATE 10 FEB 1985

• LE MONDE — Jeudi 2 mai 1985 — Page 3

étranger

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE BONN

La visite de M. Reagan en RFA

A BITBURG Des fleurs sur les tombes d'anciens Waffen-SS...

Bitburg (AFP). — Bitburg, la petite ville allemande où le président Reagan et le chancelier Kohl doivent se recueillir, dimanche 5 mai, dans un cimetière militaire où sont enterrés une cinquantaine d'anciens Waffen-SS a acquis en l'espace de quelques jours une célébrité dont elle se serait bien passée.

Dans cette cité du massif de l'Eifel, la grande majorité de la population locale (12 000 habitants) ne comprend véritablement pas les réactions déchaînées qu'a provoquées cette visite. D'autant plus que les habitants de Bitburg se considèrent comme faisant partie des pionniers de la réconciliation germano-américaine.

Le maire chrétien-démocrate de la ville, M. Theo Hallet, lui-même ancien soldat de la Wehrmacht, ne cesse de répéter : « Bitburg est un exemple de l'amitié entre deux peuples, et cette dernière ne sera pas altérée par les récents événements. » Selon lui, depuis 1952, date de l'arrivée à Bitburg de la 3^{ème} escadron de l'armée de l'air américaine, qui comprend actuellement, avec les familles, autour de personnes que la ville élève, six mille Allemandes de l'Ouest ont épousé des soldats venus d'Amérique. Seize mille

enfants américains sont en outre nés à Bitburg et parmi eux la fille de la fille d'Edwin Aldrin, le deuxième astronaute à avoir marché sur la Lune, après Neil Armstrong.

Chaque jeudi, M. Hallet reçoit les recrues récemment arrivées, dans sa maison, pour leur souhaiter la bienvenue. Comme M. Reagan, il estime, que les SS enrôlés de force très jeunes à la fin de la guerre étaient des victimes du système. Récemment, il a déclaré, selon l'hebdomadaire Der Spiegel, qu'il gardait de ces années de guerre le souvenir que « les SS avaient souvent combattu de manière loyale pour leur patrie ».

M. Hallet a affirmé en tout cas que ses administrés étaient « fermement décidés à ne plus accepter les injures proférées contre leurs soldats par certains milieux américains ». « Je ne veux pas, a-t-il réaffirmé lundi à la télévision allemande, participer à une dénazification de soldats morts il y a quarante ans. »

Là-haut, dans le cimetière de Bitburg, battu par le vent, on a vu apparaître lundi les premiers bouquets de fleurs... sur des tombes de SS.

M. Gorbatchev a assuré M. Ortega du soutien diplomatique et économique de l'URSS au Nicaragua

De notre correspondant

Moscou. — M. Daniel Ortega, arrivé dimanche à Moscou, a été reçu lundi 29 avril par M. Gorbatchev. La présence, lors de l'entretien, au Kremlin, de M. Borbalkin, président du Gosplan (Comité d'Etat au plan), indique que l'aide économique apportée par l'URSS au Nicaragua figurait à l'ordre du jour.

L'aide accordée par l'URSS a reçu un cadre formel avec la création, lundi d'une « commission soviéto-nicaraguayenne pour la coopération économique, commerciale, scientifique et technique ». Le commerce bilatéral a atteint, selon les chiffres officiels, 128 millions de roubles (environ 1,5 milliard de francs) en 1984. Il aurait ainsi presque triplé par rapport à 1983. Seul le montant global est fourni. On peut imaginer que les échanges sont très déséquilibrés, le Nicaragua n'ayant guère que des bananes à offrir, et que ce total traduit mécaniquement l'accroissement des livraisons soviétiques.

L'assistance « technique » de Moscou a été mise en avant à l'occasion de ces entretiens. « Nombre d'entreprises économiques importantes, dans l'industrie légère, les transports, les télécommunications, sont construites ou en voie de construction avec l'aide de l'URSS », écrit Tass. L'assistance militaire n'est pas évoquée, mais elle avait été confirmée indirectement ces derniers mois par la presse soviétique, qui avait largement reproduit les déclarations de responsables nicaraguayens selon

lesquels ceux-ci se réservaient le droit d'acheter des armes à tous les pays, y compris l'URSS.

M. Gorbatchev s'est déclaré, lundi, « solidaire de la lutte du Nicaragua contre les menées agressives de l'impérialisme ». Le propos est strictement identique à celui tenu en juin 1984 par Constantin Tchernomirski à M. Ortega. La prudence soviétique en Amérique centrale s'explique par la géographie, une certaine méfiance vis-à-vis des attitudes jugées parfois trop spontanées, des mouvements révolutionnaires locaux et la conscience du poids très lourd de l'aide économique fournie à Cuba.

« L'URSS continuera à accorder au Nicaragua son soutien politique et diplomatique dans la défense de sa souveraineté », affirme Tass. Il n'est donc pas question d'un engagement militaire, et les limites de la solidarité soviétique ont été, une fois de plus, précisées au dirigeant nicaraguayen, comme elles l'avaient déjà été dans le passé. La protection accordée à Cuba ne vaut pas pour le Nicaragua, avait fait savoir, il y a quelques mois, des responsables soviétiques à des visiteurs occidentaux. Moscou met donc à chaque occasion l'accent sur un règlement négocié des conflits en Amérique centrale et appuie les efforts en ce sens du groupe de Contadora. Cette volonté a été réaffirmée à l'occasion de la visite de M. Ortega.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Suite de la première page.)

Celle de Bonn est éclipse, vue d'Allemagne, par un quarantième anniversaire de la capitulation hitlérienne que certains des participants, notamment le président Mitterrand et M. Thatcher, auraient pourtant souhaité plus discret.

Les discussions des chefs d'Etat et de gouvernement des sept plus grands pays de l'Occident auront du mal à échapper à l'ambiance. Le premier ministre japonais, M. Nakasone, qui est arrivé dès mardi dans la capitale fédérale, où il profite de l'occasion pour effectuer lui aussi une visite officielle, risquerait fort de trouver des interlocuteurs passablement distraits.

Un programme imprécis

En ce début de semaine, on ne savait toujours pas ce que ferait exactement M. Reagan le week-end prochain. Si l'on savait, qu'il s'entreferait avec le chancelier Kohl jeudi matin, avant l'arrivée des

autres chefs d'Etat et de gouvernement, on ignorait toujours les détails de son programme ultérieur.

Aux visites du camp de concentration de Bergen-Belsen, puis du cimetière de Bitburg, qui semblaient définitivement programmées pour dimanche, on parlait d'ajouter une promenade au pont de Remagen — un des hauts lieux de la percée américaine sur le Rhin lors de l'offensive finale alliée de 1945 — ou une cérémonie à la maison de Konrad Adenauer, le père de la jeune démocratie allemande.

Hésitations décidément symboliques de la confusion qui a accompagné depuis le début la préparation de la visite présidentielle américaine, mais qui s'expliquent aussi par des raisons de sécurité. Compte tenu de l'atmosphère dans laquelle celle-ci va se dérouler, les autorités allemandes ne peuvent que souhaiter limiter les risques de provocation.

Bien qu'on ne puisse écarter l'éventualité d'actions ponctuelles ici ou là, le sommet proprement dit

devrait se dérouler de manière plus prévisible. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui arrivent en voisins, sont attendus jeudi après-midi à Bonn, où ils seront accueillis au fur et à mesure par leur hôte à la chancellerie elle-même. Le soir, un premier dîner officiel réunira les participants au château de Falkenlust.

Les travaux se dérouleront vendredi et samedi à la chancellerie. Ils seront ébauchés samedi à 15 h 45 par la traditionnelle conférence de presse commune qui aura lieu dans la salle plénière du Bundestag, puis par un dîner offert par le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, à la villa Hammerschmidt.

Un « contre-sommet »

Les opposants à la politique militaire de l'alliance atlantique n'ayant pas voulu laisser échapper l'occasion de se manifester, un « contre-sommet » anti-impérialiste se déroulera parallèlement non loin de là, dans la salle des Congrès de Bad-

Godesberg. Patronné par les Verts et divers groupes pacifistes et autonomes, il ne réunira cependant pas tous les gros bataillons du mouvement pacifiste, trop divisé pour avoir réussi à s'entendre sur le sens de la manifestation. Le Parti social-démocrate participera pour sa part à un colloque dans une autre ville.

Le « contre-sommet », qui s'achèvera samedi par une manifestation dans le nord de Bonn, a notamment invité des responsables de différents mouvements du tiers-monde, dont M. Jean-Marie Tjibou, le président du FNLSK néo-calédonien. Sans appeler eux-mêmes à d'autres types d'actions, les responsables d'excluent pas des tentatives de sit-in devant les ambassades. Les forces de police se sont préparées à toute éventualité, redoutant le passage à l'action, comme lors de la visite du vice-président américain George Bush, en 1983, de groupes autonomes ou de sympathisants de la Fraction armée rouge.

HENRI DE BRESSON.

LA RÉUNION DE LUXEMBOURG

La France cherche à dissiper les réserves de ses partenaires sur le projet Euréka

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les Français ont saisi l'occasion d'une brève réunion, consacrée lundi 29 avril par les ministres des affaires étrangères des Dix à la coopération politique européenne, pour expliquer comment ils envisagent le développement du projet Euréka annoncé voici dix jours par l'Elysée, et visant à mettre en place, sans délai, l'Europe de la technologie.

Des délégations composées de diplomates et de spécialistes de la coopération technologique vont être envoyées prochainement dans chacun des pays partenaires, y compris en Espagne et au Portugal, qui adhéreront à la Communauté le 1^{er} janvier 1986.

Grâce à ces contacts pris courant mai, il devrait être possible de mettre en forme un véritable projet avant le conseil européen de la fin juin. Les Français insistent sur le fait qu'ils ne se sentent en aucune manière « propriétaires » de l'opération, qu'ils sont disposés à amender les idées initiales, ajoutant qu'ils font d'ailleurs déjà fait à propos de l'organisation des travaux, lors de l'échange de vues que le conseil des ministres de l'UEO a consacré, le 22 avril, à Euréka. Le paragraphe 10 du communiqué publié à l'issue de cette session fait état de « la détermination des Etats membres de prendre les mesures nécessaires au sein des Communautés européennes pour renforcer la capacité technologique propre de l'Europe, et parvenir ainsi à la création d'une communauté technologique ».

Quatre déclarations

Paris, constatant les réticences de plusieurs partenaires, a ainsi renoncé à l'idée d'agence dotée de l'autonomie juridique et financière à laquelle la Communauté aurait seullement été « associée », qui figurait dans la lettre adressée par M. Robert Dumas à ses collègues. Certes, il faudra, le moment venu, prendre des décisions sur l'organisation et la gestion d'Euréka, ne serait-ce que pour opérer dans l'harmonie les liaisons nécessaires entre la Communauté et l'Agence spatiale européenne. Mais c'est là un problème qui ne devrait pas être insurmontable.

Il en est d'autres, sur ce terrain de la méthode, qui sont peut-être plus délicats : comment faire pour que ces projets de coopération technologique puissent voir le jour, même si l'un ou plusieurs des Etats membres de la Communauté ne souhaitent pas y participer ? M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, qui considère

qu'Euréka se situe dans la droite ligne des propositions qu'il avait soumises aux Dix en mars à Bruxelles, a déclaré lundi au cours d'une conférence de presse qu'il présenterait au conseil européen de Milan, fin juin, les ajustements institutionnels nécessaires pour qu'une telle entreprise de coopération « à la carte » puisse se faire à l'intérieur de la CEE. Ainsi les chefs d'Etat et de gouvernement s'apprêtent-ils peut-être à donner une forme concrète et juridique au concept d'« Europe à géométrie variable » dont il a souvent été question dans le passé, mais toujours de manière imprécise.

Les ministres ont par ailleurs approuvé quatre déclarations qui, pour la plupart, étaient prises lors du dernier conseil européen, et que les chefs d'Etat et de gouvernement, pris par les dossiers de l'élargissement de la Communauté, n'avaient pas eu le temps d'examiner. Elles concernent le Proche-Orient, le Soudan, l'UNESCO (1) et la CSCE (réunion d'Ottawa sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales). Dans celle consacrée au Proche-Orient, les Dix accueillent comme « un pas en avant constructif (...) les récentes amorces d'une relance du processus de négociation (...) notamment l'accord jordanien-palestinien (ainsi que) les idées formulées par le président de l'Egypte ».

A propos du Liban, ils déplorent les conséquences de la situation actuelle, notamment « pour la population civile du Sud, victime d'actes de violence injustifiables ». Ils « lancent un appel à toutes les parties pour qu'elles respectent le rôle de la FINUL, en évitant tout incident, en collaborant entièrement avec elle, et en garantissant la sécurité de son personnel ». Enfin les Dix demandent à l'Iran et à l'Irak « un cessez-le-feu immédiat et l'engagement de négociations ».

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) Le conseil des ministres des Dix insiste sur « la nécessité d'obtenir cette année des réformes effectives », notamment dans la gestion administrative de l'organisation, afin de « contribuer à un retour à son universalité ».

Le secrétaire américain au Trésor met de nouveau l'accent sur les négociations commerciales

De notre correspondant

Washington. — Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a réaffirmé, le 29 avril, qu'il serait inacceptable pour les Etats-Unis d'instaurer, comme M. Mitterrand l'avait fait à nouveau la veille, un lien « formel » entre le lancement de nouvelles négociations commerciales multilatérales et l'ouverture de conversations sur une réforme du système monétaire international.

Ces deux dossiers dominent, de jeudi à samedi, à Bonn, les discussions économiques du sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés (voir dossier page 8). L'objectif de M. Reagan est d'obtenir un accord sur le démarrage, en 1986, d'un nouveau « round » commercial portant principalement sur l'agriculture, les services et la haute technologie.

L'insistance de Washington tient à l'ampleur du déficit commercial américain et à la montée protectionniste qu'il suscite, en particulier contre le Japon. La fin de non-

recevoir opposée par M. Baker aux exigences françaises n'est pas, dans ces conditions, forcément aussi catégorique qu'il pourrait paraître. Le secrétaire au Trésor a d'ailleurs répété que son gouvernement acceptait d'étudier l'apport d'améliorations au fonctionnement du système monétaire.

Le rappel de leurs positions auquel viennent de procéder la France et les Etats-Unis apparaît comme l'amorce d'un véritable marchandage à Bonn, dont chacun voudrait, en tout état de cause, pouvoir sortir en se disant gagnant. Cependant, tout en soulignant que le gouvernement des Etats-Unis table toujours sur une croissance de 4 % en 1985, M. Baker a admis que l'expansion américaine mantrail « tous les signes d'une modération » et estimé qu'il appartenait au Japon et à l'Allemagne de « prendre le relais ».

BERNARD GUETTA.

M. Mitterrand a reçu les chefs de parti

M. François Mitterrand a reçu, lundi 29 avril, MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et Jean Lecanuet, président de l'UDF, avant le sommet des pays industrialisés qui se réunira à Bonn du 2 au 4 mai. Le chef de l'Etat devait continuer cette série de consultations et de réunions d'information mardi, en recevant M. Jacques Chirac, président du RPR, puis M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF.

Au terme de son entretien avec le chef de l'Etat, M. Jospin a déclaré : « Je suis frappé de voir qu'en dehors des Etats-Unis l'autre pôle de réflexion et de proposition, notamment pour les pays européens, c'est la France. »

M. Lecanuet a noté, pour sa part, qu'il existe un consensus de « tous les hommes politiques français » pour que l'Europe soit dotée d'une « grande puissance technique moderne capable de rivaliser avec celle des Américains ». « Je ne peux

que soutenir cette conception », a ajouté M. Lecanuet.

Au secrétariat de M. Giscard d'Estaing, on explique que, si l'ancien président de la République ne s'est pas rendu à l'Elysée à l'invitation de M. Mitterrand, c'est qu'il a jugé que récemment, sur d'autres sujets intéressant l'avenir de la communauté nationale, tels que la nouvelle loi électorale ou le statut de la Nouvelle-Calédonie, M. Mitterrand avait pu manifester sa volonté de dialogue.

Ces sujets auraient mérité que M. Giscard d'Estaing soit consulté tout autant, si ce n'est plus, que sur le sommet de Bonn dont l'enjeu annoncé ne paraît pas urgent et grave, explique-t-on encore. M. Giscard d'Estaing n'en considère pas moins que c'est une bonne chose que les responsables des formations politiques de l'opposition se soient, eux, rendus à l'Elysée.

On peut considérer, aussi, que l'ancien chef de l'Etat a pris ombrage de l'absence du premier ministre, pour lui répondre mercredi soir 24 avril, au cours du débat sur la loi électorale.

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine

Directeur de la publication

Ancien directeur :

Robert Borel-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Date de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

M. André Fontaine, gérant,

et Hubert Borel-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :

Daniel Vergès

Correspondant en chef :

Claude Soler

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs :

prévoir (deux semaines ou plus) ; nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les montants en espèces

d'impératrice.

PRX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

77 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$;

G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ;

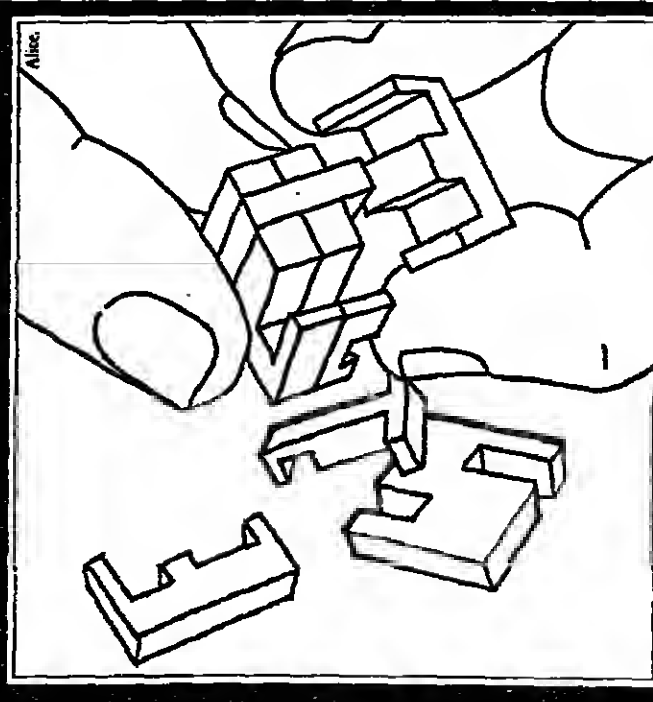
Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye,

0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège,

9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,

100 esc. ; Roumanie, 300 F RGA ; Suède, 9 kr. ;

Suisse, 1,80 f. ; Tchécoslovaquie, 110 sk.



MANIFESTE DU CERCLE DE VIENNE et autres écrits.

CARNAP - RAHN - NEURATH - SCHLICK
WATSMANN - WITTGENSTEIN.

Volume publié sous la direction
de Antonia Soules.

Enfin accessible en traduction française, un texte majeur de la philosophie contemporaine. Cet ensemble permet de mesurer avec précision les effets contradictoires de cette volonté commune de « dépasser la métaphysique par l'analyse logique du langage », qui exprime l'une des ambitions de la philosophie d'aujourd'hui.

Collection « Philosophie d'aujourd'hui »
dirigée par Paul-Louis Auloy.

368 pages - 165 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Philosophie d'aujourd'hui »

dirigée par Paul-Louis Auloy.

368 pages - 165 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ASIE

La guerre dans le sud des Philippines

(Suite de la première page.)

Capitale du Sud profond, creuset de races et de langues, de minorités tribales, d'islam séculaire et de chrétienté conquérante, mélange d'opulence et de misère, Davao est une ville pionnière grossie en une décennie de centaines de milliers d'immigrants, nouveaux conquérants de tout acabit attirés par l'espace et les richesses de la nouvelle « terre promise ».

La cité a toujours été plus ou moins livrée à la violence et aux rackets. Fante d'une volonté officielle d'y mettre fin, elle s'y est habituée : pas de banque, de grand magasin, de villa ou de notable qui n'ait en permanence ses gardes armés, et les plantations leur milice. Davao demeure une sorte de Far West asiatique teinté de clichés hollywoodiens et de vestiges de l'Espagne coloniale : machos, shérifs et desperados, Bible et colt 45, banques et bordels, grands propriétaires, « indiens » locaux chassés de leurs terres, pompes funèbres prospères, et même une rue vers l'or. Quel décor !

Tête de pont de la guérilla

C'est dans ce contexte que la ville est devenue, il y a peu, l'enjeu d'un nouveau défi, d'une migration d'un nouveau genre. Depuis le début de l'année, elle est la tête de pont de la guérilla urbaine aux Philippines, un champ de bataille où tombent plusieurs personnes chaque jour. En adeptes de la stratégie maoïste, les commandos de la Nouvelle Armée du peuple (NPA), aile militaire du Parti communiste des Philippines, sont passés des campagnes, où ils progressent depuis quinze ans, à la zone urbaine. Ils sont dans les bidonvilles de Davao comme des « poissons dans l'eau », ou plutôt comme des crabes dans la vase. C'est une « première » qui en dit long. Et, pour fragile et limitée qu'elle soit, elle ne manque pas de ressusciter à Manille et à Washington les spectres et dilemmes d'un engrenage bien connu. D'autant que ce développement s'ajoute à d'autres gains communistes et que la crise qui affecte le régime Marcos les favorise.

Reflet de cet état de choses, la presse, étalée sur les trottoirs de Davao, entre les maigres états et les caniveaux puants, aligne quotidiennement ses titres dramatiques et sanglants. Ici, soixante soldats gouvernementaux et guérilleros tués au cours du week-end à Mindanao. Là, une femme, soupçonnée de sympathies communistes et torturée par la police, a été innocente par la jus-

tice. Hier encore, Davao-City a eu son lot de cadavres : deux garçons (quinze et dix-sept ans) arrêtés par des « policiers en civil » ont été retrouvés morts, une balle dans la tête ; un policier et deux miliciens aussi ; sur le cadavre d'un certain Francisco Templado, on a trouvé cette note : « Agent du gouvernement. » Le *Mindanao Mirror* interroge : « Pourquoi René a-t-elle été tuée sans pitié ? ». René, petite commerçante, a été abattue la veille devant ses enfants. Elle aurait refusé de payer la dîme : 20 pesos

été tué le dimanche précédent, en pleine messe, par deux jeunes gens. Non loin de là, les communistes ont occupé la localité d'Esperanza pendant plusieurs heures, et harangué la population. Un policier brutal a été sommé de changer ses manières sous peine de « justice révolutionnaire ».

En vrac, d'autres problèmes : huit mille femmes ont défilé dans Davao pour protester contre le terrorisme et la crise économique. Un certain commandant Sanz leur a conseillé de s'occuper plutôt de la prostitution de la prostitution. « La nuit der-

ver, et celle de l'assassinat de Cesar Climaco, le populaire maire de Zamboanga, sur la côte ouest. Elles ont été mises par les militaires au compte des musulmans du Front de libération Moro - qui a formellement démenti.

Mgr Claver a été « libéré » par l'armée. Mais les deux victimes étant de vénéments critiques du régime et des abus de la militarisation, beaucoup soupçonnent des mises en scène.

Ces quelques échantillons ne sauraient refléter toute la réalité - le pire et le meilleur - de Mindanao, où, par endroits, la vie continue à suivre un cours plus normal. Mais l'augmentation des combats et des morts indique assez qu'on est loin du prétendu paradis que vantent encore des affiches touristiques : « Volcans, îlots de corail et plages de sable rose, orchidées rares, fruits aux noms étranges et femmes musulmanes à la peau satinée, villes en plein boom ». Mindanao, où « les héros légendaires vivent dans l'imaginaire populaire ».

« Robins des bois »

Ironie : le « volcan » s'est réveillé communiste. Pour un nombre croissant de gens, les « héros légendaires », ce sont les guérilleros de la NPA, nouveaux « Robins des Bois ». Dans les campagnes sous-développées, dans les bidonvilles, ils sont l'espoir d'un remède à l'abandon et à l'arbitraire du pouvoir. Des catholiques progressistes les comparent aux révolutionnaires du Nicaragua. Tragédie : tout ce qui n'est pas blanc devient rouge, et inversement. Derrière les euphémismes (les uns « sauvent », en exécutant, les autres « punissent », en liquidant), malgré approximations et exagérations, l'hécatombe augmente : 800 morts (deux fois plus qu'en 1983) dans la seule région militaire de Davao, en 1984, dont 350 soldats, 150 policiers et près de 300 civils. Dans ce total, 360 « liquidations » sont attribuées à la NPA. Au niveau national, les chiffres dépassent les 2 600 morts, dont 800 membres des forces de l'ordre et un millier de guérilleros.

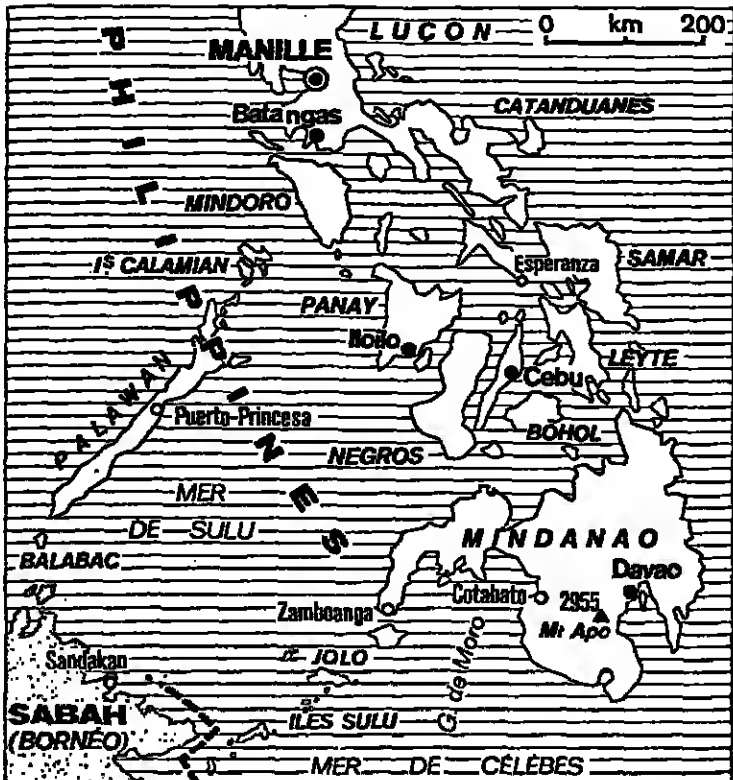
L'organisation humanitaire Task Force Detainees estime, en outre, les effets de la militarisation (c'est-à-dire les abus de l'armée) à plus de 360 exécutions sommaires, une centaine de disparus et 160 victimes de « massacres ». Et il ne s'agit là que de cas connus. On prétend que les morts comptabilisés comme guérilleros sont parfois des civils. Il est difficile de faire la part entre vrais combats, exécutions, erreurs, massacres, règlements de comptes et gangstérisme pur et simple. Mais, au-delà de chiffres sujets à caution, la tendance paraît claire. C'est, sur fond d'aggravation de la misère, celle du dérapage dans la guerre.

Mindanao pleure sa paix, ses rêves d'abondance et ses espoirs perdus. Et ses morts, de plus en plus. Mais comment en est-on arrivé là ?

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Prochain article :

OU LES COMMUNISTES
« SE DÉLECTENT
DE LA POURRITURE »



(12 francs), à la NPA. Le jour de son enterrement son cercueil a croisé de nombreux protestataires qui accompagnaient celui d'un jeune homme suspect de sentiments pro-communistes et qui, lui, aurait été « liquidé » par les militaires.

Deux poids deux mesures, dit le journal, un « militaire » de l'abbaye forestière clandestine a été tué par des inconnus pendant un match de basket-ball.

En province, un village a « fui terrorisé » lors d'un raid de la NPA pour capturer des armes ; deux morts. On rappelle que le chef de la police de Bulacan (plus au nord) a

nière, vingt-huit filles ont été arrêtées. Deux étaient si jeunes que c'était à peine croyable », a-t-il dit. Les habitants des bidonvilles demandent pour la énième fois des prises d'eau afin de lutter contre les incendies qui ravagent leurs taudis. Les réserves de courant ont atteint un seuil critique. Le tourisme aussi.

Dans les faubourgs infiltrés, les opérations de bouclage se poursuivent, ce qui accroît le nombre des arrestations, et le mécontentement. La nuit, la NPA organise des représailles.

Enfin, la presse se passionne pour deux troubles affaires : celle de l'enlèvement d'un évêque, Mgr Cla-

**OFFICIERS
MINISTÉRIELS
VENTES PAR
ADJUDICATION**

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-06

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry, rue des Miroirs.
Le mardi 21 mai 1985 à 14 h
**UN PAVILLON D'HABITATION
A BRUNY (91)**
22, rue Eugénie - 440 m² de terrain.
Rez-de-cha. : 3 P, cuis. WC - 1^{er} étage : 11 ch, mansarde
et grande dépendance en mezzanine.
Mise à Prix : 28 000 F.
Enchères par mailles, d'Avant ou après l'AG d'Evry.
S'adr. pr. mens. : SCP VASLOT, BOURGEOIS,
VIALA, avocats, 61, rue Saint-Spire
à CORBEIL-ESSONNES - Tél : 486-24-82.
Au greffe du T.G.I. d'Evry où le cahier des
charges est déposé.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, 101 du Palais, Jeudi 2 mai 1985 - 14 h -
Paris XI^e 13 et 15, boulevard de Belleville
APPARTEMENT
M.A.P. 160 000 F. S'adr. M^{re} NICOLAS

**REJOINDRE
L'ÉLITE**

**MÉDECINE
PHARMACIE**

CLASSE PRÉPA. Stage pré-médecine. Soins annuels
5 centres : Courbevoie, Levallois, Nanterre, Clichy, Issy-les-Moulineaux

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly Tel. 722.94.94 - 745.09.19

**VOIR
TOUS LES
HALOGENES**

DES LAMPADAIRES
QUI ÉCLAIRENT
TOUTE UNE PIÈCE.
INTENSITÉ VARIABLE

**READY
MADE**

SPECIALISTE
DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
TEL. : 260.28.01

AKIOU
L'ART DU BEAU VOYAGE

- TRÉSORS DE LA VIEILLE RUSSIE
Pendant le festival des Nuits Blanches
départ : 11 juin / 19 jours / T.C. 11 430 F.

- L'URSS PAR LE TRANSIBÉRIEN
Sur les traces de Michel Strogoff
départ : 02 juin / 16 jours / T.C. 10 800 F.
2, rue de la Paix Paris 2^e - Tél : 261-58-04

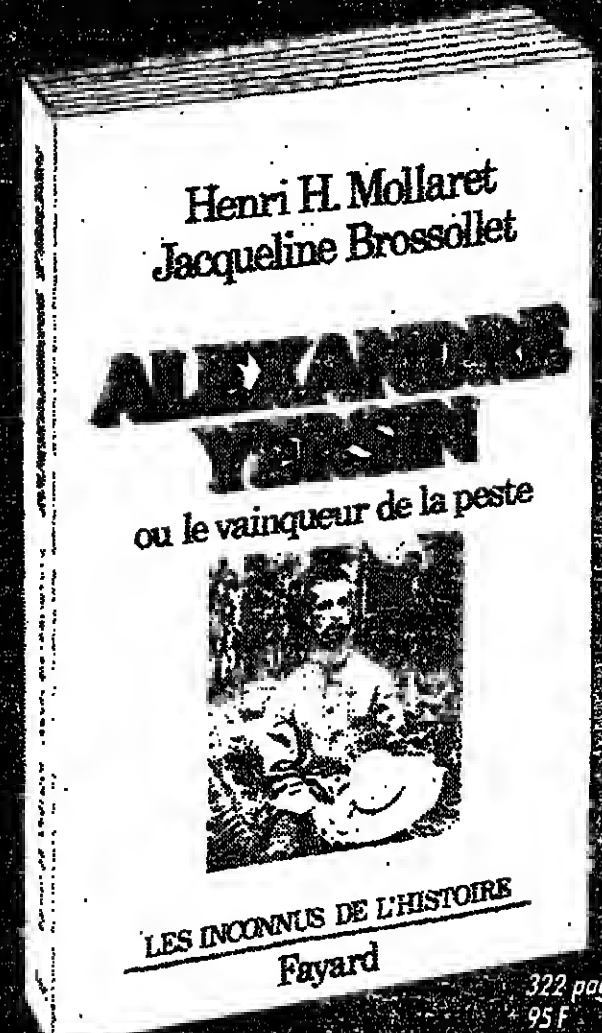
**SORRY
FERRY!**

HOVER SPEED
en Voiture, en Vitesse et Angleterre.

Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé. J'embarque tout de suite 424 passagers et 55 voitures. Pas de poids-lourd. A bord, je place tout le monde. Même les tout-petits ont un grand fauteuil. Vol glissé à 100 km/h et voici Douvres. En 35 minutes.

Et ce n'est pas tout. Sud de l'Angleterre. Londres ou Ecosse, mes adresses conduisent toujours à de bons souvenirs. Je le fais du mal? Désolé Ferry!
Contactez votre agence de voyages, ou
Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris. **11/260.36.48.**

Un pionnier de la médecine. Un aventurier en Asie.



Un très beau livre. Les émotions, les déceptions et les espoirs de toute une vie, celle d'un homme désintéressé de la gloire et des honneurs et dont le goût de l'aventure n'eut d'égale que son inlassable curiosité scientifique.

Catherine Vincent, *Sciences et Avenir*

"Un récit captivant. Documentation de la première main qui permet de nourrir la biographie de détails aussi précis que pittoresques. La conjonction heureuse d'un personnage attachant et d'auteurs qui ont su le faire revivre parce que la peste est leur métier."

Gilles Walusinski, *La Quinzaine Littéraire*

"Il fallait ce livre pour redonner à Yersin sa place dans l'histoire des sciences."

L'Humanité Dimanche

"Le livre se lit comme un vrai roman."

Le Monde

LES INCONNUS DE L'HISTOIRE

Collection dirigée par Jean MONTALBETTI

FAYARD

322 pages
95 F

ASIE

Vietnam

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FIN DE LA GUERRE

Les gros bataillons...
de journalistes américains

A l'occasion du dixième anniversaire de la victoire communiste au Vietnam, M. Le Duan, secrétaire-général du Parti communiste vietnamien, s'est prononcé au cours d'un rassemblement, pour une normalisation des relations « dans l'intérêt des deux pays, de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est », entre Hanoï et Washington. Mais, M. Le Duc Tho, membre du bureau politique du PCV, a rappelé, dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC, que les Etats-Unis devaient abandonner les conditions qu'ils posent à l'établissement de relations diplomatiques avec le Vietnam. « Pour notre part, a-t-il dit, nous n'imposons aucune condition en vue de cette normalisation et les Etats-Unis devraient faire de même ou alors il n'y aura pas de relations diplomatiques. » Les Etats-Unis ne reconnaissent pas le gouvernement d'Hanoï, et ont à plusieurs reprises réclamé le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge avant le début de toute négociation. Néanmoins, les médias américains ont fait des efforts considérables pour « couvrir » ce dixième anniversaire.

De notre envoyé spécial

Bangkok. — Voici une douzaine d'années, Peter Kann était correspondant de guerre en Indochine, où il a obtenu le prix Pulitzer, la plus haute distinction pour un journaliste américain. Devenu l'un des directeurs du Wall Street Journal, il est retourné au Vietnam pour raconter, avec autant de talent que par le passé, les scènes de la vie quotidienne, qui en disent souvent plus sur l'atmosphère, dix ans après la chute de Saigon. Walter Cronkite, l'ancienne vedette de la chaîne de télévision américaine CBS, retiré depuis quelques années, s'est également rendu au Vietnam en février dernier.

Les médias américains ont consacré une fortune — au moins plusieurs dizaines de milliers de dollars — à « couvrir » ce dixième anniversaire de la fin de la guerre au Vietnam, célébré dans l'ancienne Saigon ce mardi 30 avril. L'effort le plus colossal a été celui de la chaîne NBC, concurrente de CBS, qui a loué un Boeing-747 cargo d'Air France pour transporter, de Paris, une station terrestre de communication de fabrication britannique, et, de Bangkok, des générateurs venus du Japon.

Selon le Far Eastern Economic Review, pour ne pas être en reste, ABC, autre chaîne de télévision américaine, aurait loué les services d'une station terrestre soviétique spécialement acheminée de Moscou pour l'événement. Quant à CBS, afin d'utiliser un relais à Bangkok, elle aurait loué deux vols d'Air Vietnam, à raison de 7 000 dollars la navette.

Ces dernières semaines, des dizaines de journalistes — pour la plupart d'anciens correspondants de guerre américains — ont rev-

JEAN-CLAUDE POMONTI.

POUR VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Plainte à l'ONU contre Hanoï

Le président du Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme, M. Vo Van Ai, doit déposer, ce mardi 30 avril à New York, auprès des Nations unies une plainte contre le gouvernement de la République socialiste du Vietnam « pour ses violations répétées des droits de l'homme et atteintes répétées aux droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et religieux des Vietnamiens ».

Dans un dossier constitué à cette occasion, le Comité Vietnam (1) dresse un bilan très sombre affirmant notamment que « sur une population totale de 58 millions d'habitants qui compte le Vietnam, il apparaît que le chiffre de 500 000 prisonniers d'opinion n'est nullement exagéré et correspond à un minimum ». Parlant de la « troisième résistance », M. Vo Van Ai estime qu'« aujourd'hui, la tension entre le gouvernement et la population est arrivée [au Vietnam] à un point critique jamais atteint auparavant depuis 1945 ».

A l'appui de ses affirmations, le Comité Vietnam cite différents témoignages sur les camps de détention vietnamiens, y compris sur leur localisation géographique qui les rendent quasiment impénétrables. Parmi d'autres précisions, M. Tran Nhu, qui a lui-même une longue expérience de ces camps, rapporte que des détenus réfractaires sont enfermés dans des cachots souterrains en forme de cercueils, où ils sont contraints de demeurer « sept jours durant sans pouvoir faire un mouvement », y compris pour leurs besoins corporels qu'ils doivent « satisfaire sur place et immobiles ».

La plainte du Comité Vietnam à l'ONU a été déposée « pour marquer le dixième anniversaire de la violation des accords de Paris par le gouvernement de Hanoï ».

(1) Comité Vietnam pour la défense des Droits de l'homme, 25, rue Jaffoux, 92320 Gennevilliers.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

• **ARRETE D'EXTRADITION VERS LA REA D'UN EDITEUR NEO-NAZI.** — Les services canadiens de l'immigration ont pris, lundi 29 avril, un arrêté d'extradition vers l'Allemagne de l'Ouest à l'encontre d'Ernst Zundel, éditeur de Toronto, d'origine allemande. Condamné le 23 mars à quinze mois de prison pour avoir publié des écrits antisémites niant l'holocauste, Ernst Zundel pourra toutefois rester au Canada jusqu'à ce qu'il ait épuisé tous les recours administratifs. Age de quarante-six ans, il était arrivé au Canada en 1978 et bénéficiait d'un statut lui permettant de travailler et de résider dans le pays. — (AFP.)

Espagne

• **ALERTE A LA BOMBE.** — Après l'annonce, la semaine dernière, par l'ETA militaire, d'une campagne terroriste contre les installations touristiques de la côte méditerranéenne espagnole, une alerte a été déclenchée par un appel téléphonique, affirmant que des bombes étaient placées dans trois hôtels de Valence et d'Alicante. Les recherches effectuées, lundi 29 avril, n'ont rien donné. La police a, toutefois, décidé de renforcer sa surveillance. La branche politico-militaire avait déjà pris pour cible des stations touristiques de la région pendant l'été 1979. — (Reuters.)

Tunisie

• **M. BOURGUIBA AUX ETATS-UNIS EN JUIN.** — Le président tunisien fera une visite officielle aux Etats-Unis à partir du 18 juin, répondant à une invitation du président Reagan. Il devrait, sur la route des Etats-Unis, s'arrêter à Paris pour un séjour privé au cours duquel il rencontrerait le président Mitterrand, indique-t-on, de bonne source, à Tunis. Le dernier voyage de M. Bourguiba aux Etats-Unis remonte au mois de janvier 1982. Il avait été admis à l'hôpital militaire Walter Reed, à Washington, pour y subir des soins médicaux. — (AFP, AP, Reuters.)

AFRIQUE

République sud-africaine

L'Anglo-American accepterait de réembaucher en priorité une partie des 14 400 mineurs licenciés

Des attentats à la bombe ont endommagé, lundi soir 29 avril, à Johannesburg, deux bâtiments appartenant à la compagnie Anglo-American, propriétaire de la mine d'or de Vaal Reef, où quatorze mille quatre cents ouvriers viennent d'être licenciés. Les explosions ont fait des dégâts matériels importants, mais pas

de victime. Les attentats n'ont pas été revendiqués, et rien ne permet de dire avec certitude qu'ils sont liés au conflit social de la mine de Vaal-Reefs.

D'autre part, un communiqué publié lundi soir par le syndicat des mineurs (NUM)

annonce qu'un accord est intervenu entre la NUM et la direction de l'Anglo-American. Au terme de sept heures de négociations, la compagnie aurait accepté un protocole stipulant que dans les futures embauches une préférence sera accordée aux mineurs ayant déjà travaillé à Vaal-Reefs.

La dernière paie des chercheurs d'or

De notre correspondant

énormes cantines roulantes. On distribue à même des plateaux en plastique des louches de riz et du menle meat (farine de maïs).

Avec leur dernière paie, les mineurs noirs achètent de la bière et de l'alcool. En haut des tribunes, dominant cette foule répandue sur le gazon ou conversant dans les gradins, une table où chacun vient chercher son bulletin de salaire. Un

cadre de Vaal-Reefs explique que depuis longtemps la mine n'avait pas été aussi calme. Selon lui, le travail a repris dans sept des neuf puits. Seuls les ouïers huit et neuf de la division sud, où la grève a éclaté, sont paralysés. Douze mille trois cents des quinze mille mineurs sont en effet mis à pied. L'accès à ces deux puits est interdit à la presse par le service de sécurité, qui veille, fusils antiémeutes appuyés contre les voitures et gourdins à la main.

« Faire les trous »

Selon des sources non confirmées, deux mille mineurs auraient refusé de quitter les lieux. Le porte-parole de la mine explique qu'il n'est pas question de négocier les licenciements, mais que des pourparlers sont toujours en cours pour résoudre le conflit. Ses causes ne sont d'ailleurs pas clairement établies, selon

l'Anglo-American, c'est un problème d'augmentation de salaires, tandis que pour la NUM (National Union of Mineworkers) il s'agit plutôt de l'épineuse question du « travail réservé » aux Blancs.

D'après ce syndicat, créé en 1982 et qui regroupe cent dix mille des quelque cinq cent mille mineurs noirs, la direction a licencié sept cents mineurs qui refusaient d'exécuter les tâches normalement réservées aux Blancs selon le Mines and Works Act. Aux termes d'une loi de 1911, treize catégories de travail ne peuvent être exécutées par des non-Blancs, notamment la pose et l'allumage des explosifs. Les mineurs noirs, eux, sont chargés de « faire les trous ». C'est ce qu'on appelle le job reservation, pour la défense duquel se battent farouchement les mineurs blancs au sein du MWU (Mines Worker's Union).

Cette entrave à l'accès aux tâches de responsabilité est devenue le cheval de bataille de la NUM. La centrale estime qu'en fait beaucoup de mineurs effectuent ces travaux défectueux sans y être préparés et sans recevoir la rémunération qui y correspond. C'est justement cette revendication qui aurait mis le feu aux poudres. La NUM a expliqué que l'Anglo-American avait obligé les mineurs noirs à exécuter ces tâches, et que ceux qui avaient

refusé avaient été purement et simplement mis à la porte, provoquant ainsi un conflit généralisé.

Il n'empêche cependant que le problème de l'augmentation des salaires demeure, et que, là non plus, les négociations n'ont pu aboutir. Sur ce point, la NUM refuse d'en dire plus, attendant de soumettre ses propositions à la Chambre des mines, derrière laquelle s'est retranchée l'Anglo-American.

Pour la plupart, les mineurs noirs renvoyés ignorent les raisons du conflit. L'un d'eux, venant du Transkei montre sur son passeport le tampon « Discharged » (licencié). Il avoue ne pas très bien comprendre de quoi il retourne. Voilà onze ans qu'il travaille à Vaal-Reefs. La plupart des contrats sont en général d'un an renouvelable au moment du retour, chaque année, dans leur famille, de ces travailleurs migrants. Ils font partie des importants réservoirs de main-d'œuvre des homeland, dans lesquels on pousse et on rejette en fonction des besoins et de la docilité. Ces quatorze mille quatre cents, auxquels il faut ajouter trois mille (mille autres ont été licenciés lundi) de la mine d'or d'Hartricksfontein, à une trentaine de kilomètres, vont rejoindre le flot des sans-travail, qui serait, selon des chiffres officiels, de trois millions en Afrique du Sud.

MICHEL BOLE-RICHARD.

AMÉRIQUES

El Salvador

LES AUTORITÉS ANNONCENT LA REDDITION D'UN DIRIGEANT DE LA GUÉRILLA

San-Salvador (AFP). — Un dirigeant du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), dont la guérilla et le gouvernement salvadorien avaient annoncé l'arrestation le 19 avril, s'est rendu aux forces gouvernementales et se trouve sous la protection de la garde nationale, ont affirmé, dimanche 28 avril, les autorités.

Dans un enregistrement diffusé par le gouvernement et présenté comme un « entretien », M. Napoleon Romero déclare qu'il a « pris la décision de se rendre et de se retirer » du FMLN. Justifiant sa décision de « rechercher la protection des forces armées », il a déclaré :

« Un membre du FMLN du niveau que j'occupais ne peut se retirer purement et simplement, mais doit rechercher une protection ».

Cette reddition intervient après les déclarations la semaine dernière du chef d'état-major de l'armée, le général Adolfo Blandon, qui faisait le bilan des trois premiers mois de l'année dans le combat qui l'oppose à la guérilla. Selon le général Blandon, l'armée aurait tué deux cent trente-sept guérilleros, en aurait blessé quatre-vingt-treize autres, alors que près de deux cents rebelles ont été fait prisonniers. Le FMLN estime, quant à lui, que l'armée aurait perdu mille cinq cent treize hommes (morts ou blessés). Les services juridiques de l'Eglise catholique ont, de leur côté, publié un communiqué fixant à neuf cent vingt-huit le nombre de morts des deux côtés pendant cette période de trois mois.

Costa-Rica

ARRESTATION DE CINQ MERCENAIRES ANTISANDINISTES

San-José (Reuters). — Cinq étrangers, arrêtés au Costa-Rica alors qu'ils s'entraînaient avec des rebelles antisandinistes près de la frontière du Nicaragua, ont été inculpés pour constitution illégale d'association et détention d'explosifs. Le porte-parole du ministère des affaires publiques, M. Fernando Cruz, a précisé que les cinq hommes — un Français, M. Claude Chaffard, deux Britanniques, MM. Peter Gliberry et John Davis, et deux Américains, MM. Stephen Carr et Robert Thompson — avaient été arrêtés la semaine dernière en compagnie de neuf maquisards antisandinistes.

Les cinq hommes inculpés des peines de six ans de prison. Ils étaient en possession de fusils, de bazookas et de grenades. Selon les autorités, les Nicaraguayens arrêtés font partie de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN).

Chili

LE GOUVERNEMENT A LIBÉRÉ PLUS DE 200 OPPOSANTS SUR LES 264 ARRÊTÉS A SANTIAGO

Santiago (AFP, Reuters). — Le gouvernement chilien a libéré, lundi 29 avril, deux cent trente-quatre opposants arrêtés vendredi dernier lors d'une réunion du Parti socialiste. Trente autres personnes, interpellées dans les mêmes conditions, sont toujours retenues par la police. Le ministère de l'Intérieur doit décider si, en vertu de la législation sur la sécurité intérieure, des poursuites doivent être engagées contre ces personnes.

Parmi les treize opposants encore détenus figurent quatre dirigeants socialistes et deux ressortissants français, M. Bourguignon et son épouse, d'origine chilienne. Le ministère français des relations extérieures avait réclamé, dimanche, la « libération immédiate » du professeur à l'Institut de Santiago, et de sa femme, Marie-Lorette Hoelscher. Un membre de l'ambassade de France à Santiago a confirmé que les autorités chiliennes n'avaient pas encore répondu à cette demande.

Le gouvernement avait justifié ces arrestations par l'interdiction de toute réunion politique en raison de l'état de siège. Selon les lois en vigueur, le ministère de l'Intérieur a cinq jours pour statuer sur le sort des personnes détenues, la décision les concernant devant donc intervenir ce mercredi 30 avril.

Algérie

LE PROCÈS DE CENT TRENTE-CINQ ACTIVISTES ISLAMIQUES La Cour de sûreté de l'Etat a rendu un verdict d'apaisement

De notre correspondant

Alger. — La Cour de sûreté de l'Etat a rendu son verdict à Média, lundi 29 avril, dans le procès des cent trente-cinq activistes islamiques, qui s'était ouvert trois semaines plus tôt. Comme on s'y attendait (le Monde du 16 avril), il s'agit d'un verdict d'apaisement. Cent quatre des accusés recouvrent la liberté : une soixantaine d'entre eux ont été relaxés purement et simplement, et les autres condamnés à des peines inférieures à la détention préventive, deux ans dans la plupart des cas.

Ceux qui restent en prison sont condamnés à des peines allant de trois à douze ans de prison. La peine la plus lourde a notamment été prononcée contre un homme qui avait blessé au bras un capitaine de gendarmerie qui parlementait avec lui au moment de son arrestation dans le quartier d'El Mouradia à Alger.

Contre les cent trente-cinq accusés présents dans le box, le procureur de la République avait requis des peines allant de trois à vingt ans de prison. Cinq personnes jugées par contumace ont été condamnées à la réclusion à perpétuité.

Les accusés présents condamnés aux peines supérieures à cinq ans sont ceux auxquels il était reproché d'avoir détenu soit des armes datant de la seconde guerre mondiale ou de

la guerre d'indépendance, soit des explosifs artisanaux. Quatre chefs religieux qui s'étaient fait remarquer par leurs prêches incendiaires dans des mosquées échappant au contrôle du clergé officiel sont condamnés à des peines allant de trois à cinq ans.

Le réquisitoire avait été prononcé le 21 avril. Après les plaidoiries des avocats, le président de la cour, un magistrat civil en fonction à Annaba, M. Abdelaziz, a laissé les accusés s'exprimer librement.

La cour, composée de trois magistrats civils et de deux militaires, a délibéré trois jours avant de rendre son verdict. Lundi soir, les médias algériens gardaient toujours le silence sur le procès. Tenu par le secret, les avocats, dont plusieurs étaient commis d'office, restaient d'une grande discrétion. Toutefois, le plus connu d'entre eux, M. Abdelouahab Ali-Yahia, évoquant sous le fond de l'affaire du moins la forme, nous a déclaré que le procès s'était déroulé de façon régulière et a rendu un hommage implicite aux juges, qui ont respecté de bout en bout la règle de l'oralité des débats, quel qu'ait pu être le dossier de l'instruction.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Maroc

M. Fabius se félicite de « l'excellence des relations bilatérales »

De notre envoyé spécial

Marrakech. — M. Laurent Fabius a été reçu par le roi Hassan II dans son palais royal de Marrakech, lundi 29 avril. Au terme d'une réception d'une heure et demi, le chef du gouvernement français a souligné « l'excellence des relations bilatérales de coopération » et « l'existence de points de vue et d'analyses communes qui mettent en exergue l'amitié très profonde qui lie nos deux pays, ainsi que nos volontés de stabilité et de paix ».

« Avec Sa Majesté, le roi Hassan II, a dit M. Fabius, nous avons, comme c'est la tradition, fait un tour des problèmes internationaux. Nous avons parlé du Liban, de la guerre du Golfe, de la situation au Maghreb et de l'Afrique. » Interrogé à propos du Tchéad, le premier ministre a répondu que « ce sujet n'avait pas été particulièrement abordé ». A propos du Sahara occidental, M. Fabius a indiqué qu'il avait rappelé le souhait français de ne pas prendre parti, se contentant de préciser que « la France a toujours maintenu la même position du

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et aussi du droit des peuples à vivre en paix ».

Abordant le sujet de l'élargissement de la Communauté européenne et des inquiétudes que cela suscite au Maghreb, M. Fabius a déclaré que « la France, principal partenaire économique du Maroc, était au côté de ses amis », ajoutant que « des mesures concrètes devaient être adoptées pour que les pays associés n'aient pas à souffrir de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté », et qu'il fallait trouver « la solution pour que les courants d'échanges traditionnels entre la France et le Maroc ne soient pas altérés ». M. Fabius a précisé que la prochaine mesure en ce sens était la décision de se rendre irès prochainement au Maroc prise par M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des relations avec les pays méditerranéens et ancien ministre des relations extérieures.

F. F.

50 من الأمل

I et E: deux lettres qui signent le travail de Bosch.



Seules deux petites lettres représentent nos activités à l'arrière des automobiles du monde entier. Deux petites initiales qui évoquent pourtant beaucoup de puissance, une grande technologie et une préoccupation quotidienne pour l'amélioration des conditions de transports et d'économie d'énergie.

I c'est en français : Injection essence.
E c'est en allemand : Einspritzung. C'est la même chose.

L'injection Bosch dose exactement la quantité de carburant dont votre moteur a besoin. Donc l'injection Bosch vous permet de réduire votre consommation.

Avec une efficacité prouvée par de nombreux tests et approuvée par de grandes marques automobiles, l'injection Bosch économise jusqu'à 11 % d'énergie par rapport aux modèles similaires à carburateur. Et même en régime de frein moteur, l'injection Bosch peut vous permettre de réaliser jusqu'à 16 % d'économie.

Mais les résultats de nos travaux et de notre production ne s'arrêtent pas là. L'injection-essence Bosch favorise le démarrage à froid comme à chaud, réduit la pollution des gaz d'échappement et permet au moteur de tirer le maximum de puissance de la quantité d'énergie consommée.

Les qualités de nos systèmes d'injection expliquent nos résultats.

Jusqu'à fin 1984 l'entreprise a livré au total dans le monde plus de 13 millions de dispositifs d'injection d'essence auxquels il convient de rajouter les deux millions d'unités fabriquées par nos licenciés.

Mettre les points sur les I. Notre fierté est à la mesure de notre discrétion. Sur toutes les routes, si vous roulez derrière un I ou un E, vous saurez que c'est pratiquement toujours Bosch qui va de l'avant.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1^{er} atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

*** - 4.500 personnes

• 5 usines (Rodez-Vénissieux-Caen-Bonneville-Rumilly).

- 4,2 milliards de chiffre d'affaires

- 0,9 milliard réalisé en exportation directe et 0,4 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone.

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
32, Avenue Michels
93404 Saint Ouen
Tél. : 251.92.33



BOSCH

dossier

Le XI^e sommet des sept grands pays industrialisés

Le onzième sommet des grands pays industrialisés se réunit à Bonn du 2 au 4 mai. De l'expérience des dix sommets précédents, on peut tirer deux principes généraux. Le premier est que lorsqu'un pays se croit en position d'obtenir quelque chose, il a tendance à insister sur le fait que, bien que ce genre de réunion ne soit pas normalement destiné à prendre des décisions, rien n'empêche — on s'en serait douté — chefs d'Etat et de gouvernement de donner des directives précises.

Le second principe est que, non seulement il ne faut pas trop attendre des sommets, mais que, dans la mesure où ils influencent le cours des événements, cette influence a autant de chances de se révéler néfaste que positive. Le fait qu'on cherche avant tout à obtenir des succès de prestige n'est pas pour rien dans cette constatation décevante.

Le premier sommet, celui de Rambouillet, a donné lieu à une grande déception : il était déjà question de stabiliser les taux de change et de revenir à un ordre monétaire acceptable. Le plus désastreux des sommets a sans doute été celui qui s'est tenu en juillet 1978 à Bonn, où se réunirent de nouveau les Sept de jeudi à samedi.

Quels seront les grands thèmes de discussion entre chefs d'Etat et de gouvernement ? Le plus important sera sans doute la lutte contre le protectionnisme, et le contre-leu que l'administration Reagan estime nécessaire pour s'y opposer, sous la forme de l'ouverture d'un nouveau « round » de négociations commerciales au GATT (institution chargée d'administrer l'accord international sur les tarifs et le commerce).

Sur le principe, tous les participants sont d'accord, mais il reste à fixer une date. « J'ai bon espoir que ce sera décidé au sommet », a déclaré M. Ronald Reagan aux journalistes des six journaux (dont *Libération* pour la presse française) qui l'ont interrogé à la veille de la conférence.

Du côté français, c'est une attitude beaucoup plus restrictive que l'on affiche. On commence par rappeler que la conférence n'est pas un lieu de décision, pour ajouter que la position de l'Europe communautaire a été définie de façon claire par le conseil des ministres de la CEE du 19 mars : pas de rendez-vous précis fixé avant que n'ait été arrêté le contenu des futures négociations. On ajoute que la France, pour sa part, pose deux autres conditions : qu'il soit entendu que les intérêts des

pays du tiers-monde seront pris en considération, ce que du reste personne ne conteste, et, deuxièmement, que des négociations devant conduire à une réforme monétaire soient « parallèlement » engagées.

Cette dernière affaire sera certainement un autre thème des conver-

(interview déjà citée), il faut attendre le résultat des études engagées à cet effet. Les ministres du groupe des Dix (les principales puissances du monde industrialisé) doivent se réunir le 22 juin prochain à Tokyo, pour discuter du rapport de leurs experts sur ce sujet. Le sénateur américain au Trésor, M. James Baker, a annoncé à l'OCDE que son

impose. On peut, par exemple, imaginer que le communiqué final contiendra un engagement formulé à peu près de cette façon : à supposer que les travaux préparatoires de la conférence commerciale permettent de dégager un ordre du jour précis, et à supposer que le rapport des Dix sur la réforme monétaire invite à des discussions supplémentaires, eh bien ! dans ce cas, on décide en commun de fixer l'ouverture de la conférence du GATT pour telle date (premier semestre 1986, par exemple, comme le veulent les Américains), tandis que serait confirmée la volonté générale de pousser plus avant la recherche d'un meilleur fonctionnement du système monétaire international.

Un autre thème de la conférence sera la croissance économique et les moyens de la rendre plus équilibrée à travers le monde industrialisé. C'est ici que les expériences du passé ont été les plus cuisantes. En juillet 1978, dans cette même ville de Bonn, le chancelier Helmut Schmidt avait cédé aux objurgations de ses partenaires pour faire jouer à l'Allemagne et au Japon le rôle de « locomotives » de l'économie occidentale. En termes précis, cela voulait dire que ces deux pays s'enga-

geaient à augmenter leur déficit budgétaire.

Cette politique ne pouvait tomber plus mal, et cela pour une raison qui n'a jamais été ouvertement explicitée dans les institutions internationales, tant le sujet du dollar reste tabou bien qu'il en soit question constamment. Les dix-huit mois précédant la conférence de Bonn de 1978 avaient été caractérisés par une chute profonde de la devise américaine. Les pays d'Europe occidentale et le Japon avaient essayé de la freiner en rachetant d'énormes quantités de dollars, ce qui les avait amenés à émettre de fortes quantités de leur propre monnaie. Telle a été la véritable origine de l'inflation à partir de 1979.

Aujourd'hui, les circonstances sont bien différentes, mais certains voudraient voir les pays européens relâcher leur politique de discipline budgétaire pour compenser l'éventuelle réduction du déficit américain. Si une telle décision devait être prise, ce qui heureusement est loin d'être certain, le résultat pourrait être à l'encontre de celui que l'on recherche : on risquerait de voir le dollar repartir vers la gloire, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir.



sations. Là encore le président Reagan et M. Mitterrand se présenteront autour de la table avec des positions différentes, sinon opposées. Pour le président américain

pays était prêt à envisager la tenue d'une conférence sur le territoire américain.

Ces positions divergentes ne conduiront pas nécessairement à une

LES DIX RENCONTRES PRÉCÉDENTES

De Rambouillet à Bonn

Dix sommets ont précédé celui de Bonn.

● **Rambouillet, 15, 16 et 17 novembre 1975.** — Cette réunion est marquée par la fin de la longue controverse qui a opposé les États-Unis et la France sur la réforme du système monétaire international.

La France accepte — ce qui sera consigné quelques semaines plus tard par les accords de la Jamaïque sur la refonte des statuts du FMI (Fonds monétaire international) — que soit abandonné le principe sur lequel reposait le système de Bretton-Woods, c'est-à-dire la fixation de parités définies par un certain poids d'or. Cela étant acquis, les participants affirment, dans le communiqué commun, « leur intention d'œuvrer en faveur d'une plus grande stabilité monétaire ». Simultanément, il est entendu que les autorités monétaires « agiront pour contrecarrer le désordre des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change ».

● **Porto-Rico, 26 et 27 juin 1976.** — Les Sept s'entendent sur une déclaration générale propre à satisfaire M. Gerald Ford, qui, à quelques mois des élections, a besoin d'une approbation de sa politique économique. Il y est question « d'expansion soutenue » pour réduire le chômage, « sans pour autant compromettre la lutte pour la stabilité en commun contre une nouvelle poussée d'inflation ».

En fait, ce sommet sans importance prendra quelque éclat par la révélation du chancelier Schmidt selon laquelle M. Ford, Giscard d'Estaing, Callaghan et lui-même avaient décidé, lors d'une réunion « privée », de cesser d'aider financièrement l'Italie si les communistes entraient au gouvernement.

● **Londres, 7 et 8 mai 1977.** — Une rencontre pour presque rien. Le communiqué constate : « L'inflation ne réduit pas le chômage. Elle en est une des principales causes ». La création d'emplois est mise au rang des priorités économiques.

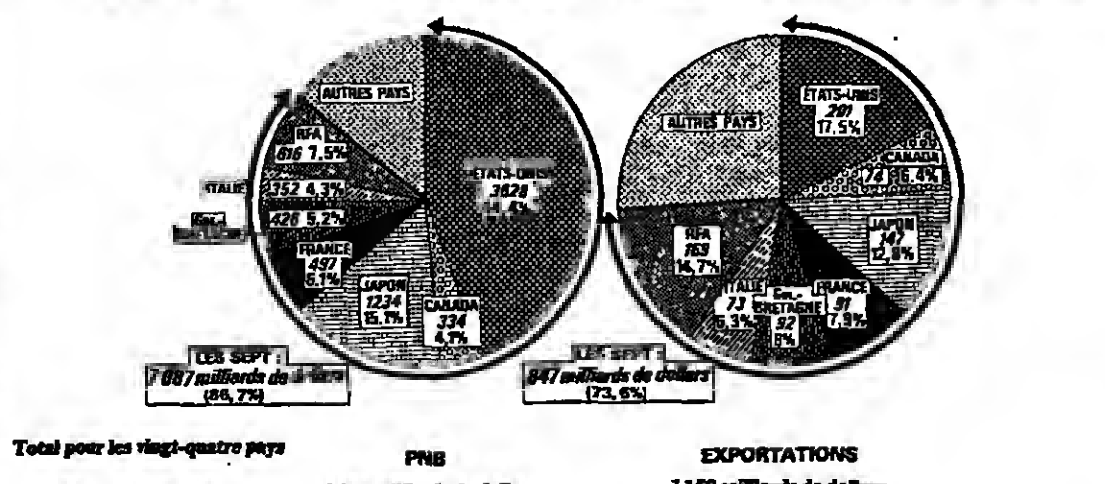
● **Bonn, 16 et 17 juillet 1978.** — Une « stratégie globale » est arrêtée pour combattre l'inflation, le chômage, le protectionnisme. Des objectifs chiffrés sont définis. La Répu-

révolution iranienne — d'une nouvelle augmentation du prix du pétrole. Les sept pays participants fixent des plafonds précis à leurs importations d'or noir et décident de politiques monétaires et fiscales restrictives pour compenser l'impact inflationniste du renchérissement du pétrole.

● **Vienne, 21, 22 et 23 juin 1980.** — Malgré la récession provoquée par le second choc pétrolier, les Sept font de la lutte contre l'inflation leur

● **Williamsburg, 28, 29 et 30 mai 1982.** — Dans la Déclaration finale sur la reprise économique, lue par M. Ronald Reagan, les Sept indiquent que les démocraties industrielles doivent s'efforcer non seulement « d'entretenir et de maintenir un taux d'inflation faible », mais aussi « d'abolir les taux d'intérêt, qui enregistrent actuellement un niveau trop élevé ».

A la demande de M. Mitterrand, les ministres des finances des Sept



bligne fédérale d'Allemagne s'engage à augmenter ses dépenses budgétaires dans la limite de 1 % du PNB et les États-Unis à mettre en œuvre une politique énergétique.

● **Tokyo, 28 et 29 mai 1979.** — Le sommet se tient dans un climat de préférence, alors que l'OCPE est réunie en même temps à Genève pour décider — consécutivement à la

priorité. Ils annoncent en outre des mesures pour économiser l'énergie et remplacer le pétrole (doublement de la production de charbon dans la décennie 80 et encouragement au développement du nucléaire).

Ce sommet est aussi l'occasion pour les sept grands d'appeler à un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. M. Giscard d'Estaing, de retour de Varsovie où il a rencontré M. Brejnev, leur affirme que ce dernier a accepté le principe d'un retrait progressif de ses troupes.

● **Ottawa, 19, 20 et 21 juillet 1981.** — Premier sommet tout à la fois pour MM. Reagan et Mitterrand. Il y est question, dans le communiqué final, d'une « volonté commune de respecter la logique du marché ». Les Sept donnent leur accord pour préparer « un processus mutuellement acceptable de négociations globales » du commerce avec l'URSS et étudier une réduction des subventions aux crédits à l'exportation. Ce sommet principale-ment commercial envisage la possibilité de nouvelles négociations multilatérales.

● **Varsovie, 5 et 6 juin 1982.** — Les Sept s'engagent à « travailler à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international » et à promouvoir dans ce domaine « une plus grande stabilité ». Ils conviennent d'adopter « une approche prudente et diversifiée » dans leurs relations avec l'URSS et les autres pays européens et de réduire leurs crédits à l'Europe de l'Est.

Toutefois, trois circonstances ternissent un sommet que les Français voulaient grandiose : la querelle entre l'Europe et les États-Unis sur le gazoduc soviétique, les massacres du Liban et la dévaluation du franc huit jours après le communiqué final.

sont aussi invités, en liaison avec le directeur du FMI, à prendre en considération le rôle que pourrait jouer, le moment venu, une conférence monétaire internationale de haut niveau. Libéralisation du commerce international — avec engagement du Japon d'ouvrir son marché — et accroissement des ressources du FMI en faveur du tiers-monde sont aussi prévus.

En outre, les Sept, dans une déclaration sur la sécurité, proclament « leur volonté de maintenir une force militaire suffisante pour dissuader toute agression » et annoncent le déploiement de missiles américains, prévu par la décision de l'OTAN, pour la fin de l'année, à défaut d'un accord à Genève.

● **Londres, 7, 8 et 9 juin 1984.** — L'endettement des pays du tiers-monde domine cette réunion, où est encouragée un réajustement planétaire des dettes de ceux de ces pays qui « s'efforcent d'améliorer leur situation ». Les Sept prévoient aussi une allocation supplémentaire des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international et dénoncent les incovenients qui résultent de taux d'intérêt trop élevés.

Les démocraties industrielles renouvellent par ailleurs leur volonté de mener des politiques anti-inflationnistes et de réduire leurs déficits budgétaires, et parlent de technologie. Le conflit Iran-Irak, les relations Est-Ouest et le contrôle des armements, les valeurs démocratiques communes et le terrorisme font en outre l'objet de déclarations ou de textes communs et renforcent le caractère politique de ces sommets.

Dossier établi par PAUL FABRA, BRUNO DETHOMAS, MICHEL BOYER et BERNARD BRIGOLEUX.

Le projet de défense spatiale du président Reagan

La tradition s'est instituée, lors des précédents sommets, de consacrer une partie de la discussion à la diplomatie. La rencontre de Bonn ne devrait pas faillir à la règle, même si la question majeure posée aux Sept dans ce domaine ne doit, en principe, faire l'objet d'aucun communiqué conjoint et ne figure même pas à l'ordre du jour.

Cette question est, bien entendu, l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, autrement dit le projet américain de défense spatiale. Projet auquel les Européens de l'Ouest ont été, sans beaucoup de ménagement, invités à s'associer par le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger, dans un délai de soixante jours. Le chef de la Maison Blanche a déclaré, pour sa part, ces jours derniers, qu'il n'espérait pas de ses partenaires une réponse formelle, immédiate et collective au sommet de Bonn. Le Japon souhaitait, lui aussi, à l'origine, une prise de position des Sept.

Le projet américain comporte, à l'évidence, de très importantes retombées techno-industrielles, un peu comme l'opération Apollo (dans les années 60), toute pacifique celle-là, qui avait spectaculairement créé le fossé technologique entre les États-Unis et les autres Occidentaux. Le souvenir de ce précédent hante les

mémoires à Paris, à Bonn ou à Londres, même si les données du problème sont, cette fois-ci, très largement politiques, militaires et diplomatiques.

C'est pour tenter d'y apporter une réponse « européenne » que la France a lancé, voici peu, son projet Eureka d'une communauté technologique européenne. En principe, cette opération n'est pas liée à l'IDS, et pourrait d'ailleurs déborder du cadre de la CEE ou de l'OTAN. En réalité, il s'agit notamment, pour les Européens, d'éviter de se laisser devancer par les Américains, et de proposer à ces derniers un cadre institutionnel pour une éventuelle coopération technologique, dans des termes qui dissuadent Washington de « débaucher » en Europe cerveaux ou industries.

La situation internationale, outre cette affaire de l'IDS, offre aux Sept d'autres occasions de chercher à parler d'une même voix, ou, au minimum, d'échanger leurs vues : la guerre Iran-Irak, la situation au Liban et en Amérique centrale, l'Afghanistan...

Mais le chancelier Kohl, hôte du sommet, a cependant souligné que de telles rencontres ne peuvent pleinement la vocation économique qu'elles devaient avoir à l'origine.

M^{me} Thatcher, la doyenne

M^{me} Margaret Thatcher, première ministre de Grande-Bretagne, sera la doyenne du sommet de Bonn, ayant déjà participé à six autres rencontres de ce type. Elle précède le président des États-Unis, M. Ronald Reagan, et le chef de l'Etat français, M. François Mitterrand, qui accompliront pour le sixième fois ce pèlerinage économique.

Les autres recrues sont plus récentes. Il s'agit du troisième sommet pour le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, ainsi que pour le premier ministre du Japon, M. Yasuhiro Nakasone. Le chef du gouvernement italien, M. Bettino Craxi, sera présent pour la deuxième fois, tandis que dans le cas du premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, il

s'agit d'une initiation. Benjamin aussi, le nouveau président de la commission européenne, M. Jacques Delors, qui participera aux travaux de Bonn.

Le record est détenu par M. Helmut Schmidt, ancien chancelier de RFA, qui a participé à huit sommets consécutifs et par M. Pierre Elliott Trudeau, alors premier ministre canadien, qui a atteint le même chiffre, mais avec une année d'interruption en 1979. Le Canada n'était d'ailleurs pas encore membre du club lors de la rencontre de Rambouillet qui avait réuni, outre MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, MM. Gerald Ford (États-Unis), Takeo Miki (Japon), Aldo Moro (Italie) assassiné en 1978, et Harold Wilson (Grande-Bretagne).

Une initiative française

Lancé par M. Valéry Giscard d'Estaing, début 1975, le principe d'une rencontre à cinq (France, RFA, États-Unis, Grande-Bretagne et Japon) fut arrêté à l'occasion de la signature de l'accord sur la sécurité et la coopération en Europe, le 31 juillet à Helsinki.

Depuis 1973, les grands pays industrialisés avaient abandonné les dernières règles du jeu monétaire qu'ils s'étaient imposées dix-neuf ans auparavant, et les prix du pétrole avaient été multipliés par quatre. Cette réunion voulait donc ouvrir des perspectives, définir une stratégie face à la récession, au désordre monétaire, au danger de carterisation des producteurs de matières premières, et surtout face au découragement.

M. Giscard d'Estaing parlait de rechercher un « nouveau ordre économique international ». Mais le président français était obsédé par la nécessité d'éviter la présence italienne, pour limiter le sommet au petit club des nations les plus influentes du monde non communiste.

Une réunion préparatoire, tenue à New-York avec des représentants personnels des chefs d'Etat (le président français avait envoyé M. Barre, alors sans fonction officielle), imposa la présence italienne. Face à cette surreprésentation de l'Europe, M. Kissinger réclama la participation du Canada. En novembre 1975, à Rambouillet, M. Pierre Elliott Trudeau ne fut pas invité, mais Paris ne put résister longtemps à la requête de Washington. Dès la semaine suivante, à Porto-Rico, Ottawa fut présent. Les sommets se feront désormais à sept.

A Rambouillet, les chefs d'Etat et de gouvernement, qui pouvaient se faire accompagner de leurs ministres des affaires étrangères, des finances et d'un troisième assistant, avaient six sujets à l'ordre du jour : la situation économique mondiale, les problèmes monétaires (et notamment les taux de change), la politique du développement, l'énergie, les matières premières et les relations Est-Ouest. La plupart de ces sujets sont toujours d'actualité.

LA CELLULITE ET L'EMBOÎTEMENT DISPARAISSENT SOUS CONTRÔLE MÉDICAL grâce aux nouvelles techniques indolores Translun, l'infolip, associées à des régimes d'aliments spécialement adaptés.

CENTRE D'AMINCISSEMENT
36, rue de Longchamp (Métro Boissière) - PARIS (16^e)
553.00.87

Les résultats sont immédiats et durables. Remboursement en cas d'insuccès dès la deuxième séance.

projet du gouvern...

Aucune indépendance accordée par le...

Fabius révis...

145 kilos... pas peur à CAPEL

FRANCIS MONTE

553.00.87

politique

Le projet du gouvernement et la situation en Nouvelle-Calédonie

Le responsable de la sécurité du RPCR, M. Henri Morini, et trente-six Wallisiens de son service d'ordre ont été retenus prisonniers pendant près de vingt-quatre heures par les indépendantistes à Maré (Bis Loyauté). Ils s'étaient rendus lundi 29 avril sur cette île pour préparer et protéger la réunion d'un conseil des ministres décentralisé que

l'exécutif du territoire avait décidé de tenir à Maré, qui est un fief indépendantiste (M. Naissetine, président du LKS, est lui-même grand-chef de l'un des districts de Maré).

Les compagnons de M. Morini avaient été, dès leur descente d'avion, enfermés dans un hangar de

l'aéroport. M. Morini avait été conduit à la chefferie pour être entendu par les chefs coutumiers et politiques qui avaient envisagé un moment de le soumettre à un jugement coutumier avant de le relâcher pour lui permettre de regagner Nouméa.

De son côté, M. Tjibaou, chef de file du FLNKS, a regagné Paris, retour d'un séjour à Alger au cours

duquel il a affirmé que les Canaques auraient sans doute, finalement, après 1986, à construire eux-mêmes leur indépendance sans l'aide des socialistes.

Pour l'heure, le FLNKS continue de recevoir l'aide et le soutien logistique de la Ligue communiste révolutionnaire, mouvement trotskiste qu'anime M. Alain Krivine.

M. Tjibaou au quotidien algérien « EL MOUDJAHID » :

« Aucune indépendance n'a encore été accordée par les socialistes »

Alger. — Dans un entretien publié mardi 30 avril par le quotidien *El Moudjahid*, M. Jean-Marie Tjibaou qui a été l'hôte de l'Algérie, samedi 27 et dimanche 28 avril, n'est pas tendre avec ses interlocuteurs socialistes français. Le responsable du FLNKS déclare par exemple : « Nous nous retrouvons actuellement dans une situation coloniale pire, une situation qui a régressé par rapport aux années 50, et cela avec les mêmes hommes politiques français, les mêmes socialistes, dont celui qui détient la magistrature suprême. D'autre part, le processus de décolonisation sera voté par les socialistes. Or la législation socialiste se terminera vraisemblablement avant la fin du régime de notre problème. Ce qui nous fait dire qu'un fait c'est nous-mêmes qui pourrions le régler. »

De notre correspondant

« La majorité de l'Assemblée peut changer et nous ramener au statu quo. Enfin, on ne sait pas, car la plupart des indépendances, rappelez-vous par qui elles ont été accordées ? Aucune indépendance n'a encore été accordée par les socialistes... Lorsqu'on voit la désaffection de l'électorat français vis-à-vis des socialistes, on est à peu près sûr qu'ils n'auront pas la majorité pour gouverner seuls. Donc il faudra qu'ils négocient je ne sais avec qui, mais pour nous ce sera difficile. »

Interrogé sur une éventuelle similitude entre la lutte du peuple algérien et celle du peuple canaque, le chef du FLNKS déclare : « Oui et non. Non au niveau de la situation

géographique, de la population, des moyens, des traditions. Oui, parce que nous sommes confrontés au même ennemi colonial qui n'a rien appris des leçons de l'histoire, qui réagit toujours selon des concepts éculés, périmés. Les colonialistes français de droite ou de gauche demeurent des colonialistes nationalistes français avec la même conception d'une France hégémonique, impériale, centre du monde. »

D'autre part, à la radio algérienne, M. Tjibaou, interrogé sur les projets de base militaire française en Nouvelle-Calédonie, a dit : « On fait des prières pour qu'on ait la même expérience que vous [les Algériens], pour que les installations qu'ils [les Français] font, ne restent pas éternellement sur notre pays. »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LES TROTSKISTES ET LE FLNKS

Le « devoir » d'anticolonialisme

Il arrive que des socialistes, par exemple, suggèrent à M. Jean-Marie Tjibaou que les rapports qu'il entretient avec M. Alain Krivine et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont un effet fâcheux sur l'image du mouvement indépendantiste canaque dans l'opinion. A quoi le dirigeant du FLNKS répond à peu près : « Si vous voulez nous soutenir et nous aider comme le fait la Ligue, vous êtes les bienvenus ! »

La LCR est en effet l'organisation politique qui donne le plus de place, dans son action, à la revendication canaque, telle qu'elle est formulée et défendue par le Front de libération nationale kanak socialiste. Le Parti socialiste doit tenir compte des responsabilités gouvernementales qu'il assume ; le Parti communiste s'en tient à l'accord de Nainville-les-Roches, conclu, en juillet 1983, lorsqu'il participait au pouvoir ; d'autres formations d'extrême gau-

che, présentes dans l'association l'organisation et soutien aux droits du peuple canaque, ne disposent pas d'une force organisée comparable à celle de la LCR.

C'est ainsi que, en janvier dernier, quelques jours après la mort d'Eloi Machoro, tué par un gendarme près de Thio, M. Tjibaou donnait une conférence de presse, à Nouméa, dans une pièce aux murs de laquelle était apposée une affiche de la LCR à l'effigie du « ministre de la sécurité » canaque. A ceux qui s'en étonnaient, M. Tjibaou répondait que toute affiche semblable aurait été accueillie de la même manière par ses amis et lui.

L'histoire des relations entre les trotskistes de la LCR et les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie remonte à 1976. Les locataires canaques d'un foyer appartenant à l'Assemblée territoriale et situé rue des Ecoles, dans le cinquième arrondissement de Paris, avaient engagé une lutte contre la discrimination raciale pratiquée, selon eux, par la direction. Ils avaient formé un comité d'autogestion et occupé les lieux. La section locale de la LCR les avait soutenus dans ce conflit, qui avait duré plusieurs mois. Certains des locataires, comme M. Hnalaine Uregel, allaient jouer un rôle dans le mouvement indépendantiste.

La LCR avait ainsi découvert les Canaques. Des liens personnels s'étaient noués entre certains militants trotskistes et de futurs militants de la lutte pour l'indépendance. Trois ans plus tard, en novembre 1979, une délégation du Front indépendantiste, conduite par M. Roch Fijot, député, rencontrait à Paris les socialistes, les communistes, la Ligue et le PSU. Tous se prononcèrent pour l'indépendance du territoire. Le PCF le faisait avec davantage de prudence que les trois autres formations. Pour les indépendantistes, l'affaire était entendue : la gauche était de leur côté.

Sans mystère

A l'approche de l'élection présidentielle de 1981, le Front indépendantiste avait décidé, à une large majorité, d'appeler à voter pour M. Mitterrand, mais le mouvement libération kanak socialiste (LKS) avait proposé de soutenir M. Georges Marchais, et M. Yann Clifé Uregel (oncle du président), dirigeant du Front uni de libération kanak (FULK), avait évoqué la candidature de M. Krivine, envisagée à l'époque par la LCR, qui devait y renoncer faute des parrainages nécessaires.

Les espoirs nés de la victoire de la gauche ayant fait place à une déception et à une méfiance fortement teintées d'amertume, les indépendantistes ont fait le tri parmi ceux qu'ils croyaient être leurs amis en France. Au congrès de fondation du FLNKS, en septembre 1984, la LCR était la seule organisation fran-

çaise invitée. Etait aussi représenté le Socialist Workers' Party (SWP), section australienne de la IV^e Internationale, laquelle réunit une partie des organisations trotskistes à travers le monde. Quinze jours après les élections du 18 novembre à l'Assemblée territoriale, boycottées par le FLNKS, la Ligue avait été l'organisatrice, à Paris, de la première manifestation de soutien aux indépendantistes.

Certains journaux de droite ont alors présenté le FLNKS comme un mouvement pénétré et manipulé par de dangereux gauchistes, voire plus, puisque l'hebdomadaire *M Minute* a affirmé avoir « vu les hommes de Krivine entraîner les terroristes canaques » (numéro daté 8-14 décembre 1984). Le voyage en Libye de plusieurs dirigeants du Front, dont Eloi Machoro, a été, dans un rapport des renseignements généraux de Nouméa, mis au compte des liens entre les indépendantistes et la LCR.

Outre que l'évocation de rapports entre la LCR et la Libye est dénuée de fondement et que les « terroristes » canaques « entraînés » par la Ligue tardent décidément à passer à l'action, les relations entre l'organisation trotskiste et le FLNKS semblent avoir pour principale caractéristique d'être patentes et sans mystère.

Ces relations reposent d'abord sur des liens personnels, auxquels les Canaques attachent une grande importance. Le voyage de M. Krivine dans le territoire, en mai 1984, alors que les dirigeants des grands partis de gauche n'y sont jamais allés, a été, à leurs yeux, une preuve d'attention qu'ils n'ont pas oubliée. La LCR, d'autre part, apporte aux indépendantistes une aide matérielle, grâce à des collectes, des travaux d'imprimerie, etc. Le SWP australien y participe quelque peu. Enfin, lors du voyage de M. Tjibaou à Paris, en janvier dernier, la LCR a contribué à l'organisation et au succès du meeting réuni à l'Espace Balard.

Pour M. Krivine et ses amis, il s'agit de remplir un devoir anticolonialiste et d'y entraîner l'ensemble de leur organisation. Au-delà, ils peuvent espérer que, dans un mouvement indépendantiste aujourd'hui plus « kanak » que « socialiste », les débats feront mûrir un jour les idées qui inspirent leur soutien. A ce jour, la solidarité démontrée par la Ligue semble n'avoir éveillé aucune vocation trotskiste dans le territoire, ni chez les Mélanésiens, ni, d'ailleurs, chez les Européens.

P. J.

M. Fabius révisé le découpage régional

(Suite de la première page.)

Cette région comptera, au total 21.152 habitants, soit environ 15 % de la population globale du territoire (145 368 habitants au recensement de 1983).

La région du Centre et du Sud-Est regroupera douze communes représentant 23 203 habitants, soit environ 16 % de la population calédonienne : les localités de Poya, Bourail, Moindou, La Foa, Bouloupari, Houailou, Farino, Canala, Sarraméa, Thio, Yaté et l'île des Pins.

La troisième région sera composée des trois îles Loyauté : Ouvéa, Lifou, Maré, soit 15 510 habitants, environ 11 % de la population territoriale.

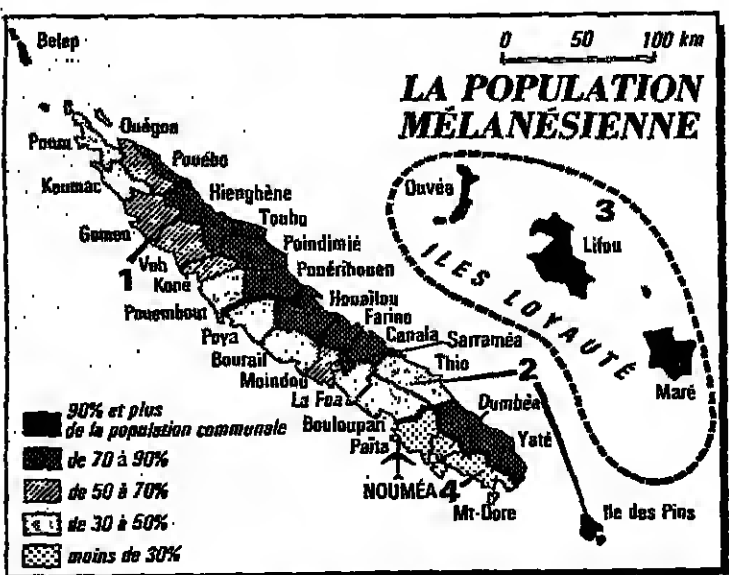
La quatrième région sera celle de l'agglomération nouméenne comprenant le chef-lieu, Nouméa, et les trois cités de sa banlieue, Païta, Dumbéa et Mont-Dore, où vivent 85 098 personnes, soit près de 59 % des habitants.

C'est justement ce déséquilibre démographique que le projet de découpage du gouvernement tend à légaliser qui a suscité diverses objections de la part du Conseil d'Etat. Le gouvernement n'est pas tenu de suivre les avis de la haute juridiction administrative, mais au moment où — au niveau national — il justifie la réforme du mode de scrutin législatif par la nécessité de remédier à certains déséquilibres démographiques en métropole, il est assuré de se voir accusé de se contredire en Nouvelle-Calédonie. Aux antipodes, il s'agit surtout, il est vrai, de remédier

à des déséquilibres politiques entretenus par les détenteurs du pouvoir économique dont l'agglomération de Nouméa est le centre.

Simulations

Les « simulations » auxquelles procèdent les experts électoraux



On voit ici les quatre nouvelles régions projetées par le gouvernement.

confirmant que le mouvement indépendantiste est d'ores et déjà assuré de contrôler totalement la région nord et la région des îles Loyauté. Dans les treize communes du Nord, la coalition indépendantiste avait, en effet, recueilli 54,06 % des suffrages exprimés aux élections territoriales de 1979 (contre 26,19 % pour le Rassemblement pour la Calédonie dans la République) et 55,45 % des suffrages exprimés aux élections législatives de juin 1981 (contre 32,29 % au RPCR). Les derniers scrutins ont également confirmé la prédominance des séparatistes aux îles Loyauté, où ils avaient recueilli 64,47 % des suffrages exprimés en 1979 (contre 29,71 % au RPCR) et 64,92 % des suffrages exprimés en juin 1981 (contre 35,07 % au RPCR).

Le rapport des forces apparaît beaucoup plus équilibré dans la région du Centre-Sud-Est. Dans les douze communes qui la composent les indépendantistes avaient recueilli en 1979, au total, 46,44 % des suffrages exprimés, contre 34,52 % au

RPCR, mais le scrutin avait aussi mis en évidence l'absence des centristes fondateurs de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne, allés ensuite, en partie, aux indépendantistes. En juin 1981, les indépendantistes avaient obtenu dans ces zones 48,46 % des suffrages contre 40,16 % au RPCR.

En revanche, dans l'agglomération de Nouméa, les indépendantistes sont extrêmement minoritaires : dans les quatre communes concernées, ils n'avaient recueilli, en 1979, que 12,31 % des suffrages, alors que le RPCR en avait obtenu 50,73 % et, en 1981, leur score n'avait atteint que 8,88 % contre 59,16 % à leurs principaux adversaires.

La composition du « congrès » dépendra donc du nombre de sièges réservés à chacune des régions. Or, le projet adopté par le conseil des ministres préconisait, dans sa version originelle, la même répartition que celle inscrite dans la loi du 7 août 1984, votée en même temps que le statut conçu, à l'époque, par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et promulgué le 6 septembre 1984. Bien que le nouveau découpage régional se traduise par un autre « montage » démographique, ce texte prévoit que le « congrès » demeurerait composé de 42 membres : 17 élus pour l'agglomération de Nouméa (qui perdrait l'apport de l'île des Pins) ; 9 élus pour la région du Nord (l'actuelle circonscription

Ouest dispose aussi de 9 sièges) ; 9 élus pour la région Centre-Sud-Est (l'actuelle circonscription Est en compte aussi 9) ; 7 élus (sans changement) pour la région des îles Loyauté.

Si le gouvernement et le Parlement s'en étaient tenus à ce schéma en conservant, comme prévu, le mode de scrutin en vigueur depuis les dernières élections — la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne — les anti-indépendantistes n'auraient disposé théoriquement d'un faible avantage au sein du « congrès ». Les projections des résultats de 1979 et 1981 indiquent que, dans cette hypothèse, le RPCR disposerait de 16 à 20 sièges, et les indépendantistes de 14 ou 15, les autres éventuelles formations « centristes » pouvant obtenir une position charnière.

Mais M. Fabius a tenu compte des réserves du Conseil d'Etat : le projet définitif propose un siège supplémentaire — 18 au lieu de 17 — pour la région de Nouméa, ce qui porterait à 43 le nombre des membres du « congrès ».

Ces spéculations ne revêtent toutefois qu'une valeur indicative. Dans le contexte de violence que connaît la Nouvelle-Calédonie depuis le mois de novembre et dans la perspective de l'indépendance, l'association choisie par le pouvoir, le prochain scrutin régional, prévu pour le mois d'août, suscitera sans doute des mouvements électoraux beaucoup plus sensibles que par le passé, et surtout — sauf bien entendu en cas de « boycottage » — une mobilisation plus forte dans chaque camp, accentuée par une inévitable bipolarisation.

ALAIN ROLLAT.

UNICEF

Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou l'ASE-UNICEF) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'une manière ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF. SERVICE DE L'INFORMATION, 35, rue Faidherbe-David, 75016 Paris. Tél. : 524-80-00. Vos témoignages ou vos documents personnels (photos notamment) enrichiront une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

OFFREZ-VOUS UNE SEMAINE DE VOYANCE A PARIS POUR 220 F. 1^{er} CONGRÈS-FESTIVAL DES ARTS DIVINATOIRES (Médiation sur l'art et le voyage). du samedi 4 mai au dimanche 12 mai inclus. A L'EMPIRE-SFP. Champs-Élysées : 41, Avenue de Wagram 75008 Paris.

CAPEL habille très-très-bien les très-très-grands. CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts : 74, Boulevard de Sébastopol Paris 3 ; 25, Boulevard Malesherbes Paris 8 ; Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15.

non ! 145 kilos ne font pas peur à CAPEL. CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts : 74, Boulevard de Sébastopol Paris 3 ; 25, Boulevard Malesherbes Paris 8 ; Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15.

Boston à partir de 3.780 F.
Partir et revenir.

Vois quotidiens de Paris CDG1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 720.62.11 ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif Super-Apes, a/t 14-60 jours. Selon la saison.

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement recourra aux ordonnances pour accélérer la mise en œuvre de son projet en Nouvelle-Calédonie

Le communiqué diffusé mardi 30 avril au terme du conseil des ministres précise notamment quels seront les pouvoirs des nouvelles régions créées en Nouvelle-Calédonie. « Quatre collectivités territoriales, dénommées régions, seront créées. »

« Les régions disposeront de pouvoirs étendus notamment dans les domaines suivants : développement et aménagement du territoire ; enseignement primaire, langues et cultures locales ; équipements culturels et sportifs ; action sanitaire et sociale ; développement rural et réforme foncière ; infrastructures de transport ; logement. »

« Les régions pourront conclure des contrats de programme avec l'Etat et passer des conventions avec les autres collectivités territoriales de Nouvelle-Calédonie. »

« Elles pourront instituer un conseil consultatif économique et un conseil économique et social. »

Le communiqué confirme aussi le renforcement de l'intervention de l'Etat :

« La préparation et l'exécution des délibérations du Congrès du territoire seront assurées par le haut-commissaire. »

« Un conseil exécutif, composé des présidents des conseils de région et présidé par le président du Congrès du territoire, sera institué auprès du haut-commissaire. Celui-ci

consultera sur les projets de délibérations soumis au Congrès du territoire et le tiendra informé des mesures prises pour l'exécution des délibérations du congrès. »

En outre, « le gouvernement sera autorisé à prendre par ordonnance, conformément à l'article 38 de la Constitution et avant le 1^{er} novembre 1985, les mesures qu'appelle la situation en Nouvelle-Calédonie, en ce qui concerne notamment la mise en place des régions, les modifications à apporter au statut du territoire, la mise en œuvre d'un plan de réformes visant à remédier aux inégalités économiques et sociales, le maintien de l'ordre public et la réparation des conséquences des événements survenus dans le territoire depuis le 29 octobre 1984. »

Le projet de loi de ratification de ces ordonnances devra être déposé au Parlement « au plus tard le 31 décembre 1985. »

Les élections au Congrès du territoire et aux conseils de région auront lieu dans les trente jours de la promulgation de la loi. »

Une « commission de contrôle des opérations de vote et de recensement, composée de personnalités indépendantes et dotée de pouvoirs étendus, veillera à la régularité de leur déroulement. » La campagne audiovisuelle « sera placée sous le contrôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. »

APRÈS LES MISES AU POINT DE MM. MITTERRAND ET JOSPIN

Les socialistes s'interrogent encore sur leurs alliances

Certains des amis de M. Michel Rocard, réunis dimanche 28 avril à Saint-Quentin-en-Yvelines (le Monde du 30 avril), ont, paraît-il, relevé la « confusion » qui régnait dans les esprits, au PS comme dans l'opinion. Sans aller nécessairement jusqu'à dire que les socialistes seraient probablement tous d'accord pour reconnaître qu'ils sont, moins d'un an avant les élections législatives, confrontés à plusieurs questions fort complexes : les alliances de l'après 1986, l'ouverture des listes de 1986, la stratégie préélectorale.

Premier point d'interrogation : les alliances de l'après 1986. Plusieurs dirigeants socialistes, et non des moindres, comme M. Popereau, numéro deux du PS, ont exprimé leurs inquiétudes au sujet d'éventuelles alliances contraires après les élections (le Monde du 13 et du 26 avril). Certains ont souligné, comme le rappelle un dirigeant « maoïste », par des déclarations de socialistes réputés proches de M. Jospin et Mitterrand. Compte tenu du choix de la proportionnelle, largement interprété, à l'intérieur comme à l'extérieur du PS, comme devant faciliter l'ouverture au centre, ce débat était en train de prendre une certaine ampleur.

Pour sa part, M. Jospin, premier secrétaire du PS, sans avoir jamais annoncé, dans ses déclarations, qu'il accepterait ou souhaiterait de telles alliances de l'après 1986, a cependant affirmé, dans nos colonnes, que « rien ne peut obliger (...) le PS à passer des alliances d'extrême droite » et qu'il n'est pas « de ceux qui veulent que la proportionnelle (...) nous détermine du chemin » (le Monde du 10 avril). Il estimait aussi que le PS, lors de son congrès de Toulouse, aurait à s'interroger sur sa stratégie, d'où, comprenait-il, sur ses alliances. Quant à l'affirmation qu'il restait partisan de l'union de la gauche, mais une union libre plutôt qu'une union imposée par le mode

de scrutin, elle entraînait, en réponse, le rappel que le PC d'avant jamais fait l'union que l'épée du mode de scrutin dans les reins. Enfin, il est arrivé à M. Jospin lui-même d'avouer qu'il n'était pas sûr que l'on puisse, dans les années à venir, continuer à raisonner simplement en termes de droite et de gauche.

Soucieux de couper court aux interprétations de tous ordres, M. Jospin a clairement indiqué, jeudi 25 avril, à l'Assemblée nationale (le Monde du 27 avril) qu'en matière d'alliances, le PS n'avait pas de position officielle et qu'il était ouvert à toutes les alliances avec la droite.

Au CERES comme chez les amis de M. Mauroy et chez certains mitterrandiens, on se félicitait de cette mise au point, conforme à ce qu'on attendait du premier secrétaire.

Le soupçon

Restent plusieurs questions. Si M. Jospin n'est pas, lui-même, favorable à de telles alliances, d'autres - M. Fabius est l'objet du soupçon - y songent-ils pas à sa place ? Ne serait-il pas, le cas échéant, mis dans l'obligation de suivre ? Au CERES, comme chez M. Mauroy, on estime qu'une telle évolution ne peut être demandée au PS, tout simplement parce que sa cohésion s'y résisterait.

Les déclarations de M. Jospin, la ferme détermination de M. Mitterrand, dimanche soir sur TF1, à propos des dénationalisations, mettent-elles un terme à la « dérive centriste », comme l'espère un dirigeant du CERES ? Jusqu'aux élections de 1986, la question continuera d'être posée. D'autant que le congrès socialiste de l'automne 1985 apportera pas nécessairement des éclaircissements définitifs, même si le problème des alliances sera en toile de fond des débats.

ble - par la gauche, à cause de la concurrence du Front national.

De même que la poussée barriste - permise en partie par la proportionnelle - rend illusoire, aux yeux de certains socialistes, toute opération de séduction en direction des députés centristes, de même la progression de l'ancien premier ministre risque de limiter considérablement la portée d'aa tel rassemblement. Si la poussée de M. Barre ne s'accompagne d'aucune radicalisation, si la stabilisation du Front national se confirme, les « tensions » contre les valeurs de la République apparaîtront beaucoup moins évidentes et leur fonction d'épouvantail beaucoup moins efficace.

Ultime interrogation : la constitution des listes pour les élections législatives. Les socialistes savent que, tout comme chez leurs adversaires, la formation de ces listes entraînera de sévères batailles dans les départements. C'est dans ce contexte que M^{me} Huguette Bouchardou propose (le Monde du 28-29 avril) que le PS laisse des places sur ses listes à des personnalités extérieures, au moins même où certains socialistes croient déceler chez M. Fabius la tentation de constituer des listes de type Front républicain.

Si les néo-rocardiens, réunis en assemblée générale samedi et dimanche derniers (le Monde du 30 avril), ont exprimé leur souhait que des places soient effectivement réservées à des candidats écologistes, associatifs, etc., les autres socialistes interrogés soulignent l'extrême difficulté, associée à un faible intérêt politique, de constituer de telles listes. Comme le résume un dirigeant du CERES : « Des listes Front républicain ne nous feraient pas gagner une voix et nous privaient surtout de certains sièges. »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

AU CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

Les élus du PS refusent de participer au bureau

De notre correspondant

Bordeaux. - Eli à la présidence du conseil régional d'Aquitaine le 15 avril dernier, M. Jacques Chaban-Delmas avait proposé à la gauche de participer au bureau. Le groupe socialiste avait alors demandé un délai de réflexion de quinze jours (le Monde du 17 avril). Au terme de ce délai de réflexion, la gauche a refusé la cohabitation tout comme les élus communistes, mais à la différence des radicaux de gauche.

Devant l'assemblée régionale réunie lundi 29 avril, M. Christian Laurissergues, député (PS) de Lot-et-Garonne, a expliqué les raisons de ce refus et a déclaré : « La situation d'origine » (où majorité et opposition se retrouvaient à égalité de sièges) qui « aurait voulu une solution équilibrée ». « Vous avez préféré, a-t-il dit à M. Jacques Chaban-Delmas, à une victoire construite sur des renoncements. Vous voulez la région pour vous tout seul. Nous ne pouvons l'accepter. »

M. Jacques Chaban-Delmas a enregistré ce refus avec sérénité : « Quand vous parlez de gestion équilibrée, vous commettez un oubli de taille. Sous votre direction, nous avions assisté à la mise à l'écart totale de l'opposition. » Et comme M. Laurissergues avait fait allusion aux « complications à gauche » que le maire de Bordeaux avait « su trouver » pour s'installer à la présidence de la région, M. Chaban-Delmas a ajouté : « Je n'ai jamais rien demandé à personne. Si deux voix vous ont manqué, ce n'est pas une question de complications, juste de bon sens. »

Les communistes, dont M. Francis Colbac, maire de Trélissac (Dordogne), s'est fait le porte-parole, se sont contentés de faire acte de candidature pour la commission des finances et du plan tout en constatant que, en dépit des apparences, le PS n'avait pas renoncé à toute idée de cohabitation. « Il a finalement renoncé à entrer au bureau parce qu'il n'a pas le par-

tois qu'il souhaitait », a expliqué M. Colbac. Il a ajouté : « Le MRG, lui, accepte. Comme cela, il y aura quand même une passerelle. »

En présentant sa candidature et celle de M. Meyssigues (Dordogne) pour un poste de vice-président, M. Alain Dutoya, président de la fédération d'Aquitaine du MRG, s'est élevé contre tout soupçon de « ralliement » : « Nous avons toujours soutenu la gauche et Philippe Madrelle et nous en sommes fiers », a-t-il affirmé. « Nous acceptons la cohabitation mais elle sera vigilante et active. Vous pouvez compter sur nous pour l'Aquitaine. Nos idées resteront les mêmes. »

Ce choix n'a pas été du goût des socialistes, ni même de tous les radicaux de gauche, notamment des Girondins. Ces derniers ont certes été obligés de se rallier aux consignes aquitaines et nationales, mais ce ne fut pas toujours de gaieté de cœur. C'est ainsi que M. Raymond Julien, député MRG de la Gironde, n'a pas participé à la réunion du conseil régional. Ses amis disaient que, pour simplifier ses choix, on l'avait prié « d'aller jouer au golf ».

Il semble bien, en tout cas, qu'en Aquitaine les radicaux de gauche soient bien décidés à prendre une relative indépendance et à ne plus apparaître comme les otages du groupe socialiste. Et il est vrai qu'ils ont trop serré pour pouvoir accorder au seul député radical de gauche en Aquitaine, (M. Raymond Julien), une place sur leur liste qui lui permettrait d'être élu.

Après l'élection du bureau dont M. Jean François-Poncet est le premier vice-président, M. Jacques Chaban-Delmas a défini en quelques mots les orientations de son action future : « Un allègement des structures régionales et des charges de fonctionnement en vue d'une meilleure efficacité. On est toujours plus alerte quand on est moins gros », a-t-il souligné.

PIERRE CHERRIAU.

M. Barre : le piège redoutable de la cohabitation

Réagissant, lundi 29 avril, aux propos tenus la veille sur TF1 par M. Mitterrand, M. Raymond Barre a jugé que « sur des questions qui ne soulèvent pas de faux problèmes et qui ne relèvent pas d'un débat politique, le président de la République a dissipé les équivoques. »

« En déclarant qu'il resterait à l'Elysée quels que soient les résultats des élections législatives, le président de la République estime pouvoir continuer à exercer ses fonctions, même s'il ne dispose manifestement plus de la confiance du peuple qui l'a élu », a expliqué l'ancien premier ministre. Il a ajouté : « En confirmant qu'il ne resterait pas inerte après 1986, le président de la République manifeste sa ferme intention de ne pas se soumettre à une nouvelle majorité parlementaire et de continuer à faire usage des pouvoirs étendus que lui donne la Constitution. »

La cohabitation, a souligné M. Barre, constituerait alors pour qui s'y prêterait un piège redoutable à moins qu'elle ne donne lieu à un compromis qui ne permettrait pas de conduire la politique de

redressement dont la France a besoin. »

Invité ce même lundi par Radio-Notre-Dame, M. Barre a notamment évoqué le « problème de l'immigration ». « En ce qui concerne l'immigration légale, le problème du seuil de tolérance est posé, selon lui. Voilà pourquoi, a expliqué l'ancien premier ministre, il faut faire une politique du logement et une politique de l'école à l'égard des immigrés pour éviter précisément que ne se créent ces phénomènes de rejet auxquels nous assistons dans certains pays. » M. Barre a précisé d'autre part qu'il ne voyait pas comment on pourrait donner à des immigrés qui n'ont pas la nationalité française le droit de voter. « En particulier, a-t-il dit, leur donner le droit de vote aux élections locales et ne pas leur donner le droit de vote aux élections générales, cela m'apparaît être une façon de les traiter assez singulière car cela signifierait qu'il y a des élections de seconde zone où l'on admet les immigrés, et qu'aux autres élections on ne les admet pas. »

M. Jospin : le spectacle était saisi et la politique pas si mauvaise. - M. Lionel Jospin a déclaré lundi 29 avril, à propos de la prestation de M. Mitterrand la veille sur TF1 : « J'ai l'impression que si l'opposition critique à ce point la politique, c'est peut-être parce que le spectacle était bon. Et quand le spectacle est bon, c'est peut-être parce que la politique n'est pas si mauvaise. »

RECTIFICATIF. - Dans nos éditions datées 28-29 avril, une erreur de transmission a déformé l'orthographe du nom de M. Maurice Boniface (et non Bonnefoy), candidat malheureux à la présidence du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence.

M. Bérégovoy : pas de raison de redouter les législatives. - M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a estimé, le 27 avril à Nevers, que « les socialistes n'ont pas plus de raisons que d'autres de redouter les élections législatives de 1986 ». M. Bérégovoy, qui a affirmé que le président de la République « lancera » ses projets, a souligné : « Ne tombons pas dans de vaines discussions à propos des alliances, soyons nous-même. C'est sur notre bilan et notre projet pour la France que chacun devra se déterminer. »

M. Jean Moreteau, PS, élu maire de Bourg-en-Bresse. - M. Jean Moreteau, PS, a été élu, lundi 29 avril, maire de Bourg-en-Bresse (Ain). Il succède à M. Louis Robin, PS, député de l'Ain, qui, pour raison de santé, s'est démis de son mandat de premier magistrat de la ville, qu'il exerçait depuis 1977. M. Moreteau qui était premier adjoint au sein de la municipalité, est né en 1942. Directeur d'un cabinet-conseil, ancien chef de cabinet du maire, M. Louis Robin, M. Moreteau a été ingénieur subdivisionnaire des services municipaux de Bourg-en-Bresse et directeur d'un service technique d'un groupement de communes à Cruseilles (Haute-Savoie) de 1977 à 1982. (corr.)

VH EXPOSITION INTERNATIONALE DU PETIT BRONZE AU MUSÉE BOURDELLE 18, rue Armand Sévère - 63000 Clermont-Ferrand - Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 45 - DU 15 AVRIL AU 15 MAI

Minitel au TELEX

AVEC VOTRE MINITEL...

... 24 H SUR 24 H... AU BUREAU... CHEZ VOUS... EN VOYAGE... ÉMETTEZ ET RECEVEZ VOS TELEX.

Pour en savoir plus, appelez

NUMÉRO VERT 16.05.11.13.33

APPEL GRATUIT

Bain Linguistique

SPECIAL U.S.A.

- NEW YORK
- CONNECTICUT
- WISCONSIN ■ FLORIDE
- RÉGION BOSTON
- CALIFORNIE DU NORD
- CALIFORNIE DU SUD ■ TEXAS
- LOUISIANE ■ VIRGINIE

L'Association sans but lucratif "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 70.027) offre aux jeunes étudiants et adultes, de nombreuses formules de séjours linguistiques aux USA : séjours économiques "études-famille" (plus de 18 ans), camp international de jeunes (10-16 ans), cours super-intensifs

DOCUMENTATION GRATUITE

S.I.L.C. Service 307 16022 ANGOULÈME CEDEX 741. (45) 95.83.56

Bureaux Paris :

- (1) 548.58.66 Mère Beizac
- (1) 533.85.11 M. Darzac
- (1) 656.81.15 Mère Vauzelle
- Nord (27) 86.30.21 - Est (81) 396.11.74
- Rhône (76) 825.65.91 - (74) 22.31.95
- Alpes (76) 42.74.76 - Sud-Est (93) 24.61.44
- (42) 27.88.42 - (90) 25.40.00 - (66) 23.06.29
- (91) 88.23.86 - (91) 41.52.07
- Sud-Ouest (56) 92.83.45 - (61) 21.48.17
- (59) 24.33.17 - (53) 65.51.51
- Bretagne (98) 87.05.85 - (40) 70.46.71
- (43) 85.82.50 - (99) 58.51.66
- Normandie (35) 88.63.70
- Langues (67) 27.94.16
- Centre (55) 06.10.70

SEJOURS INTERNATIONAUX LINGUISTIQUES ET CULTURELS

16022 ANGOULÈME CEDEX

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

MICHEL ROCARD

exceptionnellement demain mercredi 18 h 15

animé par **Alexandre BALOUD**

André PASSERON et Alain VERNHOLES (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Bruno CORTES (RTL)

en direct sur RTL

DONNE

1979, c'est le prix de la communication aux corps Collection Étudiant Paris

Restez aux bons chemins

pour réussir dans

SAN TITRES PARUS

et votre libraire

vous le dira

1979, c'est le prix de la communication aux corps Collection Étudiant Paris

Restez aux bons chemins

pour réussir dans

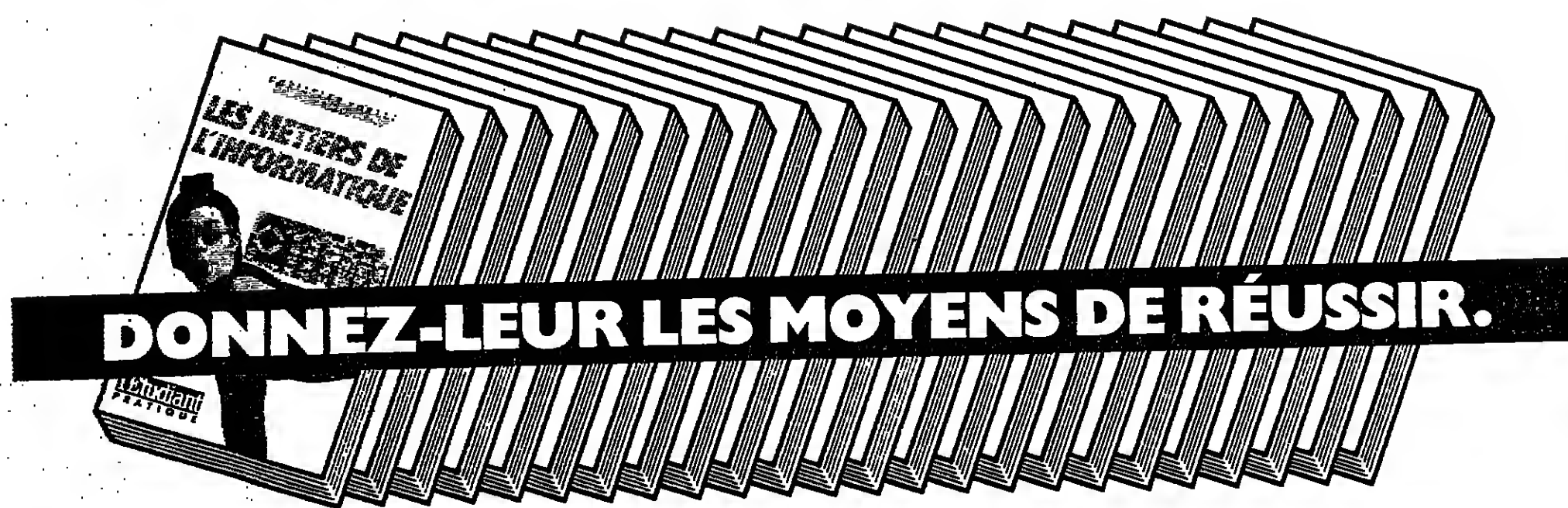
SAN TITRES PARUS

et votre libraire

vous le dira

1979, c'est le prix de la communication aux corps Collection Étudiant Paris

Papa, t'as pas 50 balles?



DONNEZ-LEUR LES MOYENS DE RÉUSSIR.

35 à 62 F, c'est le prix de la réussite pour tous les jeunes qui ont décidé de prendre leur avenir en main avec succès. Des métiers de la Communication aux carrières artistiques en passant par le droit, les langues étrangères ou l'informatique, les 24 volumes de la Collection l'Etudiant Pratique leur disent tout pour arriver à leurs fins, vite et bien. Tous les conseils, toutes les adresses, tous les tuyaux pour choisir les bonnes études, trouver les bons débouchés et se réaliser à cent pour cent sur tous les plans. A lire aujourd'hui pour réussir demain.

DEJA 24 TITRES PARUS, CHEZ VOTRE LIBRAIRE.

- Que faire avec un bac B ?
- le guide des IUT
- Que faire avec un bac A ?
- Les métiers de l'électronique
- Voyages pas chers
- Que faire sans le bac ?
- 5000 bourses et prix
- Les métiers de l'administration

- Les carrières de l'enseignement
- Comment financer ses études ?
- 1000 pistes de jobs
- Les métiers de l'information et de la communication
- Bien choisir son cours par correspondance
- Comment apprendre les langues étrangères ?
- Les carrières paramédicales

- Réussir ses études de droit
- Que faire avec un bac D ?
- Service militaire mode d'emploi
- Les métiers de l'informatique
- Bien choisir son BTS
- Les carrières sociales
- Les carrières artistiques
- Les métiers de la publicité
- Que faire avec des études littéraires ?

C O L L E C T I O N
l'Etudiant
P R A T I Q U E

société

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

La froide comptabilité des médecins légistes

Aix-en-Provence. — Dans une affaire comme celle-ci, les médecins légistes chargés des autopsies sont des hommes redoutables. L'émotion n'est pas leur affaire. Ils décrivent. Après la découverte des corps des six victimes, on leur a apporté les cadavres. Ils ont regardé, compté, examiné, mesuré. Alors voici : Georges Ferrarini, le compagnon de Marina Massie ; une plaie à la tête, un sillon de strangulation autour du cou avec une cordelette « qui s'est inscrite dans la peau » et deux plaies au thorax par une lame d'au moins 2 centimètres de large. Jules Jacquemont, le beau-père de Jacques Massie ; un bâillon dans la bouche, des traces d'une strangulation à la main et dix-neuf « plaies hémoragiques dans la région mammaire gauche dues à l'utilisation répétitive d'une arme blanche », un traumatisme crânien.

Emmanuelle Jacquemont, son épouse ; un hématome au cou, un sillon d'étranglement, deux plaies dues à une lame de 1,8 centimètre de large et profondes de 10 centimètres. Marie-Dominique Massie ; trois plaies pariétales avec arrachement de la chevelure par un objet contondant, cinq plaies linéaires dans la région du sein gauche dues à une seule et même lame. Le petit Alexandre ; deux plaies contuses à la tête, trois par arme blanche à la face antérieure du thorax. Jacques Massie enfin ; six plaies d'enfoncement à la tête, neuf au thorax dont sept pénétrantes et deux non pénétrantes « parce que la lame a fusé en direction de l'aisselle ».

An total, deux strangulations, seize coups portés par instrument contondant, trente-huit coups de couteau, mais par des couteaux différents. Les uns ont frappé des victimes déjà mortes, les autres des personnes vivantes. On sait avec précision tout ce qui fut perfové. On a mesuré les profondeurs au millimètre près. On appelle cela « remarques et constatations ». Comme on peut les tenir pour irréfutables, il s'agit de voir si elles sont en conformité avec ce que les accusés ont dit et reconnu. En l'occurrence, ce n'est pas toujours le cas.

Ange Poletti, par exemple, pourrait bien en avoir fait plus qu'il ne le dit. Jean-Bruno Finocchietti aussi. Et même Didier Campana. Entre ce que les deux premiers reconnaissent, c'est-à-dire leur rôle dans la mort d'Alexandre, et ce qui se passa pour la mère de l'enfant et qu'ils autibuent à Lionel Collard, il y a d'étranges, d'inquiétantes similitudes. L'état du cadavre de Jacques Massie relève que sa fin fut un massacre, un débâclement poussé au paroxysme, et cela six heures après qu'il eût été tué les autres victimes.

De notre envoyé spécial

Alors revient la question : pourquoi ? Une audience d'assises est un perpétuel recommencement. A ce propos, Marina Massie, la sœur du policier ancien chef du SAC local, n'apportera pas de réponse. Elle sait pourtant une chose. Après l'attentat manqué du 26 avril 1981 dont son frère lui avait tout de suite parlé, il lui a confié : « Tu sais, ça vient de Maria ». Elle poursuit : « Il l'avait même fait venir chez moi. Il avait parlé, et Maria ce jour-là m'a paru très gênée ». Elle ajoute : « J'ai dit à Jacques : sors-tout de tout ça, quitte le SAC ! ». Il n'a répondu : « C'est ce que je vais faire ». C'était au mois de juillet. Il m'avait aussi parlé d'une lettre que Maria lui avait écrite de Paris. Il y avait là une phrase qui le hantait.

Maria s'agit, conteste. Elle l'interpelle : « Si, je le maintiens, vous n'avez pas le regard en face. Vous détourniez la conversation ».

Marina Massie a-t-elle su ce qui pouvait justifier les craintes, la peur de son frère qui allaient grandissant ? On a parlé longuement d'un épisode difficile pour elle qui l'amena, poussée par des avocats marseillais, à remettre au juge d'instruction, le 13 août 1981, des documents que son frère avait laissés chez leur mère et dont on lui avait dit que, si elle continuait à les dissimuler, elle irait en prison. A-t-elle pour autant tout remis ? Il semble bien que non, qu'on ait procédé à un tri préalable. Car, finalement, ces papiers, pour nombreux qu'ils aient été, n'ont pas donné l'élé de l'énigme. Tout au plus permettent-ils de savoir que Jacques Massie était en froid avec M. Hyacinthe Santoni, député RPR des Bouches-du-Rhône. Celui-ci lui reprochait ses relations avec des militants UDF.

Des choses pas très propres

M. Jean-Claude Hemery s'est montré un peu plus prolix. Ce témoin fut la providence des enquêteurs. Ils le découvrirent le jour même de la tuerie, alors qu'ils commençaient leurs constatations à la bastide d'Auriol. M. Hemery venait voir son ami Massie, sans se douter de rien. Il confirma très vite ce qu'avait déjà dit Marina Massie sur l'attentat manqué du 27 avril. Il ajouta que le policier, le 16 juillet, lui avait raconté que deux hommes le cherchaient à bord d'une R5 rouge, qu'il les avait reconnus. Sans donner de noms, il avait précisé qu'il s'agissait d'un instituteur et d'un ancien légionnaire à l'oreille

coupée. Ces indications devaient conduire dès le lendemain les enquêteurs à Finocchietti, Collard et Maria. Car Massie avait aussi mis en cause Maria. Il avait dit à Jean-Claude Hemery : « Tout ça vient du chaos ». M. Hemery : « J'ai voulu savoir si ça ne viendrait pas de plus haut ». Il n'a répondu : « Non, c'est une affaire entre eux et moi. Mais je ne comprends pas que le chaos se mette contre moi. On est quand même liés par des choses très graves ».

Mais encore ? M. Hemery : « Eh bien, voilà, Jacques disait : « Je détends des secrets importants et graves. Si je les livre, ils iront en prison, mais moi aussi. Nous avons fait des choses qui ne sont pas très propres ». Jacques Massie n'est pas allé plus loin. Il ne m'a jamais dit de quoi il s'agissait ».

On lui demande pourtant : « Ne s'agissait-il pas d'attentats perpétrés par le SAC ? »

« Je ne sais pas. Il ne m'a en tout cas jamais parlé d'attentat ».

Ces confidences faites par Massie à Hemery, Campana en a eu vent, car, lui aussi, au cours de ses interrogatoires devant la police, il a parlé de la détention de secrets dangereux autant pour le SAC que pour Massie lui-même.

Maria s'est agité de nouveau : « Tout ça c'est de l'offusquation. Jacques Massie était policier. Je ne vois vraiment pas quels affreux secrets auraient pu nous lier ».

Quant à Lionel Collard, il met moins de nuances dans son appréciation sur le témoin : « M. Hemery, c'est voyou et compagne ».

Voyou ou pas, M. Hemery n'en dit pas moins que, à sa connaissance, Massie détenait des dossiers sur des hommes politiques, qu'il collectait des renseignements sur tout, qu'il disposait même d'un plan des égouts de Marseille, dont il assurait que c'était très précieux pour pouvoir accéder à des consulats et y placer des systèmes d'écoute.

En revanche, il assurait n'avoir jamais été mêlé à des opérations de plastique en Corse qui auraient été mises ainsi sur le compte du FLNC.

M. Hemery ajoute enfin cette touche : « L'été d'un changement de majorité en 1981 paraitrait beaucoup d'annuler ».

En tout cas, dans les semaines qui précèdent la tuerie, Jacques Massie apparaît bien, à travers ce témoignage — conforté par plusieurs autres — comme un homme seul habillé par la peur, au point que sa femme, était venue demander au directeur de l'école où Alexandre allait en classe de ne jamais remettre l'enfant qu'à elle-même.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

APRÈS L'INCARCÉRATION D'UN POLICIER POUR SÉVICES

Le commissaire qui divise Annonay

Annonay. — Annonay partagé. Annonay tranchée en deux par la lame argentée de la Dame aux eaux si pures qu'elles firent la prospérité des tanneurs et des papeteries. Annonay est en émoi. Curieusement, ce n'est pas l'emploi aujourd'hui qui divise la cité la plus industrielle de l'Ardèche. Non. L'émotion est née d'une affaire, dont on ne sait plus bien s'il faut la voir à un problème d'homme au zèle intempestif ou l'élargir à une bavure aigüe de torture policière. Annonay, en tout cas, n'en finit pas d'être saisie par le spasme de la révolte, cristallisée sur un nom : Ambrosi, le commissaire Gilbert Ambrosi.

Un commissaire pas spécialement bon enfant. Plutôt vif, actif, « un battant qui ne faisait pas de cadeau », selon M. Philippe Arnaud, le président local du Front national. Un policier « très consciencieux, trop parfois, qui faisait son boulot par excès », au dire d'un représentant en habillement qui prend la défense du commissaire inculpé. « Un chef qui a pu avoir un moment d'énervement », concède M. Pierre Buisson, premier adjoint RPR. Le commissaire, un homme estimé par tous ceux que l'ordre obéit et qui sentent la protection de leurs biens menacés. Car Ambrosi, c'était — enfin ! la police efficace. « La délinquance avait baissé de moitié depuis qu'il était là », affirme un gardien de la paix « enfant du pays », qui n'en dira pas plus. Sur tout, un réseau de trafiquants de drogue venait d'être mis à merci alors que l'éthérée est insolentement présente dans cette ville de vingt mille habitants, même pas sous-préfecture de l'un des départements les moins peuplés de France.

Plus de dix inculpés, qui seront jugés le 7 mai ; voilà l'efficacité, qui valent en décembre dernier, deux lettres au commissaire Ambrosi. Le préfet de l'Ardèche et le juge d'instruction de Privas lui décernaient le même brevet, avec la même formule : leurs « plus vives félicitations », des félicitations officielles, dont il était coutumier.

Déjà en 1983, le préfet précédent — qui n'avait pas, dit-on, la même couleur politique —, l'avait complimenter pour « l'efficacité du service d'ordre » en cours du premier envol d'une monogolfe.

Un citoyen au-dessus de tout soupçon ? C'est là que se réveille la division des Annonécins. Il y a ceux qui n'arrivent pas à croire et ceux qui s'empresent de croire. Que s'est-il passé pendant la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, dans le garage du commissariat d'Annonay ? Un jeune Algérien, âgé de vingt-trois ans, Karim Ramdani, convaincu de cambriolage, a été interrogé par le commissaire, assisté d'un gardien de la paix. Pour l'impressionner, dit le défendeur du commissaire, M. Dominique Chambon, conseiller général CDS, M. Ambrosi a utilisé une « matraque électronique », engin qui décharge du courant de 9 volts et que les policiers maintenaient dans les mains pour séparer les protagonistes des bagarres. Brûlures, évanouissement de la victime : « torture », pratique de la « gégène », accusent certains, comme l'écrivit le Dauphiné libéré. « Violences légères », reconnaît M. Chambon, pour qui le commissaire s'est rendu compte qu'il était « en train de foire une comédie ».

Une affaire de voyous

Deux expertises médicales, dont la première accordera une incapacité temporaire de travail de cinq jours à la victime. Ce qui ne révèle pas un délit, note l'avocat. « Ce n'est devenu un délit qu'en raison de la fonction de l'extérieur des services ». La seconde expertise sera plus sévère. Mais, ajoute encore M. Chambon, le jeune Ramdani, poursuivi par la police après le cambriolage, avait eu un accident de voiture et avait pu se blesser. D'ailleurs, « les blessures les plus visibles étaient à l'emplacement des menottes ».

Quatre mois de silence, mais trois gardiens, qui ont recueilli Karim Ramdani au petit matin, saisissent la police des policiers. L'inspection générale de la police nationale : le 18 avril, le commissaire Ambrosi est inculpé et incarcéré à Saint-Étienne.

Un commissaire en prison, cela n'arrive pas tous les jours. Les Annonécins s'enflamment. La ville, qui n'a pas fait fusionner ses deux équipes de rugby et les regarde jouer chacune sur son stade, le « gros village » qui s'offre deux sociétés de pêcheurs à la ligne, la cité qui ne craint pas de se déjurer et où, depuis la Libération, aucune équipe municipale n'a pu exercer deux mandats consécutifs, Annonay n'attend pas que la

De notre envoyé spécial

justice se prononce sur la véracité et la gravité des faits. Au lendemain de l'arrestation du commissaire, une pétition de soutien commence à circuler, tandis que le 20 avril, une manifestation antiraciste « traversée, avec deux cents à trois cents personnes, la place du marché ».

Ces deux réactions de la population vont se nourrir l'une l'autre. « Ce n'est qu'une affaire de voyous, qui ne mérite pas tant de bruit », s'élance un commerçant en électroménager, qui cependant n'a pas signé la pétition. « On commence à s'en prendre à nous, rétorque un jeune Maghrébin, pour nous faire partir. Après, ce sera aux autres, aux Portugais, aux Espagnols ».

Ce commerçant n'a pas signé, car la pétition, qui déclare « maintenir l'intégrale sympathie des commerçants au commissaire », ne lui a pas été présentée. Mais d'autres se précipitent : ils accourent chez M. Guy Angelini, le commerçant en tresses, qui affirme avoir reconnu Karim Ramdani tentant, une nuit, de forcer son magasin. Ils arrivent l'un après l'autre, débâchés parfois : « Si cela suffisait ! ».

Ils signent le texte, « ayant parfaitement connaissance que la présente attestation sera produite en justice ». Le commissaire ? Ils ne le connaissent pas vraiment, « mais vous comprenez, monsieur, explique le propriétaire d'un magasin de hi-fi, j'ai été cambriolé sept fois en onze ans ». Un épicer de la place Saint-François a le même commentaire : « Oui, j'ai signé la pétition contre les voyous ; ce n'est pas normal qu'on doive payer une société pour surveiller notre magasin ».

M. Angelini, installé à l'automne dernier, a été victime d'un cambriolage de 140 000 francs de marchandises et a perdu 40 000 francs de franchise non remboursés par l'assurance. « Si ça recommence, je devrais fermer ; je n'en dors plus ; je rêve à un casse toutes les nuits ». Pour lui, le temps du commissaire Ambrosi était rassurant : « Il obligeait ses hommes à patrouiller : dès que je déchargeais la marchandise, le soir, une voiture de police passait... ».

Ce qui l'indigne le plus, c'est le « paradoxe ». A la manifestation antiraciste, Karim Ramdani défilait en tête. « Nous l'avons vu signer des autographes », s'étranglent plusieurs signataires. « Le paradoxe », continue M. Angelini, c'est qu'un gars avec un casier soit en liberté et le commissaire en prison. Ou tous les deux libres, ou tous les deux emprisonnés ».

M. Philippe Arnaud, qui a écoulé, en quinze jours, trente-cinq badges du Front national « Touche pas à mon peuple », a beau déclarer : « La décade d'une société commence au moment où un voleur se promène

en liberté et un commissaire est incarcéré », il déplore « que les étrangers aient dépassé 10 % à Annonay » (ils sont 12 %, selon le premier adjoint). Est-ce bien sûr que l'attitude des Annonécins serait identique si la victime était un jeune Français ?

Ce n'est pas l'opinion de ce jeune caennais établi dans la vieille ville. Lui, il a refusé de signer et, responsable de l'une des huit unions commerciales, il n'a pas coporté la pétition. « Quand j'ai vu des Cambodgiens chercher un pas de porte pour monter un petit restaurant et se faire refouler, j'ai bien dû constater qu'il y a des commerçants racistes à Annonay ». Aussi s'est-il manifesté contre le racisme, en participant, le vendredi 26 avril, à la réunion du Collectif jeunes qui veut « continuer l'action », mais a bien du mal à échapper à la récupération par les partis politiques, PC en tête. Les communistes veulent à tout prix « ne pas dissocier la lutte contre le racisme de la lutte contre le chômage ».

Un règlement de comptes

L'avocat du commissaire espère que, la pétition aidant, son client sera remis en liberté sans tarder, « sinon, nous organiserons à notre tour une manifestation ».

L'ancien maire, M. Jean Parizer, socialiste, ne s'émue pas trop toutefois d'une telle collection de signatures. Il se dit « étonné » des fait reprochés au commissaire, mais il ironise sur les signataires : « S'ils pensaient que leur signature a la même valeur qu'un bon d'un chèque, ils ne la demanderaient pas ». D'autres Annonécins ne se troublent pas outre mesure : « Tout ça, c'est un règlement de comptes à l'intérieur du commissariat ».

M. Dominique Chambon, qui dédicte un rapport daté du 16 avril rédigé par le commissaire Ambrosi à l'adresse de la police des polices, ne les contredit pas. Ce rapport est accablant pour les trois gardiens qui ont porté les faits au jour. Le commissaire les accuse notamment de s'être livrés à « des pratiques sexuelles avec une nymphomane », dans l'enceinte du commissariat.

La boue fermentée et la vicelle comparée de la ville, qui a donné un coup à droite, un coup à gauche », selon l'expression d'un libraire, saigne à nouveau. Annonay guettée par la violence. Même les cloîtres de la ville ne sont pas en reste : les quatre salles des Nacelles projettent, en cette dernière semaine d'avril, le film de Beverly Hills, Urgence, Hors loi, et la Compagnie des loups...

CHARLES VIAL.

UNE DÉCLARATION DE LA MÈRE DE GREGORY

Mme Villemin : « je suis à bout »

« Je suis à bout. Je ne continue à lutter pour Jean-Marie car, si je venais à mourir, il ne pourrait pas la supporter. » M^{me} Christine Villemin, la mère de Gregory, a confié à M^{re} Henri-Frédéric Gerard, son avocat, le soin de rendre publique une longue déclaration lu, lundi 29 avril, aux journalistes devant le palais de justice d'Epinal. M^{re} Gerard avait assisté sa cliente à l'occasion de la notification par M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction, du rapport complémentaire des experts en écritures concluant que M^{re} Villemin pouvait être l'auteur des lettres anonymes adressées à la famille.

« Je suis sûre que certains avaient jusqu'à dire : si elle s'est tuée c'est qu'elle était coupable, ceux qui m'ont torturé seraient alors contents », ajoute M^{re} Villemin dans cette déclaration. « Gregory est devenu une nouvelle forme de loto », écrit-elle, ajoutant : « L'assassinat de mon petit Gregory est une mine d'or qui doit être exploitée tous les jours ».

M^{re} Villemin met en cause la presse qui la « persécute » : « De jour et de nuit, on tenta de violer ma porte. Je suis harcelée par

ceux qui ont décidé de me juger sur la place publique et de me déclarer coupable », explique-t-elle. « Au nom du droit de l'information et de la liberté d'expression, on porte atteinte à ma liberté essentielle : celle du droit d'aller et venir et de pouvoir me déplacer librement ».

M^{re} Villemin réaffirme son innocence : « J'ai dit ce que je savais. Je n'ai rien à cacher. Les experts se trompent. Je n'ai jamais écrit de lettres anonymes. Pour la justice et les avocats, je suis la victime partie civile mais, dans les journaux, je suis désignée comme la coupable. Cela est monstrueux. Pour nous, Gregory, c'était le bon Dieu ».

Après avoir fait état de deux témoignages qui, selon elle, prouvent contrairement à ce qu'écrivent certains journaux, qu'elle est bien rentrée chez elle le 16 octobre dernier avec son enfant, M^{re} Villemin termine sa déclaration ainsi : « Pourquoi n'a-t-on jamais évoqué ces témoignages et refusé-on de savoir pourquoi Muriel a accusé Laroche ? Je regrette que Jean-Marie ne m'ait pas prise avec lui pour venger Gregory. Il était notre enfant à tous les deux ».

● L'avocat de Charles Bauer fait la grève de la faim. — Un avocat, M^{re} Eric Schneider, a commencé, lundi 29 avril, à Paris, une grève de la faim pour « alerter l'opinion publique » sur le cas de son client Charles Bauer, quarante et un ans, condamné à vingt ans de réclusion éternelle pour quatre cambriolages, « cambriolages sans armes ni violence », selon M^{re} Schneider.

A la Chancellerie, on indique que la commission locale de la maison d'arrêt de Poissy où est incarcéré Charles Bauer a refusé de transmettre le dossier de sa demande de libé-

ration conditionnelle au ministère de la justice.

● Hôpital de Poitiers : information contre X pris en décalé de M^{re} Trifol. — Une information contre X a été ouverte le lundi 29 avril par le parquet de Poitiers après le décès encore inexplicable de M^{re} Marcelle Trifol, survenu le 10 avril au CHU de cette ville (le Monde daté 28-29 avril). Dans un communiqué publié le 29 avril, le conseil d'administration de l'hôpital indique que les examens post-mortem pratiqués sur le corps de M^{re} Trifol « n'ont pas permis à ce jour de préciser la cause du décès ».

Selon un sondage IFOP

12 % DES FRANÇAIS NE PENSENT PAS QUE LES JUIFS SOIENT DES CITOYENS A PART ENTIERE

Les Français, pour 20 %, éprouvent de l'antipathie pour les Arabes, selon un sondage IFOP réalisé pour le Point entre le 1^{er} et le 9 avril, auprès d'un échantillon de huit cent quatre-vingt-seize personnes. Les Noirs et les Asiatiques sont beaucoup mieux acceptés (6 % d'opinions défavorables).

On note également que 45 % des personnes interrogées éviteraient d'avoir un gendre ou une belle-fille d'origine arabe (25 % pour les Asiatiques), que 31 % préféreraient ne pas avoir un patron d'origine arabe, et 27 % un médecin d'origine arabe. Ces réticences sont plus marquées dans les milieux populaires.

« Un juif est-il aussi français qu'un autre Français ? ». Les personnes interrogées, pour 79 %, répondent oui (contre 83 % en 1978, mais 65 % en 1977). 12 % répondent non (contre 9 % en 1978, mais 22 % en 1977), et 5 % ne se prononcent pas. L'antipathie à l'égard des juifs est plus marquée chez les personnes âgées, mais aussi chez les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Elle est très avouée chez les électeurs du Front national (24,5 %).

RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit dans nos éditions du 30 avril que José Delton, ancien secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), décédé le 27 avril, était membre du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR). En fait, José Delton, affecté à l'Elysée au sein du service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités, était l'adjoint du commissaire chef de l'antenne de ce service à la présidence de la République.

SCIENTIFICS

LES SPECTACLES DE LA GÉODE A PARIS

Sensations nouvelles

L'Eau et les Hommes, le premier film français tourné selon le procédé Omnimax et projeté sur l'écran de la Géode de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris, a été présenté, lundi 29 avril, à la presse. Le président de la République inaugurera les spectacles de la Géode le 6 mai, et le public sera admis à partir du 9 mai.

Ce procédé cinématographique qui utilise des films de 70 mm, projetés sur un écran hémisphérique de 1000 mètres carrés, donne aux spectateurs des sensations nouvelles et fortes. Assis à milieu des images, on perd le souffle en plongeant dans l'univers du film réalisé par Pierre Villemin. On navigue entre deux murailles glacées d'icebergs : on frôle, au point de s'y sentir presque basculer, les chutes du Niagara ; on est quasi submergé sous d'énormes vagues qui déferlent vers soi ; on pénètre de peu un atoll de chiens esquimaux qui trottent de toute la vitesse de leurs pattes ; on tourne autour de la statue de l'archange qui termine la flèche du Mont Saint-Michel ; on survole les avenues-canions de New-York ; on se mêle aux hindouistes dévots qui font, à Bénarès, leurs ablutions rituelles dans la Gange ; on reçoit le grand épervier lancé par des pêcheurs du Béarn.

Et les sons viennent se mêler aux images pour accroître encore l'illusion : douze haut-parleurs judicieusement répartis dans la salle ajoutent à la sensation de relief.

L'Eau et les Hommes est vraiment un film-spectacle et ne prêtant pas être un film scientifique.

Y. R.

Le procédé Omnimax utilise des films de 70 mm qui défilent horizontalement, aussi bien dans la caméra de prise de vues que dans le projecteur, au rythme de vingt-quatre images par seconde. Etant donnée la taille de chaque image (6,96 x 4,85 mm), il faut 102 mètres de film par minute de projection (contre 27 mètres pour les films en 35 mm). Le projecteur a une lampe de 15 kW (celui des salles « normales » est de 1,5 kW) refroidie par eau.

La caméra a un objectif fixe de 30 mm de longueur focale (ce qui équivaut à une focale de 5 mm pour une caméra classique), donnant un champ de 172 degrés en largeur. Le projecteur a un objectif de 25 mm de longueur focale (voit la coupe de la Géode dans le Monde-Aujourd'hui daté 24-25 mars).

● Géode. Cité des sciences et de l'industrie, 26, avenue Corentin-Lienhart, 75019 Paris (métro : Porte-de-la-Villette). Spectacles d'environ quatre-vingt-dix minutes tous les jours de 11 h à 18 h 30. Entrée : 40 francs (prix réduit : 15 francs).

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT.

BI

PARIS - BI

TOUT

NOUVEAUX modèles - Nouveaux modèles - Nouveaux modèles

ITAPOSA PERPOS EMONTA JÉPLACA

LIGNES -

STANDARDS (VITRÉS)

Installez-vous

La maison des BIBLIOTHEQUES

501 من الامم

هكذا من الأصل

... LE MONDE - Jeudi 2 mai 1985 - Page 13

NOUVEAU
CATALOGUE
GRATUIT.

La maison des BIBLIOTHEQUES

20 Magasins
en France.
(voir encadré ci-dessous)

PARIS • BRUXELLES • GENÈVE • MILAN • NEW YORK • VIENNE

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

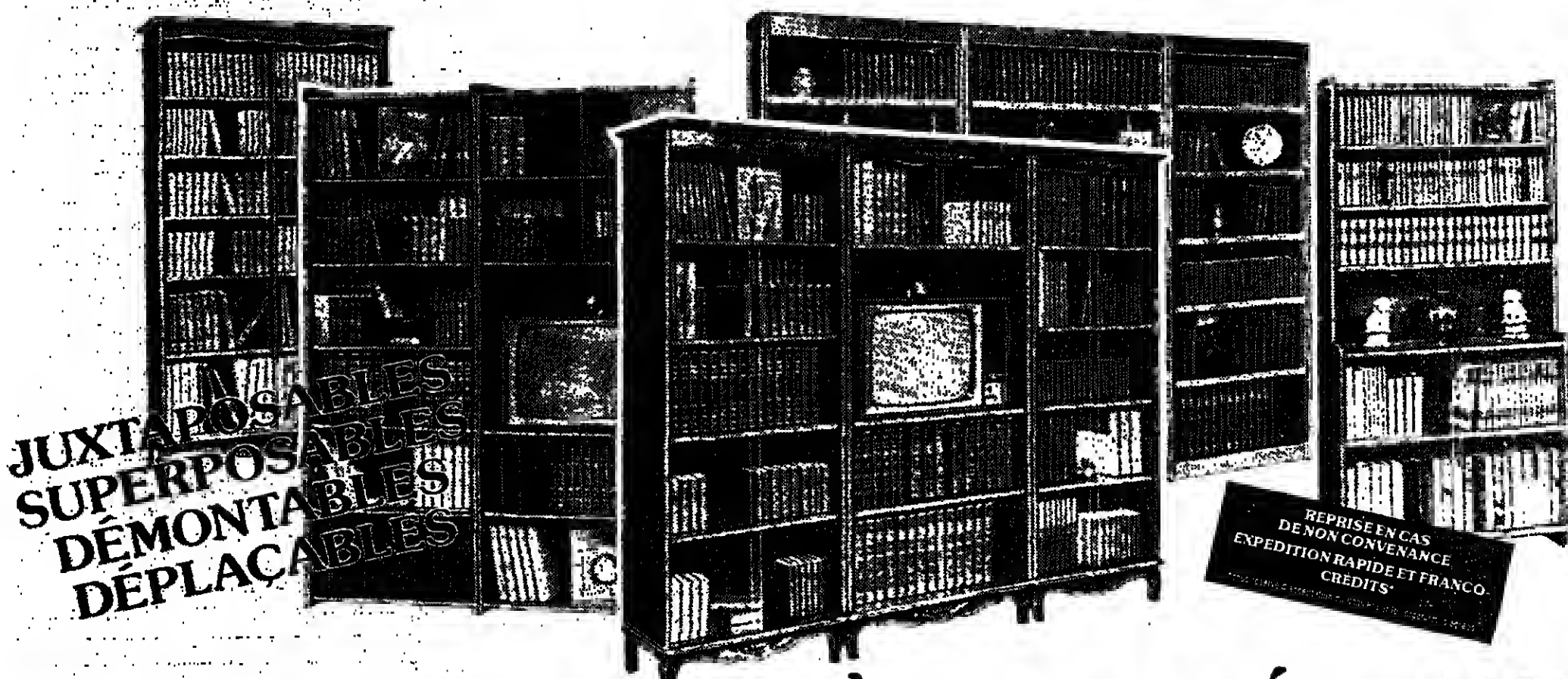
Présente ACTUELLEMENT

TOUTES SES NOUVEAUTÉS

Nouveaux modèles - Nouveaux coloris - Nouveaux accessoires et ses lignes traditionnelles à la

FOIRE DE PARIS (Salon des Ensembliers)

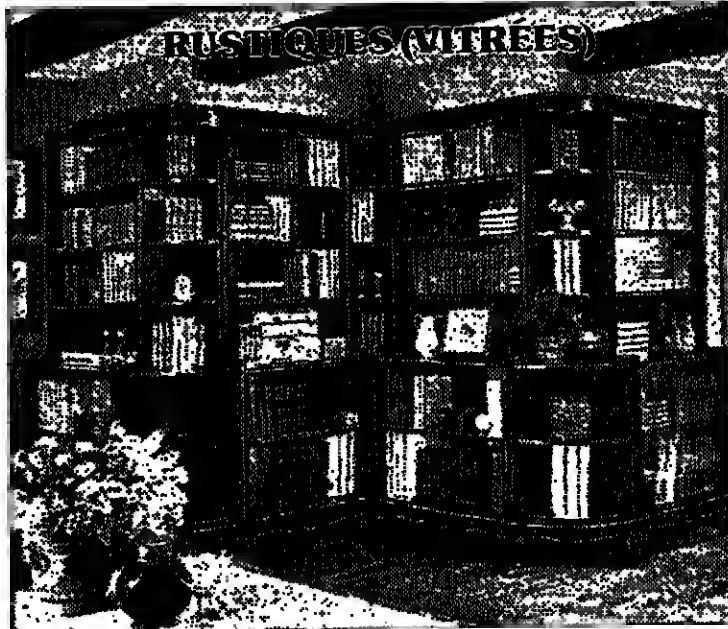
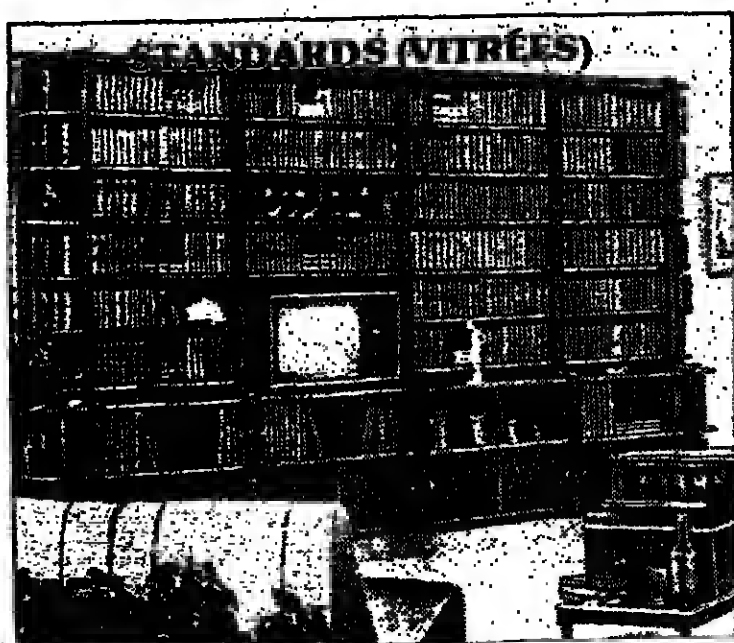
Porte de Versailles du 27 avril au 8 mai 1985. Bâtiment 2 - Allée F - Stand N° 2F7.



JUSTAPOSABLES
SUPERPOSABLES
DÉMONTABLES
DÉPLACABLES

REPRISE EN CAS
DE NON CONVENANCE
EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO
CREDITS

12 LIGNES - 450 MODÈLES VITRÉS OU NON



La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

Magasin ouvert le lundi de 14h à 18h et de mardi au samedi de 10h à 18h. Hors jours fériés. VFR - Dantes-Rochambeau.

BORDEAUX 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.28.42 CLERMONT-FERRAND 22, r. G. Clemenceau, tél. (73) 93.97.06 DIJON 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45 GENÈVE 58, rue St-Laurent, tél. (76) 42.55.75 LILLE 80, rue Esquermesse, tél. (20) 55.88.38 LIMOGES 57, rue Jules-Norian, tél. (55) 79.15.42 LYON 8, r. de la République, (métro Hôtel-de-Ville Louis-Pradet), tél. (7) 823.38.51	MARSEILLE 108, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54 MONTPELLIER 8, rue Sérane, (près Gare), tél. (87) 58.19.32 NANCY 8, r. piétonne St-Michel (face St-Epvre), tél. (81) 332.84.84 NANTES 16, rue Gambetta, (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35 NICE 8, rue de la Boucherie, (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.88 POITIERS 42, r. du Moulin-à-Vent, tél. (48) 41.68.48	RENNES 18, quai E. Zola, (près du Musée), tél. (99) 79.56.33 ROUEN 43, r. des Charrettes, tél. (30) 71.95.22 SAINT-ETIENNE 40, rue de la Montel, tél. (77) 25.91.46 STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. (58) 36.73.78 TOULOUSE 1, r. des Trois-Renards, (près place St-Germain), tél. (61) 22.92.40 TOURS 5, rue H. Barbusse, (près des Halles), tél. (47) 61.03.28
---	--	---

Magasins ouverts du mardi au samedi inclus

Installez-vous, vous-même facilement, très rapidement
à des **PRIX**
IMBATTABLES !



Nouveau Catalogue

76 pages couleurs
200 photos et illustrations
Plus de 450 bibliothèques, vitrines
bureaux et meubles d'appoint
53 teintes, essences et coloris...

De nombreux accessoires et aménagements

CATALOGUE GRATUIT

en envoyant ce bon à :

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

Veillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, etc...) et votre tarif.

N° 85

N - Nom - Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

(cochez) Téléphone _____ Profession _____

Catalogue par téléphone : 34h sur 24

Répondeur automatique

(1)320.73.33

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les enfants de la banlieue et du chômage
ont la peau de toutes les couleurs.
Enfin un film qui représente la France
comme elle est, sans oublier le cinéma.
Et en amont, l'histoire
d'une heureuse collaboration.

Le thé au harem...

Mehdi Charef et le film d'une rencontre



Mehdi Charef (Photo Costa-Gavras).

LE *Thé au harem d'Archimède*, est le film d'un Algérien de trente-deux ans, Mehdi Charef, qui est arrivé en France, tout gamin, avec ses parents. Fils de travailleur immigré passé par l'usine, Mehdi Charef avait raconté ses années d'adolescence un peu zonzarde dans un roman - dont le titre est la version analphabète du «théorème d'Archimède» -, publié au Mercure de France en 1983. Le film a été produit par Michèle Ray-Gavras, la femme du cinéaste Costa-Gavras. Il a reçu le prix Jean-Vigo 1985 et il a été primé par la Fondation Apple pour le cinéma. Il a fait si bonne impression sur tous ceux qui l'ont vu qu'on le donnait favori pour la sélection française du Festival de Cannes. *Le Thé au harem d'Archimède* ira bien à Cannes, mais pas en compétition : dans la sélection officielle. «Un certain regard».

La conception, la production, la réalisation ont été une suite de coups de cœur et de preuves d'amitié, entre trois personnes touchées par le cinéma. C'est pourquoi nous laissons parler ces trois voix telles que nous les avons entendues se raconter l'histoire de leur film, dans ce chaleureux lieu d'accueil qu'est la maison des Gavras. Nous ajouterons que Mehdi Charef est un personnage sympathique, étonnant parce que rien ne semble l'étonner de ce qui lui est arrivé, comme écrivain, puis comme cinéaste.

M. Charef. - J'ai écrit le livre pour qu'il soit publié. Cela n'a d'ailleurs pas demandé longtemps. Au départ, c'était un scénario, que je n'arrivais pas à placer. Georges Conchon m'a conseillé d'en faire un roman. Je m'y suis mis. J'espérais que les gens de cinéma me téléphoneront après l'avoir lu. C'était une stratégie. Et, un jour, Michèle a téléphoné.

Michèle R. Gavras. - Ce n'est pas si simple ! J'étais en Italie, avec Costa, sur le tournage d'*Hanna K.*, et nous discutions sur des thèmes à traiter. Nous étions arrivés à l'idée qu'il fallait faire un film sur la seconde génération des Algériens immigrés. Je n'aime pas dire les Bours.

Costa-Gavras et M. Charef (ensemble). - Moi non plus.

M. R. Gavras. - Bon. De retour à Paris, je trouve une pile de journaux qui attendaient. J'ai ouvert le *Nouvel Observateur* et j'ai lu un article de Jules Roy sur le *Thé au harem d'Archimède*. Je n'ai pas compris le titre, mais il était séduisant. J'ai couru acheter le livre, je l'ai lu, tout de suite, et, le lendemain, je suis allée prendre une option pour l'adaptation au cinéma. Je suis repartie en Italie pour une semaine. Mehdi est passé à «Apostrophes». J'en ai entendu parler en rentrant. Costa m'a dit : «Invite-le à dîner». Mehdi est venu, avec sa femme. Ils croyaient que Costa allait tourner le film. C'est peut-être pour cela que Mehdi a parlé assez librement, en sympathie, lui qui est toujours très réservé.

M. Charef. - Je savais que cela intéressait Costa, mais je ne suis dit : «Il ne va pas le faire».

Il était encore plongé dans *Hanna K.* et, jamais, au cours de cette soirée, il n'a dit qu'il tournerait mon sujet.

Costa-Gavras. - C'est vrai, je n'étais pas sûr. Je ne voulais pas lui mettre l'eau à la bouche.

M. R. Gavras. - Quand on est concerné par un film, c'est comme une histoire d'amour. Celle avec *Hanna K.* n'était pas encore terminée. Donc, il n'y avait pas encore une autre rencontre. Par la suite, nous avons revu Mehdi, et il nous a confié qu'il avait envie de faire du cinéma. J'étais enthousiasmée par ce projet. Un ami m'avait dit : «Il ne faut pas que Costa fasse encore un film sur les Arabes». On peut discuter cet avis ! Puisque Mehdi manifestait son désir de tourner, que je croyais en lui, je lui ai proposé de produire le film avec Costa comme conseiller technique.

Il a demandé à réfléchir, mais cela s'est fait parce qu'il y avait une vraie passion de tous les côtés, que ce n'était pas une production traditionnelle. Il me fallait un an, un an et demi, pour préparer l'affaire. Mehdi a quitté l'usine fin juillet 1983, au moment des vacances ; il devait travailler à l'adaptation avec Costa. Son usine a fermé définitivement fin septembre. Il a réécrit un scénario à partir de son roman. Je l'ai présenté aux trois sociétés de télévision pour cofinancement, et à l'avance sur recettes. Tout le monde a refusé.

Costa-Gavras. - Les chaînes ont été évidemment décontenancées par l'histoire, le metteur en scène qui sortait de l'usine, le fait qu'il n'y avait pas de rôles pour des vedettes... et moi apparaissant en conseiller technique. Leur politique, ces dernières années, est une politique de stars. Elles ne prennent plus de risques. A la commission d'avance sur recettes, ils ont jugé le livre plus beau, plus intéressant que le scénario. Mais c'était aussi une politique, un choix. Mehdi a retravaillé certains détails du scénario. A la Cinéma-thèque, je lui ai montré un «story-board», et il a dessiné son film plan par plan.

M. R. Gavras. - J'ai de nouveau présenté le dossier avec tout cela. Mehdi a rencontré trois personnes de la commission, il a pu leur parler, leur expliquer ses conceptions. Si bien qu'en juillet 1984 le projet a obtenu une avance. Puis, grâce à René Bonnell, qui aimait le scénario, Canal Plus a déposé, pour fin 1985, 500.000 francs. Finalement, comme Gaumont avait distribué *Hanna K.*, Daniel Toscan du Plantier et Denis Chateau qui avaient, eux aussi, le scénario de Mehdi, ont décidé d'accorder 1.500.000 francs d'avance distributeur. Le film de Mehdi devait être «accroché» au prochain film de Costa. La préparation a commencé en août, le tournage devait débuter le 15 octobre. Fin septembre, à cause des difficultés financières de la Gaumont italienne, Toscan m'a averti que le contrat ne pouvait plus être signé. Les techniciens étaient engagés, tout allait démarrer. C'était un coup dur.

J'ai pourtant décidé de continuer. Costa et moi connaissions alors assez Mehdi pour ne pas avoir le moindre doute sur son talent. Il fallait trouver de l'argent ailleurs. J'ai présenté un agrément provisoire au fonds de soutien. Or, si un producteur n'a pas de distributeur se portant garant de 10 % du prix du film, il n'a pas droit à l'aide du fonds. Alors, j'ai ajouté à ma maison de production K.G. (elle a été fondée en 1972) un secteur distribution. Et j'ai obtenu le fonds de soutien.

Costa-Gavras. - C'est très compliqué, ce fonctionnement. J'ai appris les difficultés en signant les papiers par lesquels nous avons plongé complètement, nous-mêmes.

M. Charef. - Moi, je n'y ai rien compris. Je n'ai pas eu le temps d'avoir peur. A partir de la mi-août 1984, j'ai été occupé par les répétitions et tout le reste. Je voulais des lieux bien précis. Une fois dans le tournage, c'était mon histoire, mais avec du recul. J'ai vécu cela intensément, je connaissais la cité de banlieue, j'y avais habité longtemps. Il ne fallait pas montrer du reportage. Quand on regarde la vie de ces HLM de

l'extérieur, on a l'impression d'être dans une voiture, et que des images défilent à la portière. Moi, je m'intéressais aux personnages. Je voulais qu'on soit à l'intérieur des gens, dans leur cœur.

Si Madjid, l'Algérien, a envie de travailler, de s'en sortir un peu plus que Pat, le Français, c'est qu'il doit faire quelque chose de concret pour s'imposer, pour être intégré. L'autre est chez lui, il s'en fiche. Mais Madjid et Pat entraînent tous les deux, chapardent, se débrouillent au jour le jour, parce qu'ils n'ont pas été envisagés dans la société telle qu'elle est devenue. Les petites écoles les ont préparés à être terrassiers ou mécaniciens comme leurs pères. Or, au moment où ils pourraient faire le métier des parents, c'est la crise, il n'y a plus de travail. Pat, même si certains le regardent de travers, a le droit de glander ; c'est un chômeur. Madjid est arabe, donc un faignant et un voyou. Il n'y a rien à démontrer. C'est comme cela, les choses s'imposent.

Costa-Gavras. - Je n'avais pas l'intention d'être un conseiller technique, en fin de compte, et je

ne me suis absolument pas mêlé de la mise en scène. J'ai été photographe de plateau, pour ne pas rester inactif. J'ai été surpris, malgré mon expérience de cinéaste. La nature de Mehdi appelait de façon naturelle un certain comportement, une certaine amitié. Les techniciens avaient du respect pour lui. On ne peut pas parler du *Thé au harem* comme d'un premier film avec ce que cela suppose aujourd'hui d'amateurisme - un préjugé idiot - dans les esprits.

M. Charef. - Ce qui m'étonne, c'est de ne pas avoir eu d'angoisse, de problèmes. Sauf une fois : il a plu, et la pluie m'a gêné. J'essaie de comprendre ce qui a pu se passer dans ce film. Je crois qu'il fallait travailler, c'est tout.

M. R. Gavras. - Le tournage a été calme parce qu'il y a eu dix semaines. On aurait pu le faire en huit, mais on a pris le temps. Et Mehdi avait tellement assimilé le cinéma qu'à la fin il terminait sa journée avec une heure d'avance. Nous avons tourné dans une cité où tout le monde nous a aidés. En arrivant, j'avais fait tirer une lettre à mille exemplaires expliquant pourquoi nous étions là. Les en-

fans gardaient le matériel électrique.

M. Charef. - J'ai fait quelque chose que je ne peux pas expliquer. Je sentais les idées de mise en scène, la place des décors et de la caméra, les déplacements des acteurs, les scènes du métré sur les quais avec la foule ou dans des wagons qui nous étaient réservés. Je ne filme pas beaucoup de prises. Cela dépend des comédiens, des répétitions. Environ cinq prises au plus. La scène de la tentative de suicide au balcon avec Laure Duthilleul n'était pas facile à réaliser. Et Laure était tellement entrée dans le rôle qu'à un moment elle risquait de lomber pour de bon. On surveillait, on ne voulait pas déranger les gens quand on tournait à minuit. Eh bien, ils ont été très coopératifs. Tout le bâtiment s'est montré complice. Voilà, c'est mon expérience du cinéma. Qu'est-ce qu'on peut raconter ? Il faut regarder le film. Et je vais en faire d'autres, bien sûr.

Propos recueillis par
JACQUES SICLER

...d'Archimède

Madjid et Pat, côte à côte

ENFANTS d'une cité-dortoir de la banlieue parisienne, adolescents que la crise voue au chômage, Madjid l'Algérien et Pat le «titi» français sont copains parce qu'ils partagent le même sort. Le couloir de la peur n'y fait rien et c'est déjà une très grande qualité du film de Mehdi Charef de suggérer, par cette amitié, que le racisme anti-arabe n'est pas un ras-le-bol généralisé des classes populaires. Là où habitent Madjid et Pat, on ne se bagarre pas entre teints clairs et teints bronzés, mais il arrive que les jeunes, turbulents, se cognent avec des adultes, leurs «ennemis» naturels.

Les deux gérsons traînent toute la journée, montent dans les transports en commun sans payer et ont plus d'une ruse pour fuir un portefeuille. Des voyous, alors ? Définition sommaire. Pour Mehdi Charef, le vol, chez Madjid et Pat, n'est pas une disposition au mal, mais la conséquence d'un état social. Cela permet, d'ailleurs, au réalisateur de suggérer la véritable attitude raciste. Dans une voiture du métro, Madjid, qui s'est mis bien en vue, est pris à parti, instinctivement, par un touriste dévalisé. Or c'est Pat qui a pris le portefeuille. Tactique. Et retournement de la haine par l'humour des deux compères.

En quelques plans, Mehdi Charef trace un ou plusieurs portraits.



Rémi Martin et Kader Boukhaouf. (Photo Costa-Gavras.)

une scène d'ensemble, les rapports des individus à la collectivité. Toujours sous l'angle le plus juste, le plus vrai. S'il s'est inspiré de sa propre adolescence, il fait, avant tout, du cinéma, ce qui est devenu une chose rare malgré l'abondance de films qui déboulent chaque semaine. Même s'il y a des graffiti dans les escaliers, des expériences sexuelles précoces dans les caves, et de la prostitution occasionnelle autour des H.L.M., le *Thé au harem d'Archimède* n'est pas un film misérabiliste, populiste ou naturaliste. C'est un film beau et digne dans un décor de pauvreté. Le ton n'est ni amer ni revendicatif. Les gens n'ont pas choisi de vivre

comme cela. Ils s'efforcent de survivre.

Ainsi découvre-t-on une mère algérienne (celle de Madjid) tenant à bout de bras, à cause de l'hébété du père victime d'un accident du travail, une famille dont elle assure l'existence matérielle et l'éducation. Pourtant, elle refuse que son fils prenne la nationalité française, ce qui lui faciliterait l'accès au travail qu'il souhaite ; Pat, lui, trouve tous les boulots accablants, inintéressants (il est vrai qu'on ne lui en propose pas d'autres).

Il n'y a pas un seul personnage qui ne soit montré avec compréhension. Grévista, puis chômeuse,

divorcée et négligée par le père de son fils, Josette (Laure Duthilleul) passe sans se plaindre dans ce microcosme humain, jusqu'au jour où elle craque, veut mourir, est sauvée par Madjid et sa mère. Ainsi va la vie. Grise, difficile, mais pas désespérée. Madjid et Pat (Kader Boukhaouf et Rémi Martin, deux comédiens surprenants) l'affrontent en marchant côte à côte. Presque sans se regarder, parce qu'il ne faut pas s'attendre.

Il y a, sur la fin, une virée fantasmagorique, un délire de Pat qui s'imagina riche en étant gilet de «vieux à Daerville», et des bouillottes du cœur. Le cinéma, jusque dans la reproduction de la réalité sociale, doit comporter une part de fiction, de poésie. Chez Mehdi Charef, elle est importante, essentielle. On devrait aimer très fort son film, qui ne monte pas à la tribune des bonnes intentions ou des discours démonstratifs. Sans farder la réel de couleurs adoucissantes, sans transiger sur le respect des droits de l'homme, et de la femme, il fait chanter l'amitié et la tolérance. Et il affirme une maîtrise du langage cinématographique si bien accordée à son propos qu'on en est tout ému.

J. S.

* Voir les films nouveaux.

Marseille



«Marseille, ville». Photos de Jean-Paul Olive.

Un dimanche, au Théâtre de la Criée.
Luce Méliote parle de sa pièce,
la Traversée de la rivière,
avec des élèves-infirmières
et leur famille. Faire vivre ces liens,
entre les gens du spectacle
et leur public, c'est un choix,
et le métier d'Anne de Belleval.

Au rendez-vous du théâtre

AU-DESSUS des hautes falaises blanches de Marseille, parmi les arbres, des résistants sont incarcérés à la prison des Baumettes. Été 1943. Une jeune fille de quinze ans, d'une famille de républicains espagnols réfugiés, parle à voix basse avec son frère aîné, dans le local des visites, à travers les grilles.

Il s'est fait cueillir par la Gestapo, une nuit qu'il redescendait de la montagne, du côté de Gardanne. Il était allé voir là des camarades partisans.

La sœur, qui travaille en usine dans le quartier de la Capetie, n'a pas compris encore ce que fabriquait son frère quand il s'absentait de la maison trois à quatre jours de suite. La mère non plus, murée dans son chagrin depuis la mort du père. Les deux femmes croient que Juan a volé, ou commis un autre délit. Et lui ne peut rien leur dire, par prudence. Ces visites aux Baumettes ne leur font, à tous trois, que du mal.

Et nous voici quarante-deux ans après, en ce mois d'avril 1985, à Marseille toujours, dans un coin de la cafétéria du Théâtre de la Criée. C'est dimanche, la fin de l'après-midi. A travers les grandes verrières, nous voyons les bateaux qui rentrent de promenade, dans le chenal du Vieux Port, presque en file indienne. Un groupe, une trentaine d'élèves des écoles

d'infirmières du département, est assis autour d'une femme qui a un visage très jeune mais des cheveux blancs. C'est Luce Méliote, l'auteur de la pièce *la Traversée de la rivière*, la pièce qui raconte l'histoire de Juan et de sa sœur.

Au Théâtre de la Criée, l'usage est de venir, autant que possible, en famille. Il y a là, dans ce groupe, les futures infirmières, mais aussi des petits frères, des petites sœurs et les parents qui, eux, étaient là, en 1943, sous l'occupation allemande. Il y a aussi, parmi ces infirmières, des Algériennes, une Antillaise.

Cette pièce les touche. C'est la mémoire de leur ville, Marseille. Elles veulent en savoir plus. Luce Méliote raconte. Oui, elle est née à Marseille. Oui, la ligne générale de cette histoire est vraie. Non, Luce Méliote, qui est aussi actrice, n'est pas d'origine espagnole, elle n'a pas raconté sa vie mais celle de gens qu'elle connaissait. Il y a des reconstructions personnelles, bien sûr; par exemple elle ne savait pas, elle non plus, les premiers temps, que son père était lié à un réseau de résistance, et, au lycée, avec sa sœur, elle faisait des choses imprudentes, tenait des discours contre les Allemands, gravait des choses sur les murs, avec la pointe de son compas, à tel point que le proviseur vint un jour prévenir le père, dont il connaissait, lui, l'action. Il lui demanda

de calmer les deux petites filles, il lui dit que cela devenait dangereux.

Et de fait, une nuit, il fallut faire des baluchons vite, et quitter les lieux, avant l'arrivée des hommes en manteaux longs. C'est là que Luce comprit de quoi s'occupait son père, en plus de son travail.

Dans la cafétéria, les enfants écoutent leurs parents confronter leurs souvenirs avec Luce Méliote. Ils sont aussi attentifs qu'ils l'ont été pendant la pièce. Avant d'entrer dans la salle, ils ont vu l'exposition, au premier étage, qui réunit des photographies du temps de l'Occupation, des scènes à Marseille, dans les maquis de la région, et aussi des vues des camps. L'image la plus frappante est le simple portrait d'une femme, une Marseillaise résistante, elle se tient très droite devant l'objectif, elle pourrait être espagnole, le visage très sculpté, d'immenses yeux sombres, durs, elle s'appelle Marie Diamant, elle a été décapitée à Stuttgart, son image habite la conscience des spectateurs pendant qu'ils voient la pièce de Luce Méliote.

Ces entretiens des spectateurs avec l'auteur et les comédiens du spectacle, par petits groupes de personnes qui travaillent ou vivent ensemble, Marcel Maréchal, le directeur du théâtre, y tient beaucoup. C'est à ce moment qu'il voit vraiment le lien entre l'habitant

inconnu et l'art du théâtre, c'est là que le théâtre devient une habitude, un à-côté supplémentaire, un lieu d'émotion, de rire parfois, de méditation, un lieu qui vous dévoile des choses que vous n'aviez pas comprises. C'est évident, à écouter ces élèves-infirmières et leurs familles partager des souvenirs ou des opinions sur la vie de Marseille sous l'Occupation, sur la vie des immigrés, Espagnols ou autres, dans cette ville; comme cela était évident, la saison dernière, à l'automne 1983, quand les ouvriers cégétistes des Chantiers de la Ciotat, après les représentations de *Question de géographie*, discutaient des détails de la vie dans les camps sibériens, que la pièce venait de leur apprendre.

Ces groupes de spectateurs sont de toute profession, de toute tendance. Dans ce Théâtre de la Criée, une équipe à part, animée par une femme qui faisait naguère le même travail à Genève, Anne de Belleval, s'emploie à maintenir ou créer les liens entre les habitants de Marseille et de la région, et les pièces, leurs auteurs, leurs comédiens.

L'approche des différents publics est une aventure, diverse, parfois imprévue, qu'Anne de Belleval nous a un peu racontée.

M.C.

«Le théâtre, ici, avec Marseille comme point d'attache, est passionnant, dit Anne de Belleval, parce que les spectateurs se groupent souvent par métiers, et nous avons une infinité de métiers, très anciens ou qui viennent de notre. Tous les êtres humains ressentent intimement quelque chose au théâtre, devient n'importe quelle pièce, facile ou difficile, une fois qu'ils sont là. Ceux qui construisent des navires, à La Seyne et à La Ciotat, comme ceux qui fabriquent des hélicoptères, à l'Aéropostale, à Marignane, et ceux qui prélèvent les impôts, à la trésorerie, et les marins de Toulon, et les chercheurs scientifiques, de Caradache, et ceux

glissés, les premières fois: nous avions notre petit stand aussi, dans un coin, avec Molière, Tchekhov, des auteurs...»

— Quels sont les obstacles?

— La fatigue des travailleurs, le soir. Par exemple, des maisons récentes: les grandes surfaces. Cela fait pas mal de monde, mais c'est une fatigue qui fatigue le plus. Et puis la crise, aujourd'hui, bien sûr. Tout financier économique, tout préretraité, c'est un spectateur de moins, presque automatiquement.

— La télévision vous ôte du monde?

— Non. Pas du tout. L'ennemi, et ça c'est tout neuf, ce

Marins et magistrats

qui apprennent La Fontaine aux enfants, dans les petits villages de la montagne, et ceux de l'aluminium, ou des raffineries de l'éclairage de Boreo... Du bien ils viennent nous voir d'ailleurs, par groupes, comme les magistrats de Lambesc, ou bien nous allons les trouver sur place, sur les lieux de l'entreprise...

— Vous êtes bien reçus, chaque fois?

— C'est rare qu'il n'y ait pas, dans la section culturelle du comité d'entreprise, ou en dehors, quelqu'un, une femme, un jeune travailleur, qui se passionne pour la poésie, le théâtre, il nous aide, il entraîne les autres. Nous l'appelons «le relais». Au début, il organise les rendez-vous, à l'usine, arrange les rencontres entre comédiens et ouvriers.

— Les chefs d'entreprise, d'atelier, ne s'y opposent pas?

— Non. Quand les syndicats majoritaires sont cégétistes, c'est assez simple: lire, aller au théâtre, c'est dans l'ordre des choses, pour eux. C'est plus difficile dans les usines à majorité FO. Eux, ils auraient tendance à préférer le sport. A Marignane, ils ne nous laissent pas entrer, même à la cantine. Ce qui nous a sauvés, ce sont des sortes de très grandes foires qu'ils organisent à certains moments de l'année. La rentrée des classes, avec les vêtements et objets scolaires, ou Noël, pour le ski, ou les vacances d'été, ce qu'il faut pour les plages: chaque saison, la coopérative anime des ventes vraiment gigantesques, toutes les marques sont là, il y a beaucoup de stands, et c'est comme ça que nous nous sommes

sont les voyages. Les voyages organisés. Là, il y a quelques jours, pour Pâques, FR3-Régions avait retenu plusieurs dizaines de places, un mardi soir. Et trois semaines avant Pâques, une agence est allée les voir, elle leur a proposé la Sardaigne, avion séjour dans hôtel quatre étoiles, 1000 F. Ils ont décommandé leurs fauteuils, au théâtre. C'est tout le temps comme ça. Il y a une poussée énorme des voyages.

— Avez-vous beaucoup de spectateurs africains, maghrébins, tous ces Marseillais qui sont venus d'ailleurs?

— Peu à peu. Dans des groupes d'employés de la caisse maladie, des postes, ou d'Air-Inter, nous voyons venir tel Tunisien, telle Guadeloupéenne. Ce n'est pas simple, il y a des empêchements. Les lycées des quartiers nord, à majorité d'immigrés, sont loin, les parents d'élèves sont exténués le soir, les professeurs n'habitent pas de ce côté-là, alors ils ne peuvent pas accompagner les classes, comme d'autres. Pour les quartiers nord, nous avons ajouté des représentations en matinée, et pour que les immigrés n'y soient pas seuls, nous faisons venir d'autres lycées aussi. Ces enfants portugais, ou martiniquais, et souvent leurs parents, ils sont très touchés, eux aussi, comme ceux nés ici, très touchés, bien sûr par les Trois Mousquetaires, mais même par Shakespeare, Brecht. Ce qui compte, ce qui est décisif, pour eux comme pour tous, c'est la première fois. Venir au théâtre une première fois.

Propos recueillis par MICHEL COURNOT.

Voyage musical

Sur les chemins de Saint-Jacques

L'ANNÉE européenne de musique incite au voyage: tandis que la Péniche Opéra part sur les canaux pour un long périple qui la mènera jusqu'à Berlin, l'Ensemble Venance Fortunat nous entraîne dans une pérégrination à travers le temps, la France et l'Espagne romanes, «sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle». Après un prologue à Strasbourg, capitale de l'Europe, il prenait la route de la vieille église du «Mont des Martyrs», Saint-Pierre de Montmartre.

Cette vocation du voyage, les sept chanteurs (trois femmes et quatre hommes) de l'ensemble la tiennent de leur saint patron, Venance Fortunat, poète latin du sixième siècle, qui quitta un jour l'Italie à pied et, par le Danube et le Rhin, parvint enfin, au bout de deux ans, à son but, le tombeau de saint Martin, à Tours, avant d'être ordonné prêtre et nommé évêque de Poitiers en 599. C'est à lui qu'on doit quelques-unes des plus célèbres hymnes de la liturgie, notamment le *Vexilla Regis* et le *Pange, lingua*.

Ses successeurs se sont voués à la musique du haut Moyen Âge, au grégorien, à l'école de Notre-Dame de Paris, qu'ils chantent dans les églises et partagent au cours de stages d'initiation vocale largement ouverts.

Comment auraient-ils pu ne pas couper les chemins de Saint-Jacques, que tout un mouvement s'efforce aujourd'hui de restaurer (1)?

Concert du Moyen Âge,
par l'Ensemble Venance Fortunat.
Pèlerins du temps présent,
en mémoire de leur saint patron,
ils font revivre les chemins
de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Anne-Marie Deschamps, animatrice de l'ensemble, a extrait et transcrit du *Codex Calixtinus* de Santiago, compilé au douzième siècle par le moine poitevin Aimery Picaud, les pièces liturgiques, les hymnes, les strophes de pèlerins et de troubadours qui composent cette soirée, soutenue par une trame dramatique et des textes français de Jean Gillibert empruntés au même recueil.

Viennent-ils déjà de loin, des Flandres, d'Allemagne ou de Scandinavie, ces marcheurs qui s'avancent dans l'obscurité de l'église, en chantant le *Vexilla Regis* (avec ses doubles polyphoniques de Dufay et de Palestrina)? Vêtus d'admirables robes violettes, bordeaux, bleues, brunes, ils portent sur l'épaule une longue tenture d'orange et d'or qui les relie entre eux et montent sur un podium nu à la croisée du transept.

Les textes naïfs du *Guide du pèlerin* orientent l'imagination vers Arles, Vézelay, Conques, le Somport, la croix de Charlemaigne dressée sur les Pyrénées, ils décrivent la route, signalent les dangers, racontent les miracles. Les gestes, les regards des chanteurs comme ceux de la statuaire des églises de campagne ou des cathédrales, les jeux très simples avec la belle étoffe de lumière, tour à tour linge de pèlerin, tente, hospice, table d'autel, vagues dans la rivière, linceul, créent le climat où s'épanouissent des chants très anciens ressuscités par la jeunesse et la plénitude de ces voix si prenantes comme le souffle, la respiration même de la vie.

Jamais un concert de musique du Moyen Âge, avec ses formes populaires et savantes (tropes, conduits, organa...), n'atteindrait une telle richesse expansive sans cette mise en scène toute pure, et le théâtre, qui nous emmène si loin.

On souhaite à l'Ensemble Venance Fortunat d'entraîner beaucoup de pèlerins à sa suite, sur les chemins de Saint-Jacques.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Centre européen d'études compostellanes, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

* L'Ensemble sera le 24 mai au Festival d'Étampes et fera du 31 mai au 23 juin une longue tournée dans la région Poitou-Charentes et le Centre.

Galerie OLIVIERI
72, bd Saint-Germain, Paris 5^e
354-10-05
XAVIER
Gravures, lithographies
monotypes
du 3 mai au 8 juin

La MUC DE MEAUX
et les FILATURES DE PARIS
vous invitent au
7^e TISSA MUROS
(environ 100 TAPISSERIES)
DU 5 AU 19 MAI
(de 14 h à 18 h, sauf lundi)
FILATURES DE PARIS
2, avenue Foch
MEAUX

XXX^e SALON DE MONTROUGE • 24 avril - 28 mai
**ART CONTEMPORAIN, peinture, sculpture,
dessin, travaux sur papier, photo et**
RAOUL DUFY ŒUVRES DE
1904 à 1953
2, avenue Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri
MONTROUGE, 10 h à 19 h

— AVIGNON —
GALERIE DUCASTEL
9, place Crillon - 84000 - Tél. (90) 82-04-54
FRED ZELLER
Peintures récentes
Du 27 avril au 25 mai 1985

BOURSE D'ART MODERNE ET D'ART 1905
3 mai au 1^{er} juin
vernissage le 2 mai à partir de 18 h
Galerie Fernand Léger
83, avenue G.-Coenat
T.J. de 14 h à 19 h, et le dimanche
Aline Gerbault, Sara Holt,
Georges Noël, Christiane O'Loughlin,
Léonard Rachin, Valérie Glade.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 563-28-55 et 563-37-14
F. LÉGER
55 œuvres
1913-1953
24 avril - 1^{er} juin
Tous les jours sauf dimanche et lundi

Ricardo

UN GRAND THÉÂTRE

Le théâtre de Ricardo est un lieu de rencontre et de dialogue. Il propose des spectacles qui interrogent le spectateur sur la condition humaine, sur la société, sur la culture. Les œuvres sont choisies pour leur qualité artistique et leur portée sociale. Le théâtre de Ricardo est un lieu de vie, un lieu de partage, un lieu de découverte.

1550 من الزمان

Beineix

AMOUREUX D'UN RÉCIT

Le cinéaste Jean-Jacques Beineix, réalisateur de *Divas* et de *la Lune dans le caniveau*, vient de terminer l'adaptation de *37,2* le matin, le troisième roman d'un jeune écrivain, Philippe Djian. Le tournage commencera en juin.



L'écriture Philippe Djian Photo Ed. B. Barraud.

Jean-Jacques Beineix, trente-huit ans, et Philippe Djian, trente-cinq ans, ne se sont jamais vus. Pourtant, pour ceux qu'ils intéressent et qu'ils irritent parfois, l'un comme l'autre, la rencontre était inévitable. Tous deux cherchent un vocabulaire et un style pour exprimer une époque, une génération, « celle des gens qui ont aujourd'hui entre trente-trois et quarante ans », dit Beineix.

Beineix agace par son « hyper-esthétisme ». Selon certains, il tourne « trop littéraire », pour ceux qui ont trop lu, ou plutôt se sont trop regardés lire. Djian rebute au contraire ceux qui se font une idée un peu figée du « beau style », d'une langue française où ne manque ni une négation, ni un « ne » explicite. Avec sa « haine du point virgule » et des fioritures, ses phrases coup de poing, sèches et précises, il affirme tenter d'écrire « pour ceux qui ne lisent pas », ceux qui n'ont pas compris qu'on peut aimer à la fois le rock et la littérature et que « les livres, ce ne sont pas des histoires, du borborygme, mais un style ».

Grand lecteur et amateur curieux, Beineix a découvert Djian avec son premier roman *Bleu comme l'enfer*, que va réaliser Yves Boisset. « J'étais très intéressé par ce livre, explique Beineix, mais je ne pouvais pas l'adapter, c'était trop proche de la Lune dans le caniveau. En décembre 1984, j'ai lu *37,2* le matin sur manuscrit. J'ai eu un coup de foudre immédiat. Je me suis tout de suite mis à travailler à l'adaptation. Ce roman, c'était tout ce que j'avais envie de dire,

moi qui ne suis pas un auteur au sens complet, mais seulement un auteur d'images. Etre cinéaste, c'est avoir une vision périphérique, raconter à partir des histoires des autres ».

« Je rêvais de rencontrer Betty, d'être amoureux de Betty. Son aventure avec le narrateur — moi je l'ai appelé Zorg, parce qu'au cinéma il faut des noms et qu'après la lettre « Z » il n'y a plus rien — c'est la plus belle histoire d'amour depuis Belle du Seigneur. Je suis qu'on va hurler en disant : « Ce petit pou de Beineix compare Djian à Albert Cohen ! » Tant pis. Je suis amoureux de ce récit. Zorg aime Betty plus que sa fierté. C'est vraiment l'amour. Et lui, il est passionnément avec cette sorte de passivité armée dont il fait preuve ».

Qui n'aurait envie d'aimer Betty, une des plus belles créations de Philippe Djian, un personnage totalement littéraire et cinématographique ? Qui n'aurait envie de se « faire son cinéma » avec l'univers de Djian, faussement réaliste, totalement fantasque, absurde et désopilant ? Un narrateur écrivain et plombier est amoureux fou d'une jolie fille, réellement folle, Betty. Par amour, elle tente d'oublier son désir de mort, et n'y parvient pas. De la plomberie à la vente de pianos, en passant par la pizzeria du copain Eddie, le narrateur accompagnera Betty. Il résistera aux avances de l'épouse nymphomane de son ami, le criminel albinos, mais pas à la folie de la fille qu'il adore, et finira seul, écrivain.

« Dans la manière qu'a Djian de raconter cet amour, ce couple, il y a une sorte de romantisme sceptique qui me séduit ; mais surtout, explique Beineix, j'aime la puissance de son écriture, il n'est pas de ces écrivains qui manquent de souffle, qui n'ont pas vraiment envie d'écrire, chez qui tout reste coincé, petit. » Lecteur conquis, Jean-Jacques Beineix est désormais un adaptateur heureux : « C'est mon huitième script et je n'ai jamais eu autant de joie à travailler ».

Il cherche des acteurs, « des inconnus de préférence », annonce le début du tournage pour juin et la sortie dans un an. Il paraît confiant, pour « cette course d'endurance, mais fascinante, car dans un film tout glisse, se réajuste perpétuellement. Les gens qu'on a rêvés deviennent réels, et il faut se remettre à rêver, avec des gens qui existent ».

Il se sait guetté, après le très mauvais accueil réservé à la Lune dans le caniveau — aussi excessif que l'admiration béate devant *Divas*. « J'ai eu le pire après le meilleur. Cette fois, je vais essayer d'être un peu plus modeste, bien que la modestie ne soit pas mon fort. Mais je ne fais pas pour autant amende honorable sur mon travail passé. » On verra bien. Beineix/Djian, c'est l'évidence une union qui ne manque pas d'intérêt, mais qui peut donner un mariage raté comme un accord parfait.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* Tous les livres de Philippe Djian sont publiés aux éditions Bernard Barraud ; *37,2* le matin, 365 p., 78 F.

Yanne

LE MUSIC-HALL DES SANS-CULOTTES

La Révolution est un Guignol, la salle du Jeu de paume, un hall de gymnastique et Louis XVI, Michel Serrault. C'est 1789 revu par Jean Yanne dans *Liberté, égalité, choucroute*.



Jean Yanne est un chansonnier et un homme de spectacles qui a beaucoup observé le comportement quotidien du Français et s'amuse depuis plus de quinze ans à en faire des films. Aujourd'hui, il s'attaque à la Révolution française, « la seule et unique fois dans l'histoire des civilisations, dit-il, où un groupe révolutionnaire, les sans-culottes, a décidé d'adopter une tenue de music-hall, pantalon à rayures et bonnet phrygien, pour mener à bien son entreprise ».

Tous les personnages de la Révolution française sont des stars : Danton, Mirabeau, Camille Desmoulins, Robespierre, Marat, Charlotte Corday. Sans doute, la plupart des Français ont-ils oublié depuis la commémoration le rôle exact des uns et des autres. Mais ils les connaissent. D'autant plus que tous sont quelque chose de décalé, tous ont un « gimmick » : Danton, c'est le col, Marat utilise une baignoire en forme de sabot, Marie-Antoinette frise des moutons et Louis XVI lime des serrures.

L'histoire de France a le mérite de receler des trucs pas sérieux : Roland et son cor de chasse, Jeanne et ses voix, Louis XI et le cardinal Balue dans sa petite cage, Henri III et les mignons, Henri IV et la poulie au poir. Mais durant la Révolution française il y a une vraie troupe de valets, avec des mots d'adultes en quantité invraisemblable : « Ils veulent du pain, qu'on leur donne de la broche » ; « Vous montrerez ma tête au peuple, elle en vaudra la peine. » Il faudra attendre près de deux siècles avec « La mao en la mano » et « Je vons ai compris » pour atteindre ce haut niveau dans la

phrase historique. Et puis il y a les tubes. Ah, ça ira, ça ira, la Carmagnole. Toutes les chansons de la Révolution ont fait un tabac. Jusqu'à la Marseillaise qui dit que si on n'y met pas le hold, y'a des sales étrangers qui vont se pointer dans la banlieue pour égorger nos fils et nos compagnes.

Le film de Jean Yanne a pour titre *Liberté, égalité, choucroute*. « Cette devise, dit le réalisateur, on la découvre dessinée à la craie sur un mur de Paris un soir de fin juillet 1789. Ou plutôt on ne trouve que les deux premiers mots de la devise : Liberté, égalité. Il est à peu près certain que le troisième terme avait un rapport direct avec la nourriture ».

Liberté, égalité, choucroute, raconte l'histoire d'un calife de Bagdad très cruel dont la principale préoccupation est de trahir ses sujets. Il a tout essayé : la lapidation, le garrot, le bâcher, le pal. Il n'est pas très satisfait. Un jour, il apprend qu'une machine à découper les têtes a été mise au point et va être présentée à Paris au « Salon de la torture et des bourreaux ». Le calife organise une caravane pour venir voir la guillotine. Au même moment, la Révolution française éclate « et, dit Jean Yanne, Louis XVI se tire à Varennes. Les deux caravanes, celle du calife et celle du roi arrivent l'une vers l'autre. Comme dans une pièce de Feydeau, tout le monde se croise, personne ne se trouve. Mais on prend les uns pour les autres ».

Dans mon film, les personnages de la Révolution ne savent pas trop quoi faire et retournent facilement leur veste. Ils sont un peu comme à Guignol. Avec des résonances accidentelles avec

l'actualité d'aujourd'hui. Dans la salle du Jeu de paume que j'ai transformée en un immense hall de gymnastique pour donner une couleur plus moderne, Mirabeau et les autres font le serment de s'unir pour rendre à la France sa grandeur, son prestige par tous les moyens, y compris nous unir avec l'adversaire pour être sûr d'obtenir la majorité ».

Jean Yanne vit aux États-Unis depuis 1979. Parce que sa compagne, Mimi Couellier, qui interprète Charlotte Corday dans *Liberté, égalité, choucroute*, a signé à l'époque un contrat avec la chaîne NBC qui la contraignait à rester huit mois par an à Los Angeles. Là-bas, Jean Yanne collabore avec une compagnie prestataire de services pour des tournages européens, et produit et réalise lui-même pour les télévisions canadiennes et européennes des programmes « sur les choses un peu bizarres de la vie américaine ».

Il y a douze ans, Jean Yanne s'était associé avec Jean-Pierre Rassam et avait constitué un groupe de production (Cine Quinon) qui pratiquait une politique d'auteurs (Ferrer, Bresson, Marissey). « Notre idée, dit Jean Yanne, était de permettre aux auteurs de travailler à long terme. Nous voulions signer avec certains metteurs en scène des contrats pour plusieurs films. A l'époque, il nous a manqué un gestionnaire ».

Je vais à nouveau créer une société. Mais uniquement pour réaliser mes films. Peut-être que Marco Polo sera fait dans ce contexte ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Voir les films nouveaux.

Ricardo

UN GRAND THÉÂTRE...

Le dynamisme des années 60 avait porté à un point de non-retour ces grandes idées architecturales que sont la porte d'Italie, le nouveau Belleville, la place des Fêtes et, bien sûr, les Halles avec juste un peu de retard à l'achèvement pour n'avoir pas au garde le meilleur d'un Ricardo Bofill. Dans la même période, les réussites se sont faites fort rares, on le constate maintenant que les démolisseurs qui abîmaient par plaques entières la physionomie de la capitale se sont un peu calmés.

Les nouvelles réalisations parisiennes — en ce qui concerne l'habitat tout au moins — sont mieux « intégrées », comme on dit, et elles ont la modestie de bien vouloir passer inaperçues. A peine si l'on note de petits glissements post-modernistes ou quelques larmes compassées sur l'apparent come du mouvement moderne : un peu de gris, souvent bienvenue, dans ce retour à la modernité...

Les mauvais esprits feront voir que, sans les difficultés économiques que rencontre la

construction, les architectes de Paris feraient preuve de moins de réserve. Et ils souligneraient aussi que, pour contraindre notre optimisme, il s'en passe de belles derrière la gare Montparnasse.

Bofill ? Qui ça, Bofill ? Le même qui construit à Montpellier, le même qu'à Marnes-la-Vallée ? Bofill en plein Paris, grands dieux ! En banlieue, en province, dans les villes nouvelles, passe encore. Là, on dispose des espaces nécessaires, là on n'a peur ni du modernisme, ni du post-modernisme, ni du néo-post. Ni même de faire un piteux garni, de mélanger tout ça et de faire des grands objets qui ressembleraient à n'y méprendre aux barres ou aux tours de triste mémoire, s'ils n'étaient comme passés au brou de noix pour faire plus humain, tout plein de petits décrochements de tressautements, de colonnettes et de frontons.

Déjà, Bofill, à Marnes-la-Vallée, au Palais d'Abrazas, avait déconstruit ou exaspéré les responsables du discours archi-



Un grand ensemble de l'architecte catalan à Montparnasse. Le portique est à la mode, les cours sont nobles et circulaires. Aucun lien avec le quartier, on a vu plus inspiré.

Essais de façades : les colonnes de la modernité.

tectural en poussant cette logique jusqu'au bout, jusqu'à ne faire de l'habitat que le support annexé du décor, de son grand jeu classique. On nous reproche, disent-ils, de faire des monuments pour le peuple, au moment même où l'Etat ne s'occupe plus de construire des monuments. Et, poursuivait-il, pourquoi le peuple n'aurait-il pas droit lui aussi à ses palais, à ses monuments ?

Comme si seul le décor ou bien la vue sur le décor étaient l'essence du palais ou bien du monument. Mais peu importe. Il y

a un certain pittoresque dans ce grand théâtre d'architecture gentiment coloré, et qui confirme combien la marge est tenue entre baroque et classique. D'ailleurs si les habitants sont contents... Et c'est le premier signal à peu près décent — en matière d'architecture — qu'on rencontre venant de l'est pour annoncer la capitale. Pourquoi — et qui — Bofill peut-il bien décaler à Marnes-la-Vallée ? Au contraire, il faut lui être reconnaissant d'être allé au bout de ses tubes, de sa « névrose » néo-classicisante et tendance mégalomaniaque, et de faire la pige à

Bofill

... D'ARCHITECTURE

ceux de ses confrères qui se contentent, par un reste de pudeur, de colonnes tronquées ou d'embryons de fronton.

Les mêmes arguments ne valent plus à Montparnasse, construction d'ailleurs beaucoup plus sage, tant en hauteur qu'en agencement, et plus sobre aussi de décor. Une série de cercles et de demi-cercles presque tangents et qui laissent passer ou sourde un peu d'habitat entre eux. Vestes espères et nobles cours. On note l'humour ravageur de l'architecte catalan, qui inverse le propos moderniste du gros tonneau de verre fumé voisin, rattaché au complexe de la gare Montparnasse et inspiré intégralement dans les années 60 : Bofill, lui, met une simili-pierre en devanture et tapisse de verre réfléchissant l'intérieur de ses cours circulaires. On pourra aussi le louer d'avoir su dégager, grâce à un immense portique (très à la mode, les immenses portiques), la vue sur la petite abside de l'église d'un pensionnat voisin.

Malheureusement, l'ensemble est davantage présomptueux que

pittoresque, et moins somptueux qu'anecdotique. On s'étonne de la pauvre inspiration des motifs décoratifs, des frontons et corniches et, pour tout dire, de la platitude de ce trop grand ensemble. Sans aucun lien, bien sûr avec le reste du quartier, auquel il fait semblant de se raccrocher par l'arrière.

L'étonnement ou l'engouement devant ce type d'exercice surprennent lorsqu'on découvre à Paris d'autres exercices du même style, plus anciens et plus originaux, sinon plus brillants. On compare ainsi avec profit les palais divers de Ricardo Bofill avec certaines séries néo-classiques du septième arrondissement ou, mieux, avec le bâtiment qui réunit les quais de Conti et des Grands-Augustins, à l'embouchure de la rue Dauphine, face au pont Neuf et, par-delà, à la vaillante Samaritaine. C'est épatant, tout de même, comme le terme d'audace architecturale peut facilement changer de sens.

FREDERIC EDELMANN.

* 78-92, rue du Château, Paris (14*).

Sélection

CINÉMA

« Shoah »

de Claude Lanzmann

Un film de neuf heures trente, ce n'est pas usuel. Un document sur le génocide du peuple juif où s'expriment survivants, témoins polonais, et nazis, c'est exceptionnel. L'œuvre de Claude Lanzmann n'est pas seulement une remarquable contribution à l'histoire, elle est aussi une passionnante aventure cinématographique. — C. D.

ET AUSSI : *Musée de l'Homme*, de Michel Mitrani (les tribulations d'un provincial à Paris). La fureur des Indes, de David Lean (l'indianisme romanesque). Au-delà des murs, d'Uri Barak (Arabes et juifs solidaires). Epiques, de Shôhei Imamura (la frénésie de Japen féodal). L'Enfermement, de Jean-Paul Fargier (face à face, Jean-Luc Godard et Philippe Sollers). Le Monde et le Monde, de Satyajit Ray (un couple et l'histoire).

THÉÂTRE

« Ombres de la Chine ancienne »

au musée Guimet

Le vrai théâtre d'ombres, dont la tradition s'est déformée, existe encore dans la province du Shanxi, au nord de la Chine. Pour la première fois, l'une de ses troupes les plus authentiques voyage. Plus que les batailles à grands effets, frappent la beauté des chants dialogués et l'humour. Deux

manipulateurs font glisser de merveilleux nuages. Les silhouettes des personnages, découpées dans des peaux de mouton ou de chameau, ont des couleurs pâles, translucides, comme irréelles. Certaines datent du XVIII^e siècle. Leurs gestes, rares, sont d'une extrême délicatesse. La musique — violon, hautbois, luths à deux cordes, percussions — est la même que celle des opéras traditionnels, et la chant de style Wanyanqiang ne renonce à aucune des subtilités enclenches. Jamais art populaire et art savant ne se sont fondus avec tant de bonheur. (Ou 6 au 10 mai). — 8. R.

ET AUSSI : *Quartier à Nanterre*, Théâtre des Américains (la tendresse des monstres, reflet pour le Fosseil Suivant dans la pièce). La Mission, de Bobigny (développement de l'œuvre). Le Musée au Rond-Point (souvenirs d'un amour). En attendant Goulet à l'Atelier (les rêves de l'absence).

MUSIQUE

« Don Giovanni » et « Capriccio »

Deux événements lyriques auront lieu le même soir à Paris : au TNP/Châtelet, Capriccio, le merveilleux « concert en musique » de Richard Strauss, sa dernière œuvre théâtrale, présentée par la Monnaie de Bruxelles, sous la direction de John Pritchard (les 7 et 9 mai) ; et au Théâtre des Champs-Élysées, pour le début du Festival Mozart de l'Orchestre de Paris, Don Giovanni, de Mozart, mis en scène par Jean-Pierre Ponnelle et dirigé par Baranboim (les 7, 11, 14 et 17 mai, à 19 h 30).

Rencontres

à Arc-et-Senans

Après trois années sympathiques et fructueuses, les Rencontres d'Arc-et-Senans, dans les salons de Nicolas Ledoux, ont éclaté. L'initiateur, Cyril Hurvé,

s'en est allé, et on le retrouvera avec nombre de ses amis à Cluny (du 20 au 27 mai). Une nouvelle équipe reprend son projet, presque inchangé, sous la responsabilité artistique de Sylvie Gazeau : répétitions, ateliers, concerts, tous ouverts au public qui partagera la vie des artistes (Arc-et-Senans, du 1^{er} au 5 mai ; renseignements : (81) 57-48-11). Une scission un peu triste, mais, après tout, il est bon qu'une initiative aussi intéressante essaime en diverses régions. — J. L.

ET AUSSI : *Intégrale de l'œuvre d'orgue de Bach* au Palais de la Musique, par de jeunes organistes (séances réformées d'Auscul, à partir du 2 mai, les lundis et jeudis de mai et juin ; renseignements : 651-72-88) ; *Festival de l'Inde* : musique, danse, architecture, etc. (Séances, de 6 au 10) ; *Orchestre de Saint-Louis (Eura-Lyria)*, dir. L. Guiton avec L. Stern (TNP/Châtelet, le 8) ; *Fraischitz-Messe de Weber* et *Messe en mi bémol de Schubert*, par la NCP, dir. M. Janowski (Saint-Roch, le 6) ; *Sonates et Fugues de Bach* par Lubov Yordanoff (Odéon, les 6 et 13 mai).

JAZZ

La nouvelle génération

en clubs

Virée des clubs. On peut, au pas du promeneur, se faire une idée des nouvelles tendances et de la technique impeccable des jeunes musiciens. Commencer par le *Quotidien Jazz Club*, 59, rue des Gravilliers, avec Xavier Cobo et François Després ; pousser une pointe au *Muséo-Halles* pour écouter François Velly, et terminer sous les voûtes légendaires du *Petit Opéra*, avec un autre pianiste, Eric Barret, rythmique à toute épreuve constituée par le bassiste Furio di Castri et Aldo Romano. — F. M.

ET AUSSI : le *Pandémonium* de François Jommard, à Dunot, les 3 et 4 mai.

DANSE

Etoiles et futures étoiles de l'Opéra

Ils seront tous là le 6 mai, salle Favart, Patrick Dupond, Sylvie Guillem, Karin Averty, Laurent Hilaire, Isabelle Guérin, Eric Vu An, Frédéric Olivier... venus participer à un gala des amis de l'école de l'Opéra placé sous la présidence de Pierre Cardin. Pour un soir les remercier, cinq ans après, les rôles qui les avaient signalés à l'attention du public lorsqu'ils étaient encore élèves chez Claude Bessy. Ils danseront les *Deux Pigeons*, *Daphnis et Chloé*, *Suite de danse*, le *Ball des cadets*, *Soir de fête*, les *Animaux modérés*, et en seconde partie un programme une suite de pas de deux du répertoire. — M. M.

ET AUSSI : *Quelques pas graves de Ballo* à l'Opéra de danse noble revus par Françoise Lancelotti. John Neumeier au Théâtre de la Ville (troisième programmation). Kikla Gresson à Saint-Germain (deuxième programmation). Gloria au Théâtre 13 (sur les improvisations musicales). Graciela Martínez à Châtelet (une fois qui parle de danse).

EXPOSITIONS

Giorgio Morandi à Marseille

Une grande exposition. Elle réunit une bonne soixantaine de peintures et autant d'œuvres sur papier — aquarelles, dessins et gravures — du Bolognais, dont on n'avait pas eu depuis longtemps l'occasion de voir l'œuvre aussi largement déployée. Une œuvre douce et belle, façonnée en marge de l'histoire et des courants dominants de l'art du XX^e siècle. Où sous le voile de quelques objets ordinaires, sous l'empire d'une bouteille, d'une carafe et d'un bol inégalement questionnés, c'est la peinture elle-même qui est donnée à voir. — G. B.

ET AUSSI : Jean Dubuffet. Dessins américains contemporains de la collection De Miani, à l'école des Beaux-Arts. Jean Arago, au musée des Arts décoratifs.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LES IMMATERIAUX. Espaces concrets, 5^e étage. Jusqu'au 15 juillet.

IMAGE ET SCIENCE. Jusqu'au 20 mai. LA VOIX. Maitre et élève. Jusqu'au 10 juin. FERNANDO PESSOA. Poète parlier 1889-1935. Grand foyer. Jusqu'au 27 mai. BPL.

DES YEUX AU BOUT DES DOIGTS. Les joies de la plume. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 22 juin.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-11-33).

Musées

JAMES TISSOT, 1834-1902. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 4x13 de J.-H. Larigot. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (104-34). T.J., de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

13^e BIENNALE DE PARIS. Grande halle, place de la Vilette (256-45-11), sauf lundi (et de 12 h à 20 h) ; sam. et dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 19 mai.

GRAVEURS FRANÇAIS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Louvre, Pavillon de Flore, entrée porte Juvisier (260-29-25), sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F. (Gratuit le dimanche). Jusqu'au 6 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART, 1980-1984. Musée du Louvre, entrée porte Saint-Germain/Auxerrois. (Voir ci-dessus) Jusqu'au 17 juin.

GEORG BAESELTZ. Gravures et sculptures. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (296-36-34). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 mai.

MARC RIBAUD. Photos choisies, 1953-1985. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 5 juillet.

ANDRÉ WARIN (1885-1969). Critique d'art et chroniqueur. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 juin.

PATRICK LEFEVRE. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mai.

JEAN AMADO. Le conte et la pierre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; Dim., de 11 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les médias publicitaires de l'année 1984. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-14-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 9 juin.

SALVADOR DALL. Deux endoctrinés et trois cents œuvres originales. Musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tourneville (633-01-40). Jusqu'au 31 juillet.

PIERRE BAUDOUIN. 49 aquarelles de peintures de 1947 à 1970. Musée de la SEITA, 12, rue de Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai.

RAYMOND MARTIN A LA MONNAIE. Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 17 h. Jusqu'au 31 mai.

RODIN. Cinquante photographes contemporains (Drohen, Halle, Barret, Tizand, Triltsch). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 45. Entrée : 12 F. Dim., 6 F. Du 3 mai au 30 septembre.

TRIENNALE EUROPÉENNE DE SCULPTURE. V^e Exposition internationale de sculpture. IF Exposition internationale de sculpture et sculpture de sculpture. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 45. Entrée : 12 F. Dim., 6 F. Du 3 mai au 30 septembre.

SAINT-PAUL-AUS-LOUIS. Les habitants célèbres. Musée de Montmartre, 12, rue Corvis (16-61-11). Sauf lundi, de 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h 30 à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 juin.

LE VOYAGE DU RHIN. Maison de Victor Hugo, 6, place des Vosges (272-6-65). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 juin.

FÊTES TRADITIONNELLES EN CHINE ET AU JAPON

Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (272-99-42). Sauf dim. et dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 juillet.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

MUSÉE IMAGINAIRE DES ARTS DE L'OCCÉANIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (342-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 30. Entrée : 16 F. Dim., 8 F. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Centres culturels

CHRISTOPHORE-HUGH WEISS. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 mai.

L'AUDE. UN PATRIMOINE VIVANT. Cmh, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). T.J., de 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 2 au 30 mai.

LES PHENES ABSTRAITS WALLOIS. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 mai.

DUBUFFET. Les lendemains de l'Europe, 1974-1984. CINQUANTE ANS DE DESSINS AMÉRICAINS, 1930-1980. Ecole des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Du 2 mai au 16 juin.

NOUVELLES DIRECTIONS DE L'ARCHITECTURE MODERNE. F.A.C. - TSCUMI A LA VILLETTE. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 18 mai.

EXPOSITION SPÉCIALE D'ARCHITECTURES. ESA, 254, boulevard Raspail (322-43-70).

SHOGUN. Espace Cardin, 1, avenue Gabriel (266-17-30). T.J., de 10 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 14 mai.

LAQUES CONTEMPORAINES. Bibliothèque Forney, 1, rue de la Figueur (278-14-60). Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 22 juin.

LA RELIURE EN BELGIQUE AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES. Bibliothèque de l'Annam, 1, rue de Sully, 86 et 87, de 12 h à 17 h. Entrée libre. Du 3 au 31 mai.

QUATRE FRANÇAIS EN AMÉRIQUE. Abellia, Bouchemy, Ryan, Sessé, American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam. de 12 h à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

PHOTO-DESIGN. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mai.

EXPOSITION DES RÉSIDENTS. Peintures, gravures, photographes, sculptures. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (278-71-72). T.J., de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 mai.

ART CONTEMPORAIN DANOIS. B. Lindner, A. Stæbel, J. Børgard, O. Christensen. Maison de Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 13 h à 19 h, dim. et fêtes, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 mai.

BENGT OLSON. - ASTRID HJORT. Paysan. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedi et dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

QUATRE ARTISTES LUXEMBOURGEOIS. Égloff, Fissler, Deville, Ritz. Unesco (salle des Pas-Perdus), 7, place Fontenay (568-22-16). Du 3 au 15 mai.

ŒUVRES D'ARTISTES ÉTRANGERS. Galerie Bernas, 31, avenue G. Bernas, Sauf dim., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 mai.

HOMMAGE À VASCO POPA. Maison de la Poésie, 101, rue Rambuteau (236-27-53). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée libre. Du 2 mai au 1^{er} juin.

LES SALONS DE PEINTURE

Maitres anciens. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA PEINTURE POUSSEE À BOUT. Abarth, Buchsbaum, Isen, Landau, Maier, Wolman, Galerie Weiler, 5, rue Givrol-Cour (326-47-68). Du 3 mai au 30 juin.

LE FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

LA FIN DU SIÈCLE, C'EST POUR DEMAIN. Galerie J.-M. Tassel, 17, quai Voltaire (261-02-01). Jusqu'au 29 juin.

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS. Damiens et la sculpture. Galerie de l'Hôtel de Ville (666-12-77). Jusqu'au 20 mai.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Les maîtres de la restauration des œuvres d'art. Centre culturel, 22, rue de la Belle Feuillie (684-77-79). T.J., de 10 h à 21 h. Dim., de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 juin.

CORREIL-ESSONNES. Joël Kerman, rec. des peintures. CAC Pablo-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (089-00-72). Sauf lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 16 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

CRETEIL. 32,5. Dix-huit artistes français contemporains. Maison de la culture, place Salvador-Allende (899-94-30). Jusqu'au 30 juin.

ISSY-LES-MOULINEAUX. Henri Matisse. Fondation d'Art (1909-1917). Musée Municipal, 16, rue Auguste-Gervais. Sauf le lundi et le mardi matin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 juin.

IVRY-SUR-SEINE. Boissière d'art monumental d'Ivry. Galerie F.-Léger, 95, avenue Georges-Gonnet (670-15-71). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Du 3 mai au 1^{er} juin.

MONTEUIL. XXX. Salon d'art contemporain - Raulo. 2, rue de la République (656-52-52). Du 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

PONTAISE. Sculptures du XX^e siècle. Musée Tave-Delaunay, 4, rue Lanchier (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 21 mai. - Florent Damiens. Sculptures. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai.

En province

BEAUVALLÉE. Édouard Bernas. Galerie nationale des Beaux-Arts, 1, rue Saint-Pierre (448-24-53). Jusqu'au 29 septembre.

BESANCON. Victor-Hugo au musée. Musée et souvenirs. Musée des beaux-arts, 1, place de la République (81-05-12). Jusqu'au 13 juin.

BRIVE. Mahdi Qutbi. Peintures écrites. Chapelle Saint-Libéral (74-90-15). Jusqu'au 19 mai.

CAHORS. Camille Mouton-Béret, 1980-1985. Musée des beaux-arts et de la sculpture, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 20 juin.

CLERMONT. Dessins de Gironde, 1767-1824. Musée des beaux-arts, place de la Saline-Clément (30-31-11). Jusqu'au 6 juin.

CLERMONT. Les figures aux romanesques en terre cuite. Musée archéologique, 5, rue Docteur-Maret (30-88-54). Jusqu'au fin août.

DUNKERQUE. Jean Messegier. Musée d'art contemporain, avenue des Beaux-Arts (51-45-15). Jusqu'au 10 juin.

FONTENAY. Jean-Michel Allard. Les images peintes. Abbaye Royale (51-79-30). Jusqu'au 3 juin.

GRENOBLE. Les châteaux, le décor et le musée. Musée Dauphinois, 30, rue Maurice-Gignoux (87-66-77). Jusqu'au fin décembre. - Présences artistiques de la région : dix-neuf peintures de Maroc. Musée de peinture, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 3 juin.

LYON. Beaux-Arts. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-E.-Herriot. Jusqu'au 13 mai. - Beaumont, Raymond, Tremblay, Vissière : Séjours artistiques. Lieu, centre d'échange de Perrière (842-27-39). Jusqu'au 14 mai.

MARCO-EN-BARGEUIL. Auteur de Gargamelle à Pont-Aven, 1886-1894. Septentrion (44-26-37). Jusqu'au 22 juin.

MARSEILLE. Giorgio Morandi. Musée Cantini, 19, rue Grignan (54-77-53). Jusqu'au 18 juin. - Les photographes : André Bonnaud, Pierre Bory, Michel, etc. Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 18 mai.

MENTON. Hommage à Léopold, 1899-1971. Rétrospective Palais de l'Europe (57-57-07). Jusqu'au 18 mai.

MONTAUBAN. Rencontres d'Art 1985 : Graines singulières de Miani. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 27 mai.

MULHOUSE. Tassilo Altmann. Tapissier, peintre, potier. Galerie AMC, 7, rue Alphonse Engel (43-63-95). Jusqu'au 25 mai.

NIMES. Objets de l'habitat antique de la région archéologique. - Il était une fois en France : l'archéologie, le musée, le site. Musée archéologique, 13, boulevard Armand-Courbet (67-25-57).

ORLÈANS. Georges Roussin. Musée des beaux-arts, place Sainte-Croix (53-39-22). Jusqu'au 2 juin.

POITIERS. Olivier-Moquet 65-85. Musée Saint-Croix, rue Saint-Simplicien (41-07-53). Jusqu'au 15 juin.

LES SABLES-D'OULONNE. Robert Coues, R

COMMUNICATION

L'offensive de M. Hersant en Belgique

Bruxelles. - « Hersant, ça home ! ». Le mot qui circulait en Belgique, des dirigeants de presse au rotativistes, vient de faire mouche. M. Robert Hersant a renoncé, jeudi 25 avril, à exploiter le journal *la Province*, diffusé dans la région de Mons.

C'est un coup de théâtre, dans une affaire dont les rebondissements multiples secouaient la petite ville du Borinage et même la nation tout entière. Et un échec retentissant, disent ses adversaires pour l'éditeur français. En effet, depuis l'arrivée du « magnat » étranger sur son sol, la Belgique est en ébullition. En treize ans, cinq titres (1) dans son escarcelle et un strapontin au sein du plus grand quotidien francophone, le *Soir*.

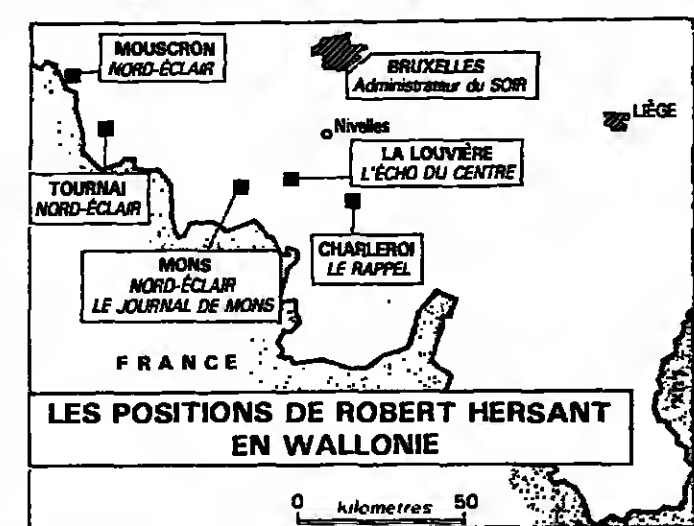
Dans cette affaire, seule la presse flamande est restée placide. Sa concentration, sa prospérité décourageaient tout « cow-boy » venu d'ailleurs. En revanche la presse francophone, avec ses quelque vingt-quatre quotidiens, a dû mal à encaisser ces secousses. En pleine restructuration financière, elle colmate difficilement ses lézards, celles justement par lesquelles s'insinue Robert Hersant. D'autant qu'ici comme ailleurs, notamment dans le secteur publicitaire, la concurrence de l'audiovisuel aiguise les appétits. La Belgique est en effet le pays le plus câblé du monde. Sa capitale est déjà irriguée par seize chaînes européennes. Et, sur ce terrain, Robert Hersant veut aussi être présent. Jean-Marie Cavada, un de ses adjoints pour « Téléurop », projet de chaîne à diffuser par câble, n'a-t-il pas sollicité une rencontre avec les responsables de la télévision publique francophone, la RTBF.

Alors, une question se pose : le directeur du *Figaro* a-t-il définitivement abandonné la « partie » belge ou bien se s'agit-il d'un repli tactique ? La réponse à cette question tient sans doute dans les négociations qu'il a entreprises.

Que s'est-il donc passé le 25 avril ? M. Hersant abandonne l'exploitation et la location de la *Province* qu'il avait conquise après une incroyable bataille juridique. La raison ? Ce quotidien qu'il édite depuis le 19 avril se vend mal ; trois cents exemplaires au lieu des seize mille habituels. Lecteurs, libraires, journalistes et même magistrats contestent l'irruption de l'étranger trop zélé. L'Association des éditeurs belges envisage même un éventuel procès pour dumping. Car leur concurrent venu de France propose des ristournes aux libraires défilant toute loyalité. Ajoutons aussi que la rédaction de la *Province* a lancé, quelques jours avant, un nouveau journal, la *Nouvelle Gazette du Borinage*, pour contrer l'initiative du patron de presse français. Et le succès de la gazette avait de quoi le faire réfléchir. Mais le revers que Robert Hersant vient d'essuyer à Mons a des échos bien au-delà des frontières de la ville. En effet, depuis des mois, plus d'un éditeur belge se sentait prêt à collaborer avec l'entrepreneur français. Ce dernier reçu plus d'offres qu'il n'en sollicitait, affirme-t-on. Il voulait certes s'étendre en Wallonie, mais pas à n'importe quel prix, comme vient de l'illustrer la rocambolesque histoire de la *Province*. Les contacts en cours - dont ceux avec les dirigeants du *Peuple* (tendance socialiste) - vont sans doute se faire plus

discrets, voire marquer le pas. Mais, dans cette « bataille du Hainaut », l'affaire de Mons n'est pas le « Waterloo » de Robert Hersant, pour reprendre l'expression de journalistes belges. Pourquoi le directeur du *Figaro* quitterait-il la Belgique ? Certains de ses collaborateurs belges laissent entendre que la stratégie à terme n'est pas remise en cause. Et Robert Hersant dispose actuellement d'une solide position dans la province du Hainaut (cf. carte). Ses trois éditions belges de *Nord-Eclair* créées en 1972 - à Tournai, à Mouscron et à Mons - se vendent bien. Il est également présent à Charleroi, avec le *Rappel* acquis en octobre dernier. Il l'est à La Louvière, avec l'*Echo du Centre*.

De notre envoyée spéciale



et à Mons, avec le *Journal de Mons*. Sur ces cinq principales villes du Hainaut, il diffuse entre quarante-cinq mille et cinquante mille exemplaires chaque jour.

Ses quotidiens sont - autre avantage - liés à diverses radios libres susceptibles d'attirer de la publicité. « Ce n'est pas si mal », estiment certains experts belges.

Coup de poker

Ce n'est pas tout. Robert Hersant est aussi à Bruxelles. Depuis deux ans, il siège au conseil d'administration du *Soir*. Certes, il n'y dispose d'aucun pouvoir et ne vient guère aux réunions. Mais quel meilleur poste d'observation pourrait-il avoir ? « Le *Soir* est déjà dans la bergerie », disent ses adversaires. C'est à la faveur d'une querelle de famille, au sein du groupe Rossel, qu'il obtint ce poste. Une nouvelle « bisbille » familiale, toujours possible, pourrait lui donner plus de pouvoir. Les journalistes du *Soir*, groupés en société de rédacteurs, s'y opposent avec vigueur.

Mais quel objectif vise donc Robert Hersant ? Le principal intéressé refuse toute déclaration à ce sujet et plus encore depuis son « échec » à Mons. Les hypothèses ne manquent pas. Selon les uns, Robert Hersant voudrait rentabiliser son imprimerie de Roubaix - d'où partent déjà les éditions belges de *Nord-Eclair*. Pour ce faire, il rachèterait l'ère sur titre et rapatrierait ainsi des travaux d'impression supplémentaires.

« Mais non ! », rétorquent d'autres experts. M. Hersant, ajoutent-ils, est avant tout un « homme de presse ». Il viserait la création d'un futur quotidien régional (2), après regroupement puis disparition de titres en détresse, de la frontière française à la frontière luxembourgeoise. Seulement voilà, présentent ces experts, « un obstacle reste à franchir ». Pour être admis au sein de l'Association des éditeurs belges qui, jusqu'à présent, refusent de se concurrencer, celui-ci doit au minimum imprimer sur le sol belge et le faire dans le cadre d'une société de droit belge. C'est aussi la condition pour bénéficier des subventions publiques non négligeables dans le secteur de presse.

Robert Hersant se préparait-il à ouvrir une imprimerie en Belgique, à Nivelles dans le Brabant wallon ou ailleurs ? Des contacts sont en cours. Des éditeurs belges semblent intéressés. Mais le coup de poker raté à Mons fait clore bien des bouches. Sur leur métier à tisser les hypothèses, les experts se remettent prudemment à l'ouvrage. Il est trop tôt pour mesurer toutes les conséquences de l'affaire de Mons.

Les éditeurs francophones, sur l'instinct, ont « victoire ». Les coups de boutoir de leur concurrent français les a, de fait, stimulés. Ils ont révélé des failles. Ils renforcent des liens. Ce n'est pas inutile au moment où il faut trouver des capitaux pour se moderniser et avoir des idées pour un nouveau style. Car tel est le prix de la survie pour les titres quotidiens confrontés à l'explosion audiovisuelle.

Seize chaînes de télé

Mais chacun, avance à sa façon. Le *Soir*, développe depuis peu de grandes enquêtes sur des thèmes populaires tels « Bruxelles, votre vie quotidienne », avec affichage et spots publicitaires.

Pour sa part, la *Libre Belgique* grand quotidien catholique conservateur, vient de faire « lifter » sa maquette par *Editorial*, un cabinet parisien spécialisé dans les quotidiens. Augmentation de capital et désignation d'un PDG le 29 avril. *De Standaard*, journal flamand en faillite il y a neuf ans, est remonté en première ligne. Il s'est diversifié en créant, notamment, un deuxième quotidien d'audience plus populaire. Aujourd'hui, il investit 1 milliard de francs belges dans de nouveaux équipements.

Bref, en Belgique, à en croire de nombreux éditeurs, la presse écrite peut avoir de beaux lendemains, malgré la concurrence de l'audiovisuel. Ce dernier peut même devenir le partenaire d'avenir, pour se renforcer sur le marché publicitaire.

Le rêve, depuis peu, devient réalité. Le 24 avril, RTL-Belgique, qui possède sa chaîne de télévision, et l'ensemble des éditeurs francophones de quotidiens ont passé un accord de principe « de collaboration et de participation », en attendant de signer une convention. Cet accord devait assurer aux éditeurs, dès le 16 septembre, un quart

de M. Albert Du Roy entre d'« l'Événement du jeudi ». L'ancien directeur (démismissionnaire) de la rédaction d'Antenne 2. M. Albert Du Roy, a accepté l'offre de M. Jean-François Kahn, fondateur de l'Événement du jeudi ; il devient, à égalité avec M. Jean-François Held, coordonnateur de l'hebdomadaire. M. Du Roy avait été sollicité par M. Kahn, dès la fondation de l'Événement, en novembre 1984.

De nombreux quotidiens

La Belgique, avec près de 9 900 000 habitants, possède une quarantaine de quotidiens. Un lecteur pour cinq Belges : c'est beaucoup. À titre de comparaison, c'est trois fois plus qu'en France et quatre fois plus qu'en Italie.

Sur le plan statistique, la réalité reste floue. Car, contrairement à ce que font en France l'OND et le CESP, le Centre d'information sur les médias (CIM) ne contrôle que 80 % des données. Celles-ci sont appréciées en terme de « tirage » et non de diffusion. Enfin, elles sont fournies par les groupes de presse qui ne distinguent pas toujours leurs divers titres.

Voici, pour les principaux titres, une estimation des statistiques les plus récentes. C'est une moyenne quotidienne établie sur l'année 1983.

LES FRANCOPHONES	TIRAGE	LES NÉERLANDOPHONES	TIRAGE
<i>La Libre Belgique</i>	115 000	<i>De Standaard</i> (+ <i>Gedrukt en Het Nieuwsblad</i>).....	353 315
<i>Le Soir</i>	224 394	<i>Het Nieuws van Limburg</i>	96 345
<i>La Nouvelle Gazette</i> (+ la <i>Province</i>).....	76 971	<i>De Morgen</i> (+ <i>Vooruit</i>).....	54 841
<i>La Région</i> (+ l' <i>Echo du Centre</i> + le <i>Journal de Mons</i>).....	39 000	<i>Groupe Elzevir</i>	311 000
<i>La Journal de l'Industrie</i> + le <i>Peuple</i>	40 000	<i>Groupe Het Volk</i>	204 627
<i>La Meuse</i> (+ la <i>Lanterne</i>).....	123 371	<i>Groupe de Vrij</i>	125 448
<i>Vers l'avenir</i> (+ le <i>Courrier de l'Escaut</i> + le <i>Courrier et l'Avenir de Louvain-la-Neuve</i>).....	128 264		
<i>Nord-Eclair</i>	41 765		

Source : Presse Actualité, février 1985. Article de M. José Manuel Nabe-Correa, professeur de journalisme à l'Université libre de Bruxelles.

Source : l'*Echo de la presse et de la publicité*, avril 1985.

PAUL NEWMAN
Producteur, réalisateur, interprète de :

« L'affrontement » à 21 h. **CANAL+**

Ah... Si vous étiez abonné !

LE DÉBAT SUR LES DROITS DES CRÉATEURS

Le torchon brûle entre auteurs et producteurs

« Sans nous il n'y a pas d'œuvres, pas de cinéma, pas de télévision. » Et ils applaudissent tous : François Giroud, Yves Boisset, Alain Decaux, Pierre Tchernia, Marcel Ophüls, Bertrand Tavernier et quelques deux cents autres auteurs et réalisateurs, venus le 29 avril à l'Hôtel Méridien, à l'appel des sociétés d'auteurs. La raison de cette mobilisation : une loi qui fait du producteur audiovisuel le seul gestionnaire des droits des auteurs pour toute exploitation présente et future des œuvres. Une loi qui, votée l'an dernier par l'Assemblée nationale, « aggravée » par le Sénat le mois dernier, risque d'être entérinée le 20 mai prochain en troisième lecture.

« Comment a-t-on pu en arriver là ? » Voilà ce que les auteurs ne comprennent pas. Comment un tel consensus, de la droite à la gauche, a-t-il pu se développer à leur insu pour les dépouiller de leurs droits ? « Il y a aujourd'hui en France un

culte de l'entreprise, répond Claude Santelli, seule capable, aux yeux des pouvoirs publics, de développer la création. Les auteurs, eux, ont toujours l'air de quémander un pourboire, alors qu'ils défendent à la fois leur être et la culture. »

Mais plus que le gouvernement - dont on reconnaît qu'il a fait « beaucoup de choses pour l'art et les artistes » - l'accusé principal, c'est le producteur. C'est lui qui transforme l'œuvre en marchandise, l'exploite sans hésiter à la troquer ou à l'entrepreneur de spots publicitaires, la vend sans rémunérer les créateurs. « Pour son film *Tootsie*, Sydney Pollack a reçu en droits trois millions de dollars et un avion, raconte M. Jean Mathysen, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD). Pour fêter le million d'euros de la *Chèvre*, Gaumont a offert à François Weber un porte-cigars. »

Rien ne va plus entre les partenaires de la création audiovisuelle. Les producteurs ont persuadé cabinets ministériels et parlementaires que les cinéastes français étaient trop fragiles pour qu'on les laisse seuls maîtres à bord. Les auteurs, eux, veulent prouver qu'ils sont les seuls garants de la création et en appellent au ministre de la culture, au président de la République. Divorce entre talent et argent, pétitions de noms illustres contre logiques d'entreprise : les industries de la culture nous proposeraient-elles une nouvelle adaptation du vieux scénario de la lutte des classes ?

La situation est d'autant plus préoccupante que l'audiovisuel français ne peut pas se payer le luxe de conflits internes. Les remous législatifs qu'il traverse, la puissante concurrence internationale qui le cerne, sont déjà des handicaps suffisants. Sociétés d'auteurs et producteurs prétendent chacun être les meilleurs défenseurs de la création. Leurs intérêts sont aujourd'hui trop divergents pour qu'on puisse espérer les marier. A défaut, la loi proposée par M. Jack Lang peut les rendre financièrement solidaires. Avec suffisamment de transparence de chaque côté pour qu'auteurs et réalisateurs ne se sentent plus grugés et que les adversaires redevenaient partenaires.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Au « Matin de Paris »

Journée de consultation pour M. Max Théret

Au *Matin de Paris*, M. Max Théret, directeur de la publication, a consacré sa journée de lundi 29 avril à recevoir les membres de la rédaction, service par service, afin de connaître leurs sentiments exacts vis-à-vis de la restructuration qu'il souhaite mettre en place à la tête du journal, dont M. Max Gallo serait l'un des éléments. Des précisions sur la situation financière du quotidien devraient être données lors de la réunion du comité d'entreprise, prévue jeudi 2 mai.

A l'issue des consultations de lundi - « trop tardives, confiait un journaliste ; depuis deux mois c'est le black-out » - l'expression dominante était le refus massif des projets de M. Théret par les deux principaux services du *Matin de Paris* : la politique intérieure et l'étranger. Ce qui, si l'impression se confirmait, amputerait le journal de la moitié de sa rédaction actuelle. Signalons en outre la démission de M. Maurice Achard, responsable du service « médias », qui entretient, le 1^{er} juin, à la rédaction en chef de l'hebdomadaire *Médias*.

GRATUIT
AVEC LE QUOTIDIEN DU JEUDI 2 MAI (DATÉ VENDREDI 3)



LE GUIDE DE LA MICRO-INFORMATIQUE

Un supplément magazine du « Monde »
72 pages en couleurs

- Le guide du SICOB. • Les tableaux complets des matériels et des programmes disponibles en France.
- Les logiciels « amicaux », une nouvelle génération de programmes.
- La micro-informatique à l'école. • L'industrie de la micro en France et à l'étranger.

Le Monde

Chez votre marchand de journaux

emploi régional

INGENIEURS DEBUT

MECANIQUE
PRECISION
THERMODYNAMIQUE

emploi international

ING EXCHANGE

GENERAL D'EPANDRE ET

FRANCEVILLE-GABON
PROFESSEURS

DIRECTIONS

Directeur

91-82

سكزا عن الامم

555 من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Jeudi 2 mai 1985 - Page 23

	La ligne	La ligne YTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col*	La ligne/YTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,87
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressivité selon surface de nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

1ère compagnie aérienne régionale.

Dans le cadre de notre développement nous souhaitons intégrer dans notre équipe basée à Dinard des

INGÉNIEURS DEBUTANTS HF

Spécialisés en maintenance aéronautique de formation: ENAC, INAC, ENSICA.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence ID au Service du Personnel T.A.T. - BP 0237 - 37002 TOURS cedex.

MECANIQUE DE PRECISION ET AVIONIQUE

Société spécialisée en fabrication à dominante aéronautique recherche pour établissement situé à 120 km ou Sud-Ouest de Paris

INGENIEURS MECANICIENS A.M. ou équivalent

Débutant ou ayant déjà quelques années d'expérience pour renforcer son équipe d'ingénieurs ou conduire un atelier de fabrication. Possibilité de logement de fonction. A ce titre, votre compétence et vos succès vous permettront d'évoluer au sein de notre société.

Ecrire avec CV, photo et prêt, sous réf. 10207 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

(importante banque de la place de Bruxelles)

Cherché, en vue d'élargir son équipe d'arbitragistes

FOREIGN EXCHANGE DEALER

expérimenté dans le change au comptant

Le candidat idéal devrait être âgé de 25 à 35 ans et être capable d'animer une équipe.

Salaire en relation avec l'expérience acquise.

Faire offre avec curriculum vitae détaillé et prétentions à :

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

Service du personnel
rue de Fossé-aux-Loups 48
1000 BRUXELLES

INSTITUTION ALTOGOVEENNE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

GILBERT ONDIMBA

FRANCEVILLE-GABON

Établissement privé, accrédité pour le contrôle scolaire 1985-1986 :

PROFESSEURS

Niveau licence ou maîtrise dans les disciplines suivantes : (1^{er} et 2^{ème} cycles) mathématiques, sciences physiques, sciences naturelles, français, langues, anglais, éducation musicale et technique, sciences économiques.

Envoyez DOSSIERS COMPRENANT : diplôme universitaire, copies certifiées de diplômes, certificat médical, carte professionnelle, état de service, fiche d'état civil. Minimum trois ans d'expérience dans l'enseignement.

CONDITIONS : salaire selon votre diplôme et expérience. Logement gratuit, sécurité sociale, voyage retour sans frais les 1^{ers}.

Recevez : Comité de gestion de l'A.E.S. BP 13261 Libreville (Gabon) AVANT LE 15 MAI 1985

TERRES DES HOMMES

cherche pour son programme orthopédique au NEPAL

UNE INFIRMIÈRE ANESTHÉSIOLOGUE

expérimentée réf. 11100.

La candidate sera chargée de l'entretien, de la supervision et de la formation du personnel infirmier local. Partir avec connaissance de l'anglais.

Contrat de 2 ans. Disponibilité : au plus vite.

Les personnes intéressées demanderont la notice explicative et le formulaire de candidature à :

TERRES DES HOMMES, Case postale 309 1000 LAUSANNE S.

Le Centre hospitalier d'AURILLAC (19)

recrute par concours sur titre

UNE PSYCHOLOGUE

Date limite 1^{er} juin.

Renseignements auprès du Directeur - Tél. (071) 48.68.66, poste 3066.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÈRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'un « Monde Publicité » ou d'une agence.

1ère compagnie aérienne régionale.

Dans le cadre de son développement recherche pour compléter sa Direction financière à Tours.

CADRES FINANCIERS ET COMPTABLES HF

Assurant les fonctions d'AUDIT interne.

Cadres confirmés, les candidats de formation de type:

DECS, ESSEC, SCIENCES PO éco-fi...

Justifiant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence CC/DF au Service du Personnel T.A.T. - BP 0237 - 37002 TOURS cedex.

Important établissement industriel de l'État Région Ouest Littoral

recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

éventuellement débutant, libéré obligations militaires, formation mécanique et hydrodynamique souhaitée pour fonctions d'ingénieur de développement de systèmes d'intervention sous-marine. Travail d'équipe. Tâches de conception et d'évaluation en relation avec l'industrie.

Ecr. avec C.V. dét. et ph. sous n° 7.172

le Monde Pub., service annonces classées,

5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

LA DIVISION CONSEIL ET INGÉNIERIE INFORMATIQUE DE SLIGOS

en forte expansion, renforce son équipe d'ingénieurs de haut niveau intervenant auprès des Dirigeants et Chefs de Services Informatiques de grandes entreprises et administrations. Elle recherche :

DES PLANIFICATEURS EN INFORMATIQUE DES CONCEPTEURS DE SYSTÈMES D'INFORMATION DES ARCHITECTES EN BUREAUTIQUE ET MICRO-INFORMATIQUE

Les candidats âgés au minimum de 30 ans auront une très solide formation supérieure et d'indiscutables qualités de communication.

Ils pourront justifier :

- d'une réelle expérience de méthodes de planification et de conception informatique,
- de réussite majeure dans des spécialités techniques,
- d'une maîtrise parfaite dans la conduite d'opérations informatiques d'envergure dans différents domaines d'application.

La connaissance approfondie d'un secteur d'activité (Industrie, Banque, Distribution, Assurance, Administration...) sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence SIT/AS à : Anna STAROSWIECKI - SLIGOS DCI - 26, rue des Pavillons, 92800 PUTEAUX.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur des comptabilités

Notre entreprise en expansion constante depuis sa création en 1975, a atteint un C.A. de 300 Millions de F. en 1984. Ses activités sont internationales et des agences et filiales viennent d'être créées aux USA et à MONTREAL. Nous recherchons le Directeur des comptabilités. Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien confirmé de la direction de service comptable, ayant une formation de finaliste de l'expertise et dont l'expérience a été acquise en Cabinet et en Entreprise. La pratique de la langue anglaise est demandée. Lieu de travail : Paris. Adressez lettre man. et C.V. sous réf. 23711/M à Madame FOURNIAT. Sélégos-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92518 BOULOGNE

Sélégos
CEGOS

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONES

555-91-82

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VIVEZ VOS AMBITIONS DANS LE MARKETING INTERNATIONAL ET PROGRESSEZ DANS UN CONTEXTE DE HAUTE TECHNOLOGIE

Près de la moitié du C.A. à l'export. Cette compétitivité sur les marchés internationaux, la Division Télécommunications de THOMSON-CSF (3.000 personnes dont 550 ingénieurs et Cadres) n'a pu l'acquiescer que par sa compétence incontestée dans le domaine d'équipements et grands systèmes de radiocommunications à usage militaire et civil. Souhaitant encore accroître sa pénétration à l'étranger, elle vous propose au sein d'une petite équipe, basée en proche banlieue nord de Paris, de prendre en charge des études de marché et des analyses stratégiques pour une gamme de produits ou une zone géographique donnée. Au contact des réalités commerciales du terrain, vous pourrez évoluer tout naturellement à court terme dans un poste opérationnel dans la grande exportation.

Dans l'immédiat, merci d'adresser votre C.V. à notre Conseil Jacques SCARNOFF, EGOR TECHNOLOGIES, 19, rue de Barri, 75008 PARIS.

JEUNE HEC,
ESSEC, ISA, INSEAD

THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS



"Ce n'est pas quand on roule - C'est quand qu'on attrappe une contredanse on s'arrête"
C'est peut-être pourquoi il y a tant de contredanses en France

On ne roule pas assez - Un rien nous arrête.

Pour rêver - Se plaindre - Pleurer - Pestier - Protester - Revendiquer - Nier - Adjurer - Gémir - Menacer - Supplier - Ou ne rien faire.

Et le Monde nous tombe dessus.

La nostalgie - la mélancolie - la pluie - la sécheresse - le percepteur - la maladie - les ennus - l'ennui - le désenchantement - la peur du lendemain - toutes les peurs - le chômage - les contredanses.

Il faut rouler pour éviter le pire et cueillir le meilleur

"Nous roulons pour notre clientèle"

Nous analysons et nous anticipons ses besoins. Nous traduisons en principes simples et en langage accessible tout ce qui se rapporte au patrimoine (constitution ou gestion) ou à la consommation différée (épargne-retraite). Nous offrons notre service pour privilégier l'individu en lui évitant tous les syndromes du traitement de masse.

"Nous roulons pour vous"

Nous vous sélectionnons à partir de critères humains, individuels et non systématiques. Vous nous choisissez au moins autant que nous vous distinguons.

Nous vous formons longuement (8 mois) et complètement en assumant la charge considérable de cet investissement.

Nous vous rémunérons selon un mode souple, adapté à vos mérites et à vos résultats, à partir d'une conception, large, de la rémunération.

Nous avons toujours refusé les plans de carrière. Pour des raisons philosophiques, mais aussi parce-qu'insister sur l'évidence relative de Pierre DAC :

Notre CA a augmenté de 400 % en 5 ans.

Il faut des hommes et des femmes de tout niveau pour y faire face

Nous n'avons jamais de contredanse : nous n'arrêtons pas de rouler.

Bien sûr, il faut nous prendre en marche.

D'où quelques accidents ! pour ceux qui ne roulent pas aussi vite que nous.

- Modèle type du véhicule : 25 ans ou moins.

- Puissance : formation commerciale minimum BAC + (Bricolage génial examiné avec faveur)

Envoyer BANQUE Pub 18, rue Léon 75018 Paris

(par avance merci de préciser s'envoie réf. 85304)

Participez à l'avancée technologique

Filière d'un important groupe d'ingénierie informatique pour créer un nouveau centre de compétences et recherches des :

Consultants et ingénieurs productique

Dans un contexte international, ils travailleront sur des applications de :

- CAO/FAO
- GESTION DE PRODUCTION
- CONTRÔLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS
- TEMPS REEL CIVIL
- ATELIERS FLEXIBLES.

Les candidats recherchés sont de formation supérieure (École d'ingénieur ou équivalent) et possèdent une expérience réelle de plusieurs années dans ce domaine. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les postes seront basés à PARIS et en PROVINCE.

Envoyer en précisant la réf. 3628 à RSCG CARRIÈRES

48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra

Société par actions
régime international
spécialisé en matière de recherche

Cadre de bon niveau

- L'indication de contacts commerciaux potentiels ;
- L'élaboration de rapports ;
- L'analyse et la coordination des données.

Anglais parfait indispensable. Alternance souhaitée. Dépendance au plus tard 1^{er} août 1985. Immédiatement au poste.

Envoyer au journal avec photo, C.V. complet et références à :

Agence Pub. 7.224 la Défense Pub. service recrutement classifié, 5, r. des Italiens, 75008 Paris.

Le centre de transition scientifique de Criteil recherche pour son service de distribution des produits suivants :

H. F. TITULAIRE DU BTS

ANALYSE BIOLOGIQUES. Groupes, prescriptions des produits, contrôles des stocks. Normes, protocoles adaptés. Se présenter 1, rue Félix-Boutet (94) Criteil. T. 207-85-60.

IMPORTANT GROUPE BIOMÉDICAL

recherche pour région parisienne

JEUNE RESPONSABLE DE PROGRAMME

Ayant une certaine expérience. Envoyer C.V. à : SARL, 4, pl. de la Défense, Caden 26, 92090 PARIS LA DÉFENSE.

L'ORSTOM, Institut français de Recherche scientifique pour le développement en coopération, recherche pour unité d'écologie régionale (BONDIY)

SECRÉTAIRE D'ÉDITION H. F.

possédant BTS édition ou équivalent, et connaissance des techniques de la profession (impression manuscrite, traitement d'illustrations, suivi des auteurs, fournisseurs et distributeurs, contrôle comptable des devis et factures).

FONCTIONS : coordination et suivi éditorial, fabrication livres et collections scientifiques de la copie au bon à tirer.

Envoyer : ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

AFFAIRE DE DISTRIBUTION AUTOMOBILE

V.M. - V.O. et location longue et courte durée. C.A. 50 M.F. - 5 points de vente recherche

responsable administratif

attaché au Directeur Général

Cette CRÉATION DE POSTE permettra au Directeur Général de se consacrer plus ponctuellement selon le marché aux nécessités de promotion de l'affaire. Le collaborateur devra mettre en place le système informatique choisi nécessaire à la gestion de l'affaire.

180 000 F +

Formation supérieure (I.U.T. ou E.S.C.) 3 - 5 ans d'expérience dans les domaines ci-dessus envisagés (capacités comptables exigées).

chef des ventes v.n.

28 ans minimum

MARQUE ÉTRANGÈRE MONDIALEMENT REPUTÉE. PARIS : Porte Sud.

Cabinet Lecomte

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50196

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

Société fabriquant et distribuant des produits d'entretien ménager destinés au grand public, leader sur son marché, très grande notoriété, faisant partie d'un groupe français recherche pour son usine proche de Paris (60 km) :

I - RESPONSABLE DU SERVICE CONTRÔLE QUALITÉ

- Rattaché au directeur de l'usine.
- Gère et anime service de 9 personnes.
- Définit, met en place et suit les standards de qualité à tous les échelons de la production, des semi-couvrés jusqu'au conditionnement.
- Liaison avec services commerciaux.

Cette responsabilité sera confiée à un ingénieur chimiste (30 ans max.) avec expérience significative du contrôle qualité usine, ayant le sens de la communication et de l'innovation, anglais souhaité.

II - RESPONSABLE DES MÉTHODES INDUSTRIELLES

pour département fabrication (génie chimique, process automatisés en continu)

- Contrôle de process, étude et suivi des standards de fabrication, conception et développement des projets liés à l'amélioration de la productivité (gros investissements en automatisation).
- Gestion d'un service de 25 personnes.

Cette responsabilité sera confiée à un ingénieur (Centrale, Mines, Insa, etc.) ayant de bonnes connaissances des process de génie chimique.

Expérience industrielle indispensable dans un contexte technique similaire, anglais souhaité.

Envoyer CV et prétentions sous n° 1999 ANEP P.A. 37, avenue du Général-Foy, 75008 Paris.

Société d'assurance PARIS 8^e recherche

COMPTABLE

ayant bonne expérience des travaux de comptabilité générale.

35 ans minimum.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2.236

à LEVI TOURNAI ASSOC., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recrute

UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE DE BON NIVEAU

(GRANDES ÉCOLES + FORMATION ÉCONOMIQUE NIVEAU 2^e CYCLE) OU DOCTEUR EN ÉCONOMIE.

Intéressé par le bâtiment, application dans l'analyse de stratégies appliquées.

Il sera chargé de développer un programme pluriannuel de recherche sur l'économie de la construction et l'analyse de stratégies d'acteurs et de théorie des filières.

Adresser C.V. + prétentions à C.S.T.B., M. URIEN, Chef de service Économie, 4, avenue du Général-Foy, 75008 PARIS.

L'INSTITUT DE PHYSIQUE NUCLEAIRE recherche

UN INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

PHYSIQUE, ÉLECTROTÉCHNIQUE, ÉLECTRONIQUE

(IDEA avec option instrumentation scientifique)

pour étude, conception, rédaction du cahier des charges, des essais de diagnostic des instruments d'un accélérateur.

Anglais exigé. Envoyer à I.P.N., service du Personnel, 91406 ORSAY.

ORGANISME SOCIAL A STATUT PRIVÉ (10000 PJ) recherche

DEUX CONTRÔLEURS INFORMATIQUES

Un orienté SYSTÈME, l'autre PRODUCTION. Ces responsables de haut niveau seront de formation ingénieur ou équivalent. Ils devront :

- Vérifier le bon fonctionnement d'importants centres BULL (OPB 81 et IBM (308 X), travaillant en temps réel et sous bases de données (IMS, IDS).
- Promouvoir les améliorations nécessaires dans la mise en place et l'utilisation des produits.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS. Une formation complémentaire peut être assurée. Env. à n° 7.184 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Directeur administratif et financier

Le dynamisme d'une PME, la solidité et la rigueur d'un grand groupe international.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE AMÉRICAIN recherche son Directeur Administratif et Financier.

Conseil de la Direction Générale et des Directions opérationnelles, il sera chargé de mettre en place toutes procédures de prévision, de gestion et de contrôle et de veiller à leur application. Il assume la responsabilité :

- de la comptabilité, des finances, des relations avec les banques,
- du contrôle de gestion et du reporting,
- de l'informatique.

Il intervient également dans les domaines juridiques, personnel, financements et formalités à l'exportation.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une école de gestion, ayant 8 à 10 ans d'expérience et une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Membre du Comité de Direction, il aura un rôle clef dans une société qui a des projets de développement ambitieux. Connaissance de l'anglais impérative.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F +

Écrire sous réf. BL 442 AM

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**

Une première réussite dans l'audit un projet ambitieux un potentiel de manager

Poursuivant son développement, tant sur un plan international qu'en France, un puissant Groupe Alimentaire Français (C.A. 8 milliards environ) produits mondialement connus, nombreuses filiales France et étranger, recherche :

Jeune audit de valeur
HEC - ESSEC - ESCP... M.B.A. apprécié

Le poste proposé au sein du Holding permet :

- de valoriser une première expérience d'audit réussie de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété. Il contribuera par ses interventions à établir et harmoniser les procédures internes du Groupe,
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein de son Holding ou d'une de ses filiales.

Bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. DW 422 AM

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**

CONTRÔLEUR DE GESTION

Établissement Public National

Paris

Notre établissement, à vocation nationale, est organisé en unités de gestion décentralisées. Vous aurez mission de concevoir, mettre en place et animer un système de contrôle de gestion et de comptabilité analytique pour ces unités.

C'est un poste que nous destinons à un professionnel d'une trentaine d'années, diplômé d'une Grande École de Gestion, qui aura acquis son expérience en cabinet d'audit ou dans une grande entreprise en qualité de contrôleur de gestion. La rémunération proposée de l'ordre de 300 000 F tiendra compte de l'expérience du candidat.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV s/réf. 4802 à l'Agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS qui transmettra.

TER

Leader européen dans la fabrication d'imprimantes spécialisées, une des sociétés françaises les plus performantes par son taux de croissance (moyenne 30%/an) et sa rentabilité (résultat supérieur à 5% net), poursuit son expansion et recherche

un responsable du service approvisionnements

pour son usine de BESANCON après une période de plusieurs mois au siège social à COURBEVOIE.

Expérience indispensable de 5 ans minimum.

- en organisation et suivi des achats avec,
- contrôle des prix,
- choix des fournisseurs,
- suivi des budgets,

si possible dans les domaines des composants électroniques et/ou des pièces mécaniques :

- connaissant bien le lancement, l'ordonnement, le planning des petites et moyennes séries ;
- ayant déjà pratiqué la mise en informatique, en temps réel, dans ces secteurs.

La pratique de l'anglais serait appréciée.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez en joignant photo, C.V. et prétentions s/réf. LMP.304, au Service Personnel I.E.R., 12 rue Sébastopol - 92400 Courbevoie

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS



2^{ème} Marque Mondiale de Bagages

RESPONSABLE DE MARCHES EXPORT

MISSION :

- Définir et mettre en place la stratégie marketing dans sa zone
- Assurer le développement de la marque dans les marchés existants
- Animer et gérer le réseau sur le plan marketing / ventes
- Préparer l'ouverture de nouveaux marchés.

PROFIL :

- 28-30 ans ; formation supérieure
- Anglais et allemand courants
- Expérience réussie et prouvée dans une fonction marketing / produits de marque
- Rigueur, autonomie, créativité, potentiel
- Travail d'équipe ; fréquents déplacements.

Envoyer C.V. + photo + salaire actuel à REGIE PRESSE sous réf. 306709 M, 7, rue de Montessuy - 75007 PARIS qui transmettra.

Société de Caution mutuelle recherche

RÉDACTEUR (TRICE) pour Cadres pour double de pds. de dossiers de demande de prêt. 120.000 F/an. Photo. C.V. lettre manusc. n° 30.453 Centre d'emploi. 27, rue Réaumur. 75002 Paris qui transmettra.

Pour Sté traitement à façon comptabilité. Paris 8^e

ANALYSTE PROGRAMMEUR

e/HP 3000, poste évolutif. Ecrite au C.V. présent. ODA. 8, rue Duphot (17^e).

Société de commerce international recherche

Collaborateur COMMERCIAL

Diplôme école commerciale IUT ou STS. Débiteur ou courtier expérimenté. Actif, dynamique, connaissance anglaise.

Adressez C.V. détaillé, photo et pds. au réf. 3.856 à Contance Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 28 ans, titulaire maîtrise de gestion, BTS comptable, recherche poste service financier, banque, etc. expérimenté, cabinet audit, très forte motivation. Tél. : 535-16-41. Ecr. à/réf. 2.582 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Professeur certifié L.M., 10 ans exp. très classée du secondaire, privé/public, cherche poste intéressant PARIS, rentrée 85. Téléphone : 432-27-41.

MDI-PYRÉNÉES Commercial, haut niveau, industries diverses, aéronautique recherche Complément tournures Téléphone : 181 86-93-79.

Américain 28 ans, bilingue français, licence littéraire, très intéressante, très bonne présentation, cherche travail pour deux mois ou plus, comme assistant H. ou F. d'affaires, réceptionniste, aide secrétaire, etc. Ecr. à/réf. 2.588 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE EXPÉRIMENTÉ H, 58 ans, spécialiste création, disponible immédiatement, étud. très propos, adresse livres ou disques. Tél. : 528-77-82.

NIVEAU DECS

recherche emploi débutant, cabinet comptable, région indifférente. Ecrire : Ziane, 37, av. Cassanville, 47300 Villeneuve-sur-Los. Téléphone : (03) 70-16-86.

CORRECTRICE sér. réf. trav. actuel. Contrats, typ. ch. empl. stable Paris ou prov. ouverts. Jir. n° 7-14 h 30 M^{me} Guhaia, 520-08-09.

J.F. 38 ans, formation beaux arts, expérience publicité, cherche place de responsable. Ecr. à/réf. 8.751 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Commandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.) 3, rue de Valenciennes, 75428 PARIS CEDEX 08.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et tous avant ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre nouvelle spécialité FRANCE CARRIÈRES IC 161 8.P. 402.09, PARIS.

l'agenda du Monde

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de la mer (100 km de Londres) dans une villa de 100 chambres de réceptions modernes et dans une école moderne pour tous les degrés.
1200 heures de cours (19^e et 20^e semaines) à 120 £ par semaine.
110 £ par jour : logement, repas et transport compris (hôtel ou famille).
25% RÉDUCTION
pour un séjour de 90 jours ou plus (sujets à valider)
ecole REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Remparts, Kent, Angleterre. Tél. 043.581212. Tél. 08454
ou New South Wales 02 955 51 31 (Sydney)
pas de limite d'âge - pas de séjour minimum
ouvertures toutes les semaines - cours particuliers (demandes acceptées)

Particuliers

(offres)

Suite cession commerce tabac-vin, 80 cadres papiers. Ecr. et fact. divers. Catalogues ventes Paris, Londres 1985. Ecr. à/réf. 8.747 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Particuliers

(demandes)

Particulier achète MEUBLES ANCIENS même en mauvais état. Tél. RÉPONSEUR 577-81-00.

Photo

Je vends URGENT

- Canon A-1
- Film Slick 82.0.
- 35/70 Tokina.
- 85/130 Soligor.
- Flash national.
- PE 247-S.
- 1 mallette prot.
- Le tout : 850-12-35
- Tél. : 559-12-35
- 16 part. de 19 heures.

Psychanalyse

UN PSYCHANALYSTE report sur 735-28-85, première consultation gratuite.

Camping-car

Part. ud CAMPING CAR VOLKSWAGEN transporter aménagé Villard 4 p. 5 CV Diesel 151 au 1000. Ecr. réf. 118 mois 12 000 km. 86 000 F. Tél. : 952-52-90.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL 200 chambres à 11 km. Demi-pension, 55 litres par semaine. Adresses entre 21-50 ans. S'inscrire à 172 NEW KENT ROAD LONDON SE1. Téléphone : 01-703-4175.

Pour vos vacances dans le massif du Jura TOV, 3 HEURES DE PARIS. Vous et votre famille vous accueillent dans une ancienne ferme du XVIII^e confortablement rénovée. 5 chambres, 5 salles de bains, cuisine et pain maison ou au lieu de bois. Ligne à 12 personnes, calme, repos. Formule tout compris (dîner, accompagnement). Du dimanche au samedi soir. 1 820 F. LE CHET-L'AGNEAU, 25650 MONTTENDRY. Téléphone : 16-81 38-12-51.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

BMW SERIE 3 - 5 - 7

84 et 85 peu roulé, garanti Auto Paris XV - 533-89-88. 83, r. Demours, Paris 15^e.

Libre 17^e gd 2 p., impeccable, 8^e arr. 380 000 cit. + nets. 288-18-00.

15^e, 2 p., 58 000 cit. + 1 500 F par mois, occupé 79 ans. F. Cruz, 268-18-00.

8^e, 2 p., quartier calme, 120 000 + 500 F par mois, occupé 78 ans, 268-18-00.

L'immobilier

appartements ventes

7^e arrdt

RUE AMÉLIE 1 pièce avec douche et coin cuis., 5^e ét., clair. Tél. : 323-58-05.

8^e arrdt

ALMA 50 m²

GD STUDIO GD STANDING GARBI - 567-22-88.

15^e arrdt

1^{er} PRÉS DE LA TOUR EIFFEL

récent, très bon état, 40 m², cuisine, chambre, bureau, pers. 224-09-37.

FALGUIERE 5 pièces

Stgd 125 m² + 15 m² balc., 1 500 000 F. VIC. 532-61-93.

FALGUIERE, STUDIO

REFAIT NEUF, 568-48-34.

16^e arrdt

RUE DE LA FAISANDERIE

TRÈS BEAU STUDIO 50 m², ETAGE ÉLEVÉ, LUXUEUX. GARBI - 567-22-88.

17^e arrdt

Gd 2 p., impeccable, 6^e arr. nud.

780 000, parking poss. Facilité de paiement. T. 268-18-00.

18^e arrdt

HAUT DE MONTMARTRE

cadre exceptionnel, Vue tout Paris, 2-3 p., cit. 948 000 F. Tél. : 254-71-98.

19^e arrdt

BUTTES-CHAMONT

Paris, 48 m², cit. 7^e étage, asc., sol. Maréchal 18-18 F. 68, RUE DE LAURENTIE.

appartements achats

PAIE COMPTANT

TOUTES SURFACES

même à rénover 267-37-37.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS.

Pour clientèle française étrangère et diplomatique.

APPELÉ HAUT DE GAUME et hôtels particuliers.

Tél. : 562-16-40.

AGENCE LITRÉ

Recherche pour clientèle française et étrangère appart et rénovés, pers. comm. chez notaire. Tél. : 844-44-45.

Recherche 2-4 p. PARIS, préf. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire, 873-20-67 même la sci.

propriétés

ENGIENNEUR employeur exceptionnel et grande propriété sur 1 600 m² de terrain. Prix élevé justifié. S.1. 568-82-37.

SAVIGNÉ-SUR-LATHAN (37340)

A VENDRE LIBRE dans petite ville de Touraine 20 km de Bourgueil, belle maison neuve, sur parc 5 500 m². R+dc, 2 entrées, grand séjour, cuisine, cheminée, escalier chaudière, cuisine équipée, bureau, salle de bains, w.c. 1^{er} ét. : 8 chambres, 8 de bains, w.c., cave grand garage 12 voitures, chauffage, proche d'un lac, planches à voile, tennis. Prix à débattre : M. Georges Brun. Téléphone : 18 147-24-50-281.

viagers

Libre 17^e gd 2 p., impeccable, 8^e arr. 380 000 cit. + nets. 288-18-00.

15^e, 2 p., 58 000 cit. + 1 500 F par mois, occupé 79 ans. F. Cruz, 268-18-00.

8^e, 2 p., quartier calme, 120 000 + 500 F par mois, occupé 78 ans, 268-18-00.

Part. 4 part. Vends cause décès hôtel 3 étages, 33 ch. à VICHY. T. 16-70-31-81-10.

RÉGION VALDRE/NOYONS bel. app. tabac, press. loto, cadeaux, entr. ns touristiques, grosse client. élarg. logé ind. mod. 400-400 000 F. S. CHOFFEE, 17, rue Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

fonds de commerce

Ventes

Part. 4 part. Vends cause décès hôtel 3 étages, 33 ch. à VICHY. T. 16-70-31-81-10.

RÉGION VALDRE/NOYONS bel. app. tabac, press. loto, cadeaux, entr. ns touristiques, grosse client. élarg. logé ind. mod. 400-400 000 F. S. CHOFFEE, 17, rue Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

locations non meublées offres

Paris

Pour Directeurs, Ingénieurs, Personnel, importante société française pétrole recherche logements, appart. toutes catégories, villes, Paris et environs. Loyers décaissés. Tél. : 503-37-00.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-8^e direction Téléphone : 727-22-05 CENTRALE DES PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard Paris-6^e M. CHESIER.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. (1) 889-88-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche direction beaux appart standing, 4 pièces et plus, 285-11-08.

villas

HAUTE-PROVENCE rég. Grigoups 11 km de Lyon, 500 m² de terrain, 8 p., gd cit. tr. b. terr. pl. nature S. Chiffre 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

PRÉS GRIGNAN mais. enc. partie à rent. 7-8 p., jdn. sup. vue S. CHIFFRE 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL bureau ou domiciliation BUSINESS 110 de Lyon, 500 m² de terrain, 8 p., gd cit. tr. b. terr. pl. nature S. Chiffre 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

SAGE SOCIÉTÉ RUE ST-HONORÉ Constitution Sté. Titex. Secrétariat, tous services. APPELÉ HAUT DE GAUME et hôtels particuliers. Tél. : 280-91-83.

DOMICILIATION 2^e Sté. Secrétariat, Titex. Titex. Location lux. Toutes démarches et conseils de Sté. ACTE - 359-77-55.

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL locat. bureaux, accord, tén. CONST. DE SOCIÉTÉS ou créat. toutes entreprises ASPAC 293-60-50 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Société. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. Tél. : 355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL TÉLEX, SECRÉTARIAT DÉMARCHES, CONTRIBUTIONS (sans frais honoraires) AEGEO 294-95-28. STATIONNEMENT ASSÉ.

fonds de commerce

Ventes

Part. 4 part. Vends cause décès hôtel 3 étages, 33 ch. à VICHY. T. 16-70-31-81-10.

RÉGION VALDRE/NOYONS bel. app. tabac, press. loto, cadeaux, entr. ns touristiques, grosse client. élarg. logé ind. mod. 400-400 000 F. S. CHOFFEE, 17, rue Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

locations non meublées offres

Paris

Pour Directeurs, Ingénieurs, Personnel, importante société française pétrole recherche logements, appart. toutes catégories, villes, Paris et environs. Loyers décaissés. Tél. : 503-37-00.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-8^e direction Téléphone : 727-22-05 CENTRALE DES PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard Paris-6^e M. CHESIER.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. (1) 889-88-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche direction beaux appart standing, 4 pièces et plus, 285-11-08.

villas

HAUTE-PROVENCE rég. Grigoups 11 km de Lyon, 500 m² de terrain, 8 p., gd cit. tr. b. terr. pl. nature S. Chiffre 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

PRÉS GRIGNAN mais. enc. partie à rent. 7-8 p., jdn. sup. vue S. CHIFFRE 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL bureau ou domiciliation BUSINESS 110 de Lyon, 500 m² de terrain, 8 p., gd cit. tr. b. terr. pl. nature S. Chiffre 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

SAGE SOCIÉTÉ RUE ST-HONORÉ Constitution Sté. Titex. Secrétariat, tous services. APPELÉ HAUT DE GAUME et hôtels particuliers. Tél. : 280-91-83.

DOMICILIATION 2^e Sté. Secrétariat, Titex. Titex. Location lux. Toutes démarches et conseils de Sté. ACTE - 359-77-55.

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL locat. bureaux, accord, tén. CONST. DE SOCIÉTÉS ou créat. toutes entreprises ASPAC 293-60-50 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Société. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. Tél. : 355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL TÉLEX, SECRÉTARIAT DÉMARCHES, CONTRIBUTIONS (sans frais honoraires) AEGEO 294-95-28. STATIONNEMENT ASSÉ.

fonds de commerce

Ventes

Part. 4 part. Vends cause décès hôtel 3 étages, 33 ch. à VICHY. T. 16-70-31-81-10.

RÉGION VALDRE/NOYONS bel. app. tabac, press. loto, cadeaux, entr. ns touristiques, grosse client. élarg. logé ind. mod. 400-400 000 F. S. CHOFFEE, 17, rue Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

locations non meublées offres

Paris

Pour Directeurs, Ingénieurs, Personnel, importante société française pétrole recherche logements, appart. toutes catégories, villes, Paris et environs. Loyers décaissés. Tél. : 503-37-00.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-8^e direction Téléphone : 727-22-05 CENTRALE DES PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard Paris-6^e M. CHESIER.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. (1) 889-88-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche direction beaux appart standing, 4 pièces et plus, 285-11-08.

villas

HAUTE-PROVENCE rég. Grigoups 11 km de Lyon, 500 m² de terrain, 8 p., gd cit. tr. b. terr. pl. nature S. Chiffre 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

PRÉS GRIGNAN mais. enc. partie à rent. 7-8 p., jdn. sup. vue S. CHIFFRE 17, r. Neuve, Lyon-1^{re}. Tél. (7) 828-94-38.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR MATERIEL D'EQUIPEMENT D'UN CENTRE EMPLEUSEUR DE G.P.L.

A GABES - TUNISIE

La Société Gabesgaz se propose de lancer une adjudication sur appel d'offres international pour la fourniture, le montage et la mise en service des matériels nécessaires à l'équipement de son centre de stockage et de conditionnement des GPL en cours de création dans la zone industrielle de GABES-GHANNOUCH.

Les entreprises qualifiées intéressées par ce marché peuvent prendre possession du dossier moyennant le versement de 100 D (100 dinars) à partir du jeudi 2 mai 1985.

Les soumissions doivent être adressées à l'adresse ci-dessous, sous pli cacheté et recommandé portant la mention « Appel d'offres centre emplisseur GPL de Gabès », au plus tard le vendredi 24 mai 1985.

Société Gabesgaz c/o Butagaz - Dep - Tunisie
20, rue Mouassouia Ibn Abi Soufiene
1002 - Tunis - Belvédère - Tunisie.

CHUTE DE CHEVEUX, PELLICULES, SÉBORRHOÉE
DOMINIQUE LAVIGNE
met à votre disposition une méthode unique en France
Laser esthétique associé aux extraits cellulaires Embryo A.D.N. eb.
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 Paris - 260-89-02
Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30 - Visites et contrôles gratuits

Publication judiciaire

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 4 décembre 1984 la 31^e chambre 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passage d'écritures - à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis, DUPOND Claude, Pierre-Jean, né le 24 juin 1928 à Aulnay-de-Saintonge (17), poissonnier, demeurant 4, rue Géricault à Paris (16). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 19 novembre 1984 la 31^e chambre 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passage d'écritures - à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis, BLANKENBERG Szymon, né le 17 juillet 1936 à Varsovie (Pologne), chef d'atelier, demeurant 6, place de la Gare, à Neuilly-sur-Marne (93330). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 23 novembre 1984 la 31^e chambre 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passage d'écritures - à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis, CHAGNON René, Louis, Étienne, né le 2 décembre 1930 à Montluçon (Allier), PDG de société, demeurant 19, boulevard Flaudin, à Paris (16). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 23 novembre 1984 la 31^e chambre 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passage d'écritures - à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis, BROUX Maurice, Charles, Augustin, né le 28 novembre 1922 à Lyon (69), président-directeur général de société, demeurant 7, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 25 mai 1983 M. ATTAL Jean-Charles, né le 13 mars 1939 à Tunis (Tunisie), demeurant 5-7, passage Jullouville, à Paris (11), a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passage d'écritures comptables. La cour a, en outre, ordonné : 1^o la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal officiel, le Figaro, le Monde, 2^o l'affichage de cet arrêt pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de Paris (n^o le condamné à son domicile) 1^o arr. et sur la porte extérieure du 137, bd Hausmann, Paris 8, siège de la Société française d'édition et d'information (SFEI) où M. Attal exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par arrêt en date du 29 octobre 1984, la cour d'appel de Versailles a condamné M. BORNE Jean-Philippe, agent commercial de la société CALL FRANCE, déclaré civilement responsable, dont le siège est à Louveciennes, 13 bis, route de Versailles (Yvelines), et y demeurant, à la peine de 20 000 francs d'amende pour tromperie sur la qualité substantielle de la marchandise, débite courante au 1^{er} janvier 1984 à Paris (16). Le tribunal a, en outre, ordonné la publication du présent arrêt dans le Monde et le Figaro, le coût maximal de chaque insertion ne pouvant excéder la somme de 3 000 francs. Pour expédition certifiée conforme. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement, contradictoire en date du 30 octobre 1984, la 31^e chambre 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passage d'écritures - à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis, FORGET Aimé Antoine, François, né le 21 décembre 1925 à Beauvoisin-Cantabrais (Nord), président-directeur général de société, demeurant 33, boulevard de Clichy, à Paris (9). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 4 juillet 1984, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passage d'écritures - à la peine de douze mois d'emprisonnement avec sursis, CHAGNON René, Louis, Étienne, né le 2 décembre 1930 à Montluçon (Allier), PDG de société, demeurant 19, boulevard Flaudin, à Paris (16). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel et dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 25 mai 1983 M. ANGELO Luis, né le 11 octobre 1930 à Maracay (Venezuela), demeurant à Paris (16) 65, boulevard Ney a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passage d'écritures comptables. La cour a, en outre, ordonné : 1^o la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal officiel, le Monde, France Soir. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 25 mai 1983 M. ATTAL Jean-Charles, né le 13 mars 1939 à Tunis (Tunisie), demeurant 5-7, passage Jullouville, à Paris (11), a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passage d'écritures comptables. La cour a, en outre, ordonné : 1^o la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal officiel, le Figaro, le Monde, 2^o l'affichage de cet arrêt pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de Paris (n^o le condamné à son domicile) 1^o arr. et sur la porte extérieure du 137, bd Hausmann, Paris 8, siège de la Société française d'édition et d'information (SFEI) où M. Attal exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

AFFAIRES

LES COMPTES DE LA BNP EN 1984

La France mieux que l'étranger

Jusqu'à ces deux dernières années, les grandes banques françaises réalisaient à l'étranger le plus clair de leurs bénéfices. Leurs résultats en France se trouvant obérés par l'endettement du crédit et l'annulation des marges.

Maintenant, c'est l'inverse. A l'extérieur de nos frontières, les difficultés des pays en voie de développement ont fait monter les risques et provoqué un gonflement des provisions, tandis qu'en France les comptes peuvent être plus satisfaisants.

Ainsi, la BNP, sur 5,1 milliards de francs de provisions pour créances douteuses en 1984, sans changement sur 1983, en a constitué 4,8 milliards sur l'étranger. Sur ces 4,8 milliards, 3,8 milliards concernent les risques « souverains » (sur les Etats eux-mêmes), notamment l'Amérique latine, représentant 21 % des engagements totaux sur les pays « à risques ». En 1983, de telles provisions avaient déjà doublé à 2,83 milliards, pour atteindre 3 milliards en 1984. Les provisions sur les entreprises proprement dites ont atteint 1,2 milliard de francs, dont 927 millions de francs sur l'étranger et 265 millions de francs seulement sur la France. Au total, l'encours des provisions de la BNP s'élève à 23,1 milliards de francs, plus de la moitié concernant les risques « souverains » : il représente 2,4 % d'un bilan total de 949,6 milliards de francs (+ 12,6 %), et 5,7 % des seuls prêts à la clientèle (405,2 milliards de francs, + 11,3 %).

En conséquence, a indiqué le président M. René Thomas, le bénéfice net de la maison mère n'est de 609 millions de francs, la faiblesse de l'augmentation (+ 0,6 %) étant due aux mauvais résultats de certaines succursales étrangères, notamment en Extrême-Orient (Hongkong, Singapour). Après consolidation, le bénéfice global s'élève à 1,6 milliard de francs (+ 14,4 %), grâce à l'appoint des filiales, essentiellement en métropole, dont l'activité a été satisfaisante : crédit à la consommation (Crédit universel), crédit-bail, banque d'affaires (Banex), opérations de trésorerie (Natio-Trésorerie). Les fonds propres sont passés de 12,86 milliards de francs à 16,15 milliards de francs (+ 25 %) grâce, notamment, à l'émission de 1,6 milliard de francs de titres participatifs : si on y ajoute plus de 4 milliards de francs d'emprunts « subordonnés » contractés à l'étranger, les fonds propres atteignent 20 milliards de francs, soit 3,3 % des engagements globaux contre 2,9 % en 1983. Quant aux effectifs, ils ont diminué de 239 personnes en 1984, revenant à 47 169, le plan d'entreprise prévoyant une diminution annuelle de 500 personnes.

F.R.

LA RESTRUCTURATION DU MACHINISME AGRICOLE

Le groupe américain Case Tenneco va reprendre International Harvester France

Les pouvoirs publics et le groupe américain Case Tenneco sont parvenus à un accord industriel et financier pour le sauvetage de la société International Harvester France (IHF), spécialisée dans le machinisme agricole. Cet accord, qui doit être avalisé par le conseil d'administration de Case Tenneco, prévoit que le groupe américain reprendra l'IHF-France en y injectant 600 millions de francs en trois ans. De leur côté les pouvoirs publics vont accorder 120 millions de francs de prêts et une subvention de 40 millions de francs à l'entreprise. Les banques transformeront une partie de leurs créances sur l'IH (environ 240 millions) en actions Tenneco, sans droit de vote, et en abandonneront une autre partie (environ 30 millions). La maison mère américaine IH abandonnera quelque 500 millions de francs de créances qu'elle détenait sur sa filiale française.

La crise due à une surproduction mondiale de machines agricoles qui sévit depuis 1979 a contraint toutes les entreprises à engager de vastes opérations de restructuration. International Harvester a dû vendre la moitié de ses usines aux Etats-Unis et dans le monde. Un accord avec la société ouest-allemande ZP était signé, en 1983, pour le sauvetage de sa filiale française, et les conversations engagées avec Renault aboutissaient à un accord de principe de réalisation des productions des deux groupes.

Puis, soudainement, International Harvester jetait l'éponge et revenait, en novembre dernier, l'ensemble de sa branche de machinisme agricole au groupe Case Tenneco pour 430 millions de dollars. Toutefois, le sort de plusieurs filiales européennes (en RFA et en France, notamment) était laissé en suspens. Depuis lors, les pouvoirs publics cherchaient un repreneur pour l'IH-France, Renault n'étant pas candidat.

D'un point de vue industriel, l'accord trouvé avec Tenneco prévoit la fermeture de l'usine d'Angers (180 personnes), mais le renforcement des autres sites.

En Italie, M. DE BENEDETTI RACHÈTE À L'ÉTAT DEUX IMPORTANTES SOCIÉTÉS AGRO-ALIMENTAIRES

Après Buitoni, Motta va passer sous le contrôle de M. de Benedetti, PDG du groupe Olivetti. L'homme d'affaires italien va en effet racheter les sociétés publiques SME et SIDALM, qui regroupent l'essentiel des actifs de l'Etat italien dans l'industrie agro-alimentaire.

SME et SIDALM sont des filiales de IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), holding d'Etat qui gère ses participations dans l'industrie. SME a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 16 milliards de francs et des bénéfices de 250 millions l'an passé. SIDALM, avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, est connue pour ses marques Motta et Alemagna. Cette opération apparaît comme une dénationalisation de première importance.

Au début de l'année, la CIR, holding financier détenu par M. de Benedetti et sa famille, avait racheté Buitoni-Perugini, autre société agro-alimentaire (pâtes) que convoitait le groupe français BSN. Le gouvernement italien avait apporté son soutien à cette prise de contrôle, qui n'était donc que l'ébauche d'une vaste restructuration de l'industrie agro-alimentaire italienne.

FINANCES

UNE NOUVELLE ÉMISSION D'OBLIGATIONS RENOUELABLES DU TRÉSOR REMPLACERAIT L'EMPRUNT D'ÉTAT

L'Etat français va émettre une nouvelle série d'obligations renouvelables du Trésor (ORT) à taux d'intérêt fixe (10,30 %), d'une durée de six ans, à l'occasion du 30 avril la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui en organisera le placement.

Le montant final de cette émission qui remplacera les traditionnelles emprunts d'Etat destinés à couvrir une partie du déficit budgétaire, dépendra des demandes de souscription faites par les banques françaises. L'objectif des pouvoirs publics serait de lever environ 10 milliards de francs, montant enregistré lors de la précédente émission en décembre 1984.

Les ORT, analogues à l'Etat à un recours à des reprises depuis juin 1983, ont une durée de six ans, avec une option de prolongation au bout de trois ans. Ils émettent des coupons d'intérêts capitalisés au bout de trois ou six ans. Depuis le démarrage de la formule, le Trésor a émis pour 31,7 milliards de francs d'ORT.

A PROPOS DES MARTEAUX CHINOIS

A la suite de notre article sur les marteaux chinois publiés dans le Monde daté 21-22 avril, M. Claude Michel, secrétaire général du Syndicat de l'outilage à main et des machines électro-portatives (SOM-MEP), nous écrit :

Les importations de marteaux chinois, si elles constituent en valeur un peu moins de 30 % du marché communautaire, représentent une part plus substantielle de ce marché en tonnages ou en unités vendues.

Par ailleurs, ces importations constituent un réel danger pour le consommateur, car il s'agit de produits de très basse gamme, imitant parfaitement les produits européens (y compris la couleur des manches) et ne correspondant nullement aux normes en vigueur (...). Enfin, ces importations (...) menacent directement une série de PME qui se situent en France dans des bassins d'emploi déjà très affectés par le chômage (région de Saint-Etienne par exemple).

CONJONCTURE

Prix des cigarettes : + 4,5 % lundi 6 mai

Les prix des tabacs et des cigarettes augmentent de 4,5 % en moyenne lundi 6 mai, à l'annonce du secrétaire d'Etat au budget. Cette hausse, initialement prévue pour le 1^{er} mai, est en principe la dernière pour les tarifs publics cette année. Elle est identique à celles déjà intervenues pour les autres tarifs (transports, gaz, électricité) et correspond à l'augmentation maximum des prix que le gouvernement a fixée : 4,5 % entre le début et la fin de l'année.

Les prix des tabacs à cigarettes n'avaient pas augmenté depuis un an. La dernière hausse datait du 15 avril 1984 et avait été de 2,2 %. En juillet de la même année, les prix avaient baissé de 10 % environ à la suite de la suppression de la vignette « Sécurité sociale » apposée sur les paquets et qui n'était pas conforme à la réglementation européenne.

Cette hausse ne satisfait pas les importateurs de cigarettes (AFCC), qui demandaient 8 % d'augmentation, en soulignant que les prix de vente sont « en retard de 15 % sur l'inflation accumulée depuis 1981 ».

L'augmentation qui va intervenir devrait procurer à la Régie française des tabacs un peu plus de 100 millions de francs de recettes pour cette année. En 1984, la SEITA avait accusé un déficit d'exploitation de 183 millions de francs.

L'augmentation des prix en mars : + 0,7 %

Les prix des produits manufacturés ont beaucoup augmenté en mars (+ 1 %) à cause de la forte hausse de l'énergie (+ 2,3 % en un mois). Mais la hausse se traduit de moitié (+ 0,5 %) pour les produits manufacturés du seul secteur privé dont les carburants ont augmenté de 0,7 % par rapport à février (+ 6,3 % en un an). Les tarifs publics augmentent de 1,7 % en un mois (+ 9,2 % en un an) mais de 0,1 % (+ 2,1 % en un an) si l'on exclut l'énergie. Quant aux tarifs des services de santé, ils sont restés totalement stables, en mars et augmentent de 5,2 % en un an (mars 1985 comparé à mars 1984).

	des 12 derniers mois (mars 85/mars 84)	des 6 derniers mois (mars 85/sept. 84)	des 3 derniers mois (mars 85/déc. 84)	du dernier mois (mars 85/fév. 85)
● ENSEMBLE	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,8	+ 0,7
● ALIMENTATION (à composition inchangée)	+ 0,5	+ 0,2	+ 1,4	+ 0,6
Produits à base de céréales	+ 0,5	+ 0,2	+ 1,4	+ 0,6
Vin, alcool, boissons	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1
Viande, poisson, volaille, œufs	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,1
Produits laitiers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Aliments divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
Boissons	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3

ÉNERGIE

APRÈS TROIS MOIS DE STABILITÉ

Le marché international du pétrole montre à nouveau des signes de faiblesse

Après trois mois de stabilité le marché international du pétrole brut va-t-il de nouveau entrer dans une période de turbulence? Le conseil exécutif de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devait se réunir ce mardi 30 avril à Genève, afin d'examiner un système de contrôle de la production et des prix des États membres, sur la base d'un rapport commandé en janvier dernier à une société d'audit néerlandaise. Le respect de la discipline interne, visant à limiter la production de l'OPEP, est, en effet, plus que jamais nécessaire car les cours du marché international montrent depuis peu des signes de faiblesse. Ainsi, les prix du brut « Brent » de la mer du Nord, qui avaient dépassé 28 dollars par baril il y a dix jours, sont-ils retombés cette semaine aux environs de 27,20 dollars par baril.

Certains producteurs alimentant le bassin méditerranéen en bruts lourds (Égypte, Iran, URSS, etc.)

sont particulièrement touchés. Après l'Égypte, qui a diminué ses prix de 0,75 dollar par baril la semaine passée (de 27,50 à 26,75 dollars par baril), on s'attend que l'Union soviétique consente à son tour une diminution de tarif (28 dollars actuellement). Après avoir interrompu presque totalement ses livraisons pour des raisons techniques pendant le premier trimestre, l'URSS tente, en effet, depuis peu, de placer à nouveau son pétrole sur le marché européen, mais elle trouve peu de clients, ses prix étant jugés trop élevés.

La reprise des ventes soviétiques aggrave le nouvel accès de faiblesse du marché, qui s'explique en Europe par la fin de l'hiver, d'importantes ventes de l'Iran et l'arrêt de la grève des mineurs britanniques, qui a réduit la demande européenne de fuel lourd de 500 000 barils/jour environ, et provoqué un effondre-

ment des cours de ce produit (de 188,8 dollars par tonne en février à 167,4 dollars en avril), qui se répercute sur les cours des bruts lourds.

Le dérapage du marché est resté toutefois jusqu'à présent limité grâce à la bonne tenue des cours sur le marché à terme de New-York, du fait notamment de la reconstitution des stocks des raffineries américaines, et au maintien par les pays de l'OPEP d'un niveau de production faible (aux environs de 16 millions de barils/jour au premier trimestre).

Troc

Mais le ralentissement de la croissance économique américaine et les difficultés financières croissantes des pays de l'OPEP - qui les poussent à accroître leurs ventes et à multiplier les accords de troc - pourraient remettre en question ce fragile équilibre. Ainsi le Fonds monétaire international, dans un rapport récent, souligne-t-il le caractère « potentiellement très instable » des prix du brut au cours des deux années à venir, rappelant l'importance des capacités de production inutilisées des pays de l'OPEP (8 à 12 millions de barils par jour, soit de 45 % à 65 % de leur production de 1984). Le Nigeria, après l'Iran, l'Algérie et la Libye, s'est ainsi récemment lancé dans la signature d'importants accords de troc pétrolier. Le plus récent, portant sur la livraison de 1,5 million de tonnes de brut d'ici la fin de l'année, a été conclu avec les sociétés françaises SOGA et Peugeot. L'Algérie vient également de conclure un accord de même type mais de moindre ampleur (130 000 tonnes de brut) avec Michelin.

VÉRONIQUE MAURUS.



ICELANDAIR fête 30 ans de services Luxembourg - Amérique

Tarif anniversaire pour départs de Luxembourg vers l'Amérique du 1^{er} mai jusqu'au 7 juin 1985. Aller simple.

• New York	1.790	• Detroit	1.990
• Washington	1.790	• Orlando (Floride)	2.390
• Chicago	1.990	• Los Angeles	2.990*
• San Francisco	2.990*		

* en collaboration avec Jet America

Acheminement SNCF compris de Paris et l'Est de la France.

Quelles que soient les saisons, ICELANDAIR offre toujours les tarifs les plus avantageux.

Consultez votre agent de voyages ou

ICELANDAIR
9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

SNCF

EMPRUNTS AVRIL 1985 3,5 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Emprunt à taux variable :

Montant : 1,4 milliard de francs

Prix d'émission : 98,90 %, soit 4.945 F par obligation

Intérêt annuel : Payable le 15 novembre de chaque année. Égal à 90 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés émis par l'INSEE.

Intérêt minimum : 6,50 %

Exceptionnellement, le premier terme d'intérêt venant à échéance le 15 novembre 1985 sera de 6,50 %

Durée de l'emprunt : 10 ans, 150 jours

Amortissement : 19 novembre 1995 par remboursement au pair

Assimilation à partir du 19 novembre 1985 aux obligations de l'emprunt novembre 1984 - TMO - 6,50 % min.

Emprunt à taux fixe :

Montant : 2,1 milliards de francs

Prix d'émission : Le pair, soit 5.000 F par obligation

Intérêt annuel : 11,80 % payable le 15 novembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier terme d'intérêt venant à échéance le 15 novembre 1985 sera de 308 F

Taux de rendement actuariel brut : (au 13 mai 1985) 11,83 %

Durée de l'emprunt : 14 ans, 190 jours

Amortissement en 8 tranches égales de 1992 à 1999 - soit par remboursement au pair - soit par rachat en Bourse

Assimilation à partir du 19 novembre 1985 aux obligations de l'emprunt 11,80 % novembre 1984.

Date de jouissance et de règlement : 13 mai 1985

La S.N.C.F. se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse.

SOUSCRIVEZ

dans les Banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutual. Une note d'information (cote de la C.O.B. n° 85-92 du 23 avril 1985) est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 29 avril 1985

Cinq instituts prévoient une forte augmentation de l'excédent commercial et une légère aggravation du chômage

En RFA

La balance commerciale ouest-allemande a enregistré un excédent de 6,37 milliards de deutschemarks (19,4 milliards de francs) en mars, en nette hausse par rapport aux résultats de février 1985 et de mars 1984 qui étaient, respectivement, de 4,71 milliards et de 4,54 milliards de deutschemarks. Les exportations ont augmenté de 14 % pour totaliser 48,87 milliards de deutschemarks et les importations de 11 % ayant représenté 42,50 milliards de deutschemarks.

La balance commerciale de la RFA est excédentaire de 13,64 milliards de deutschemarks pour l'ensemble du premier trimestre, en progression également par rapport à la même période de 1984 où elle était positive de 11,4 milliards de deutschemarks. Les cinq plus grands instituts de conjoncture d'Allemagne fédérale prévoient un excédent commercial record de 75 milliards de deutschemarks pour l'ensemble de 1985, au lieu de 54 milliards l'année dernière.

De son côté, la balance des comptes courants a été excédentaire en mars de 2,7 milliards de deutschemarks, contre 2,3 milliards en février 1985 et 1,9 milliard en mars 1984. Les instituts de conjoncture ouest-allemands s'attendent à un excédent de cette balance de 30 à 35 milliards de deutschemarks cette année au lieu de 17,7 milliards en 1984.

Réduire la pression fiscale

Le chômage continuera à augmenter cette année en RFA, estiment dans leur rapport de printemps les cinq instituts de conjoncture, même si le produit national brut (PNB) doit progresser de quelque 2,5 %, à peu près comme en 1984. Le marché de l'emploi bénéficiera de la réduction du temps de travail dans la métallurgie et la métallurgie et le nombre d'emplois dans cette branche, et dans l'industrie en général, sera en hausse. Mais il baissera dans la bâtiment tandis

que, dans le tertiaire, il restera inchangé.

Les cinq instituts prévoient en tout quatorze mille demandeurs d'emploi de plus qu'en 1984. Le chômage devrait frapper en tout 2,28 millions de personnes et rester ainsi le problème économique « numéro un » du gouvernement du chancelier Kohl. Selon le rapport, la croissance touchera surtout l'industrie manufacturière dont la production dépassera « nettement » son niveau de 1984, tandis que la construction continuera de souffrir de la récession.

Les exportations qui profitent de la sous-évaluation du mark par rapport au dollar continueront à être le principal soutien de l'activité économique en RFA. En revanche, la consommation privée intérieure restera faible. Les cinq instituts proposent, pour la relancer, l'application, dès l'année prochaine, de la réforme qui normalement doit réduire la pression fiscale en deux temps, 1986 et 1988. - (AFP.)

Le Fonds monétaire ne croit qu'à une réduction modérée du déficit budgétaire américain

« Le chômage en Europe se stabilisera probablement en 1985 même si certains pays, dont la France, peuvent le voir encore augmenter. Pour l'ensemble des pays industriels, le pourcentage de la population active privée d'emploi pourrait se stabiliser autour de 8,25 % », lit-on dans le rapport annuel sur la situation économique mondiale rendu public lundi 29 avril par le Fonds monétaire. Un résumé de ce document

avait déjà servi de base de discussion aux réunions monétaires de Washington des 17, 18 et 19 avril.

Les experts du Fonds monétaire insistent sur la réduction spectaculaire du déficit de balance des paiements courants des pays endettés et en particulier de ceux qui ont accumulé les dettes les plus considérables (Argentine, Brésil, Indonésie, Corée, Mexique, Philippines et Venezuela). Pour ces sept pays, le déf-

icit extérieur est passé de 40 milliards de dollars en 1982, soit 18,50 % du montant de leurs exportations, à 1,5 milliard de dollars en 1984, soit 1 % de la valeur de leurs exportations. « Un facteur important expliquant la réduction de ces déficits a été la cessation pratiquement des prêts privés spontanément accordés à ces pays depuis la crise de l'endettement de 1982. Alors que les nouveaux prêts privés atteignent la valeur nette de 130 milliards de dollars en 1981-1982, ce chiffre est tombé à 30 milliards en 1983-1984, dont 7 milliards seulement accordés en dehors du cadre des accords de rééchelonnement. »

Pour justifier l'hypothèse de croissance qui lui paraît la plus probable pour les pays développés, à savoir une moyenne de 3 % annuel d'ici à 1990, le Fonds monétaire a bâti un « scénario de base ». Un des éléments sur lesquels repose cette construction est l'hypothèse que les États-Unis réduiront leur déficit budgétaire, mais de façon modérée. Par prudence, les experts du Fonds monétaire prévoient que seulement la moitié des économies prévues par l'administration Reagan sera réalisée, si bien qu'en fin de compte le déficit sera réduit seulement de 1 % (du produit national brut) par rapport à ce qu'il serait sans un programme de redressement.

Des scénarios moins optimistes ont été construits : « La principale conclusion à en tirer est que les politiques économiques influenceront considérablement la situation. »

Le rapport du Fonds monétaire n'est pas exempt de contradictions.

La première est que, selon le cas, le déficit budgétaire est considéré comme un stimulant de l'activité ou au contraire comme une cause de récession. La deuxième qui est une cause d'irritation permanente pour les experts du Fonds monétaire est qu'ils n'arrivent pas à un compte juste pour leurs estimations de balance de paiements. Les excédents des uns ne sont pas exactement égaux aux déficits des autres. La différence était de 71 milliards de dollars en 1984 et pourrait atteindre, d'après les estimations pour 1986, 97 milliards.

P. F.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• Dénationalisation : Alstom se sépare d'une fondrière, Alstom-Atlantique (groupe nationalisé CGE) veut céder à la société privée Fort la partie chaudronnerie d'une de ses filiales, la Société des aciéries et fonderies de Tamaris, située dans le bassin d'Alès, qui emploie cent quarante personnes, pour un chiffre d'affaires de 110 millions de francs en 1983 et des pertes de 60 millions.

La CGT dénonce ce « cadeau royal qui fait une entreprise du secteur public industriel au secteur privé », et indique que ce rachat se ferait à « un prix extrêmement dérisoire au regard des sommes investies dans la dernière période pour moderniser l'outil de production ». - (AFP.)

Étranger

ÉTATS-UNIS

• Boom dans les machines-outils. - Les commandes reçues par les constructeurs américains de machines-outils ont atteint 728,2 millions de dollars au premier trimestre, soit 21 % de plus qu'au cours de la même période de 1984, et le niveau trimestriel le plus élevé depuis le début de 1981, a annoncé lundi 29 avril l'association professionnelle de cette branche.

Les livraisons de machines-outils effectuées au premier trimestre ont, quant à elles, totalisé 531,7 millions de dollars, soit 18 % de plus qu'au cours des trois premiers mois de 1984. - (AFP.)

JAPON

• Baisse de la production industrielle en mars. - La production industrielle du Japon a baissé de 2 % en mars par rapport à février, l'indice calculé sur la base 100 en 1980 étant revenu de 120,8 à 118,5. En un an (mars 1985 comparé à mars 1984), la production industrielle est en hausse de 5,2 %. Mais la tendance n'est pas favorable puisque, si l'on compare l'indice moyen du premier trimestre 1985 à l'indice moyen du quatrième trimestre 1984, on constate une baisse de 1,4 %.

• FO va créer une union syndicale de chômeurs. - L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France a lancé une série d'opérations en direction des chômeurs en organisant notamment les 29 et 30 avril à Paris, deux journées d'information, et en annonçant la création prochaine d'une union syndicale regroupant des demandeurs d'emploi. L'union régionale compte rassembler plusieurs centaines de chômeurs au sein de cette structure.

AVIS DE PRÉSÉLECTION DE CENTRES DE RECHERCHE DE MARCHÉS

La société « Industries chimiques du fluor » se propose de confier à un centre de recherche spécialisé une étude de marketing et logistique sur certains dérivés sélectionnés du fluor.

Cette étude comporte trois volets :

- Évaluation globale du marché international
- Recherche de clients potentiels
- Infrastructure amont et aval pour le conditionnement et la distribution desdits produits.

A ce titre une présélection sera opérée au vu d'abord à une « short-list » de trois centres qui seront par la suite invités à offrir leurs offres de service.

Les centres de recherche intéressés sont priés de s'adresser au siège de la société : 42, rue Ibn-Chérif - 1002 Tunis Belvédère (Tunisie) en vue de s'informer des conditions de présélection et de l'émission de l'étude et ce avant le 31 mai 1985.

- Téléphone : 894-211

- Téléc : 13-124 TN

Pan Am. 7 jours à Manhattan à partir de 5880F.

Prix minimum par personne en chambre double, comprenant 7 nuits d'hôtel et le transport aérien Paris-New York-Paris.



REV AMERIQUE

Demandez la brochure Rev'Amérique à votre agent de voyages ou : 52 rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. 720.21.05.

Nom

Adresse

Code postal

PAN AM

L.A.

ÉTRANGER

En RFA

Le consensus social, image de marque de l'économie allemande, est-il en train de se lézarder ? Le patronat, qui ne semble plus bénéficier d'une confiance totale dans l'opinion publique, se heurte à des exigences syndicales plus tranchées que par le passé.

Bonn. — Le « syndrome Scargill » guette-t-il l'Allemagne fédérale ? L'avertissement prêterait à sourire, si le long conflit de 1984, dans le métallurgie et l'imprimerie, n'avait donné naissance à une certaine nervosité. Il vient, en tout cas, d'être très sérieusement lancé par le patronat de la métallurgie de Hesse et repris par l'Institut pour l'économie de Cologne, proche de la Fédération des industriels allemands, qui a publié simultanément un sondage pen-

favorable sur l'image du patronat dans l'opinion publique.

Au pays de l'« économie sociale de marché » et du consensus social, le débat sur la réduction de la durée du travail et sur l'introduction de la flexibilité se passe mal. Rarement depuis la guerre, les partenaires sociaux n'ont mis autant de mauvaise volonté à essayer de se comprendre pour tenter de résoudre les problèmes de la troisième révolution industrielle.

Aux termes de l'accord conclu début juillet 1984, après six semaines de grève, entre le syndicat IG-Metall et l'organisation patronale Gesamtmetall, les trente-huit heures et demie par semaine viennent d'entrer en vigueur le 1^{er} avril dans le métallurgie. La mise en œuvre de cet accord, qui a parfois demandé de longues négociations, eu niveau des

firmes, entre comités d'entreprise et directions, n'est pas allée sans mal.

L'accord instituait un temps de travail hebdomadaire moyen de trente-huit heures et demie, contre quarante heures auparavant. Pour permettre au patronat de céder sur ce seuil fatidique, dont il avait fait un symbole, le médiateur, M. Georg Leber, ancien président du syndicat du bâtiment et ancien ministre social-démocrate du travail, avait introduit dans son compromis une clause de flexibilité. Cette clause prévoyait que les horaires dans une même entreprise pourraient varier entre trente-sept et quarante heures, à condition que la moyenne calculée sur deux mois corresponde bien au bout du compte à trente-huit heures et demie.

De notre correspondant

La formule apportait deux éléments de nouveauté. Non seulement elle introduisait une dose minime de flexibilité, mais elle aboutissait également à donner aux comités d'entreprise une compétence dans un domaine qui relevait jusqu'à présent exclusivement des centrales syndicales. Les négociations qui ont suivi n'ont pas toujours été faciles. IG-Metall n'avait jamais caché son hostilité à toute forme de flexibilité, n'y voyant qu'une façon déguisée pour le patronat de rationaliser davantage la production.

Les dirigeants syndicaux avaient conseillé à leurs représentants dans les comités d'entreprise de demander purement et simplement l'application des trente-huit heures et demie pour tous, faisant valoir le difficile d'établir une discrimination entre les différents types de salariés. Leur tâche a été facilitée, malgré les appels de Gesamtmetall, par le scepticisme d'un grand nombre de chefs d'établissement, qui, tout en maugréant, ont préféré purement et simplement réduire la journée de travail de dix-huit minutes par jour. Une autre solution de facilité a consisté à conserver les quarante heures et à donner en échange des jours de congé supplémentaires.

La nû les directions ont tenté de tirer au mieux profit de la faible marge de manœuvre qui leur était accordée, les discussions se sont revêlées souvent beaucoup moins soignées. Dans un certain nombre de cas, il a fallu recourir à des arbitrages afin de trouver une solution. Au bout du compte, IG-Metall s'est félicité de voir que, dans 95 % des cas, on avait purement et simplement réduit le temps de travail, tandis qu'à l'inverse Gesamtmetall indiquait que 65 % des accords intégraient une certaine dose de flexibilité.

Comprenez qui pourra ! L'essentiel est de savoir que chaque camp a d'ores et déjà pris date pour le prochain round, qui s'annonce pas sous les meilleurs auspices. L'accord de juillet 1984 n'est valable que jusqu'à la fin de 1986, ce qui veut dire que l'on va commencer à négocier dès l'année prochaine. Beaucoup redoutent que l'on n'aille vers une nou-

velle épreuve de force encore plus dure que la première. IG-Metall maintient son objectif de le semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire. Et, si son président, M. Hans Mayr, évoque à son tour une possibilité de flexibilité, ce serait pour permettre eux salariés d'avoir une certaine marge de manœuvre personnelle dans l'organisation de leur vie professionnelle.

Par comparaison avec la France, la situation du patronat allemand pourrait paraître malgré tout confortable. Le nombre d'heures perdues dans des conflits sociaux reste en RFA largement en dessous de ce qui se passe chez ses voisins. Bien qu'ayant duré six semaines, la grève de la métallurgie n'a finalement pas eu d'effet durable sur le mouvement de reprise économique qui avait marqué une pause.

Dans beaucoup d'autres branches, les syndicats ont fait preuve d'une compréhension plus grande. Ainsi, dans la chimie, malgré de bons résultats l'année dernière, les hausses de salaires sont restées modérées et les partenaires sociaux viennent de conclure à leur tour un accord sur le temps de travail. Celui-ci repousse à 1987 la réduction des horaires et institue en revanche un nouveau système de prétraitements plus favorable aux salariés.

Chômage

Dans le bâtiment, qui traverse une crise particulièrement grave, on a été la aussi obligé de faire appel à un médiateur : mais la nouvelle convention, adoptée le 2 avril, ne prévoit en définitive qu'une augmentation de 2,4 % à compter du 1^{er} août. Même dans la fonction publique, dont le principal syndicat, celui des salariés du secteur public, des transports et de la circulation (OeTV), avait été à la pointe de la solidarité avec IG-Metall et dont les bannières avaient été de toutes les manifestations en faveur des trente-cinq heures, on s'est contenté d'un compromis bien en retrait des revendications initiales.

Tous ces accords ont cependant surtout permis de retarder les échéances sans résoudre le problème sur le fond. Or le maintien du chômage à son niveau actuel ne peut qu'apporter de l'eau au moulin des

syndicalistes les plus radicaux. La promesse faite par le gouvernement d'une amélioration de la situation de l'emploi au cours de cette année n'a pas trouvé l'ombre d'une confirmation, bien au contraire, en cours du premier trimestre. Jamais les chiffres du chômage n'avaient été aussi élevés. Si les indices de croissance sont en beau fixe dans de nombreux secteurs, la poursuite de l'assainissement dans la sidérurgie, dans les charbonnages, dans les chantiers navals, et, surtout, l'aggravation de la situation du bâtiment continuent de tirer la moyenne vers le bas.

Quelle que soit par ailleurs la méfiance à l'égard des syndicats les plus durs, dont les revendications sont souvent mal comprises par leurs propres adhérents, tout cela crée un malaise ambiant qui est loin de faire l'affaire du patronat, dont l'image de marque ne cesse de se dégrader. Selon le dernier sondage de l'Institut pour l'économie, les patrons ont la confiance de 48 % seulement de la population, contre 56 % en 1983, eu début du conflit des trente-cinq heures. Déjà, en 1983, une étude de l'Institut Allensbach révélait que, si les qualités de sérieux et d'efficacité du patronat n'étaient pas en cause — bien au contraire, — son rôle dans la société était perçu de plus en plus négativement.

22 % seulement des personnes interrogées — ce qui n'était pas nouveau — jugeaient favorablement son aptitude à penser socialement, et 55 % estimaient qu'il avait un peu trop les mains « portées dans la politique ». Le scandale Flick et l'arrivée au pouvoir d'une coalition gouvernementale qui ne fait pas mystère de sa position favorable aux thèses du patronat expliquent en partie cette dégradation.

« Il y a très peu de souplesse dans le domaine social, encore moins que chez vous », nous disait récemment un responsable industriel de la Ruhr. Trop affaibli et hésitant sur les solutions à proposer, le Parti social-démocrate s'est révélé jusqu'à présent incapable de jouer un rôle positif dans ce débat. Le dialogue qui serait nécessaire ne s'amorce pas, alors que les nouvelles générations de syndicalistes s'annoncent de plus en plus prêtes à en déduire que leurs élites marquées par la difficile période de l'après-guerre.

HENRI DE BRESSON.

Pessimisme dans le bâtiment

Les espoirs d'une amélioration du marché de l'emploi cette année, en Allemagne fédérale, se heurtent à une situation préoccupante dans le bâtiment et les travaux publics. Près d'un tiers des effectifs de ce secteur, le plus important du point de vue de l'emploi (neuf cent quatre-vingt mille personnes) et du chiffre d'affaires (66 milliards de marks), sont actuellement au chômage ou réduits à travailler à temps partiel, sans qu'aucun signe d'amélioration n'apparaisse à court terme.

Les commandes et les permis de construire, qui avaient connu un redressement passager en 1983, ont à nouveau fléchi sévèrement au cours de l'année dernière. Les branches les plus atteintes ont été la construction de logements, où les commandes ont baissé de 19,8 % (18,9 milliards de marks), et le bâtiment industriel, où elles ont baissé de 6,8 % (18,8 milliards de DM). Si les travaux publics se sont mieux comportés, ils n'ont pas empêché une diminution des commandes

globale de 5,8 % sur l'année, les autorisations de construire baissant pour leur part de 23 % au cours des dix premiers mois de 1984.

Alors que l'on tente d'expliquer la faible demande de logements par le coût élevé des terrains et l'incertitude qui a pesé sur les taux d'intérêt, pourtant très bas actuellement, les professionnels se plaignent surtout du manque d'investissements de l'Etat et des communes.

Les syndicats du bâtiment, qui viennent de signer des accords salariaux prévoyant une légère baisse de pouvoir d'achat, ne cessent de réclamer au gouvernement de relâcher un peu sa politique d'austérité budgétaire et de redonner une plus grande marge de manœuvre aux collectivités locales.

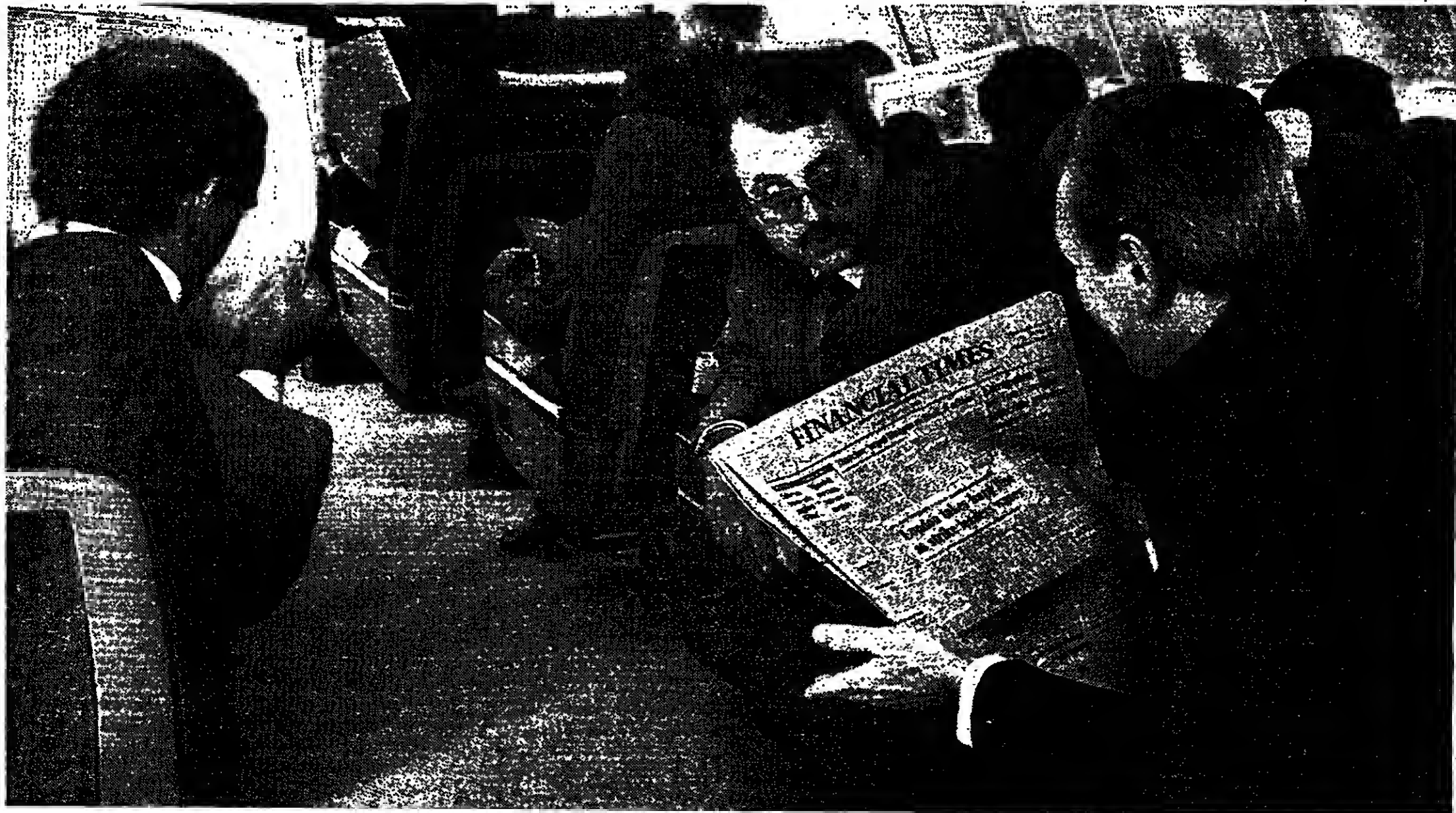
Nombreux sont cependant ceux qui pensent que l'on a affaire à une crise structurelle plus grave et que l'on ne retrouvera jamais le niveau d'activité d'autrefois (reconstruction d'après-guerre,

ambitieux programmes d'équipements collectifs).

La situation ne se présente guère mieux sur les marchés extérieurs pour les grandes firmes de travaux publics allemandes, qui ont vu leurs contrats chuter — en valeur — entre 1981 et 1984, revenant de 12 milliards à environ 4,5 milliards de DM.

Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, la profession ne cache pas son pessimisme pour les mois à venir. Les deux principales associations du bâtiment s'attendent à une nouvelle dégradation de la situation pour cette année, ce qui devrait conduire à une poursuite des faillites et à des mises en règlement judiciaire, déjà en augmentation de 12 % en 1984. En mars, le nombre des chômeurs et des travailleurs à temps partiel atteignait respectivement deux cent soixante mille et cent quatre-vingt-quatre mille, soit cinquante-cinq mille et vingt-cinq mille de plus qu'en mars 1984.

H. de B.



Do you speak the Financial Times?

You probably do...whether you know it or not. Speaking the Financial Times simply means speaking about the business world as one world. The FT does it every day. It tells you what is happening, gives an expert analysis of why it is happening and an unbiased comment upon it.

Actually the FT does much more than that. But now that you know you speak our language, you will probably want to check up for yourself.

FINANCIAL TIMES
Europe's Business Newspaper

For more information about how to receive a regular copy of the FT, ring or write to, Ben Hughes, Financial Times (Europe) Ltd, Centre d'Affaires Le Louvre, 166 rue de Rivoli, F-75004 Paris Cedex 01, Tél. 297 0630, Télex 220044.

1550 من 1551

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BEHIN SAY

Le conseil d'administration de Behin Say s'est réuni, le 25 avril 1985, sous la présidence de M. Jean-Marie Verne. Il a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée à Paris le 26 juin 1985.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice, d'un montant de 10 964,3 millions, est en hausse de 4,4 % sur celui de l'exercice précédent.

La marge d'autofinancement s'élève à 239,5 millions, contre 471,6 millions en 1983. Cette marge comprend le bénéfice net, les amortissements hors réévaluation et le solde de la dotation à la provision pour hausse des prix et de la reprise sur cette provision.

Le bénéfice net de l'exercice après impôt s'élève à 21,1 millions, contre 125,7 millions en 1983. Ce montant est obtenu après affectation d'une somme d'amortissement de 396,8 millions.

SOVABAIL

Les actionnaires de SOVABAIL, Société du groupe SOVAC, réunis en Assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 25 avril 1985, ont approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le montant du bénéfice net comptabilisé à 76 975 864,51 F, contre 68 930 346,96 F au titre de l'exercice 1983, en progression de 11,7 %.

L'Assemblée a décidé la distribution, à compter du 6 mai 1985, d'une somme

SOCIÉTÉ VICAT

Ainsi que dans la période 1976-1981 la récession en volume qui touchait déjà la profession s'est établie à un niveau moyen de 2 % l'an, 1982 enregistrant toutefois une baisse de 5,7 %, 1983 une chute de 7,3 %. Vicat aura vendu en 1984 3 673 000 tonnes contre 3 848 000 tonnes en 1983.

L'encadrement des prix aggrave les effets de la crise en interdisant la répercussion des hausses des composants du prix de revient et en particulier des combustibles. Avec l'appui de la branche papier, le chiffre d'affaires de la société s'établit en 1984 à 1 478 MF.

La capacité d'autofinancement dans ce contexte atteint 172,6 MF contre 196,3 MF en 1983. Le résultat net qui ressort à 40,3 MF contre 32,4 MF en 1983 a été fortement influencé par l'augmentation exceptionnelle des produits financiers, qui ont représenté 16,7 MF contre 5,4 MF en 1983.

Suivant les recommandations gouvernementales, le conseil d'administration, qui a arrêté les comptes de l'exercice le 4 avril 1985, proposera à l'Assemblée des actionnaires la distribution d'un dividende net de 16,5 F, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 8,25 F.

DIVIDENDES ET RÉSULTATS 1984

Les actionnaires des Sicav du Crédit Agricole : EPARGNE-UNIE, UNI-FONCIER, UNIRENTE ont approuvé, lors de leurs

	EPARGNE-UNIE (diversification)	UNI-FONCIER (secteur immobilier)	UNIRENTE (obligations)
N° de compte	25	17	9
Chiffre d'affaires (F)	37,92	46,05	148,82
Crédit d'impôt (F)	4,05	3,99	9,97
Revenu global (F)	42,57	50,04	158,29
Rapport R. global 83 (F)	30,50	47,25	178,18

Les dividendes nets sont mis en paiement, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole et dans l'ensemble des bureaux des CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL, depuis le 27 avril 1985. Le réinvestissement du dividende net en actions de chaque SICAV s'effectuera en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 27 juillet 1985.

	EPARGNE-UNIE	UNI-FONCIER	UNIRENTE
Valeur liquidative au 31.12.84 (F)	846,70	732,46	1788,82
Variation en % de 31.12.83 (pourcentage sur 84 comptes)	+3	+17,8	+13,7

CREDIT AGRICOLE

FINANCIAL TIMES

Traduction du message publicitaire lancé à contre :

PARLONS-NOUS LA MÊME LANGUE ?

Sans doute... Que vous en soyez conscient ou non. Parler *The Financial Times*, c'est tout simplement parler la langue universelle du monde des affaires.

Et c'est ce que fait *The Financial Times* chaque jour.

Il rend compte de l'actualité, l'analyse et la commente en expert avec une parfaite objectivité.

En vérité, *The Financial Times* fait beaucoup plus que cela, mais ce serait trop long à exposer ici. Et maintenant que nous sommes sûrs de parler la même langue... Jugez-en vous-même.

FRANCE-INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire du 23 avril 1985 a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et fixé le dividende à 18,32 francs par action (dont 2,25 francs de crédit d'impôt), contre 16,68 francs (dont 2,08 francs de crédit d'impôt) pour l'exercice 1983, soit une augmentation de 9,8 %. Ce dividende sera mis en paiement le mercredi 22 mai 1985.

L'Assemblée a renouvelé les mandats d'administration de M. Geoffroy de Corcel et de M. Groupement de l'industrie sidérurgique. Elle a également nommé administrateur M. Jean-Pierre Brunet, ambassadeur de France, président d'honneur de la COE.

Rappelons que le portefeuille de France-Investissement était, au 28 décembre 1984, composé de 29,66 % d'obligations françaises, 4,99 % d'obligations étrangères, 27,74 % d'actions françaises, 36,53 % d'actions étrangères, et que la valeur liquidative de l'action était de 403,16 francs. Le 23 avril 1985, elle était de 429,41 francs.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION (SIG)

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire du 16 avril 1985 a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et fixé le dividende à 33,48 F par action (dont 2,80 F de crédit d'impôt), contre 28,48 F pour l'exercice 1983 (dont 2,10 F de crédit d'impôt), soit une augmentation de 17 %. Ce dividende sera mis en paiement le jeudi 2 mai 1985.

L'Assemblée a renouvelé le mandat d'administration de M. Roger Paluel-Marmont qui a été réélu président et a ratifié la cooptation de M. William H. Moore. Elle a également nommé administrateur M. Jean-Pierre Brunet, ambassadeur de France, président d'honneur de la COE. M. Pierre Carus a été confirmé dans ses fonctions de directeur général.

Rappelons que le portefeuille de la SIG était au 28 décembre 1984 composé de 30,39 % d'obligations françaises, 9,90 % d'obligations étrangères, 6,76 % d'actions françaises, 47,83 % d'actions étrangères et que la valeur liquidative de l'action était de 743,66 F. Le 16 avril 1985, elle était de 776,83 F.

PIERRE-INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire du 18 avril 1985 a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et fixé le dividende à 21,60 francs par action (dont 2,63 francs de crédit d'impôt), contre 19,59 francs (dont 2,09 francs de crédit d'impôt) pour l'exercice 1983, soit une augmentation de 10,26 %. Ce dividende sera mis en paiement le mercredi 14 mai 1985.

L'Assemblée a également renouvelé les mandats d'administration du Groupe des Assurances nationales Vie (Gan Vie) et de la Banque pour l'industrie française.

Rappelons que le portefeuille de Pierre-Investissement était, au 28 décembre 1984, composé de 30,14 % d'obligations françaises, 5,54 % d'obligations étrangères, 37,48 % d'actions françaises, 22,80 % d'actions étrangères, et que la valeur liquidative de l'action était de 439,71 francs. Le 18 avril 1985, celle-ci était de 480,05 francs.

GROUPE C&F SOFREM-HUMMER

La société allemande Hummer, fabricant d'emballages plastiques et de poignées pour bords de lessive, s'implante à Carling avec l'aide de C&F Chimie et de SOFREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières).

Dans cette nouvelle usine, la société Hummer créera quarante emplois en trois ans.

L'intervention financière de SOFREM s'élève à 1 500 000 francs.

CAPITAL PLUS

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire du 25 avril 1985 a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et fixé le dividende à 16,34 francs par action correspondant au produit des fonds déposés en banque (contre 26,36 francs pour l'exercice 1983). Ce dividende sera mis en paiement le mercredi 29 mai 1985.

L'Assemblée a également renouvelé les mandats d'administration de M. Georges Cazac et de la Compagnie Imperio. M. Jean-Marie Paluel-Marmont a été élu président du conseil d'administration et M. Antoine Nicolai confirmé dans ses fonctions de directeur général.

Rappelons que le portefeuille de Capital Plus était, au 28 décembre 1984, composé de 32,72 % d'obligations françaises classiques, 45,17 % d'obligations françaises à taux variable ou optionnel et 22,11 % de liquidités. La valeur liquidative était de 1 372,33 francs au 28 décembre 1984 et de 1 434,63 francs au 25 avril 1985.

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Lors de sa séance du 22 avril 1985, le Conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1984 : le bénéfice net s'élève à 35 868 150 F contre 33 030 309 F en 1983, en augmentation de 8,59 %.

Ce bénéfice s'entend après des plus-values à long terme s'élevaient à 1 140 076 F en 1984, contre 7 335 363 F de moins-values à long terme pour le précédent exercice.

Il a été proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui se tiendra le 17 juin prochain, de distribuer un dividende de :

- 18,00 F par action « A », assorti d'un avoir fiscal de 9,00 F, soit un revenu de 27,00 F (contre 22,50 F l'an dernier),
- 4,50 F par action « B », assorti d'un avoir fiscal de 2,25 F, soit un revenu global de 6,75 F (contre 5,63 F).

FIAT

Fiat France S.A. : résultats de l'exercice 1984

L'Assemblée générale ordinaire de Fiat France S.A., qui s'est réunie le 29 avril 1985, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice net de 13 001 163 F, contre 12 447 407 F en 1983.

Le dividende, fixé à 3 F par action, augmenté d'un avoir fiscal de 1,50 F, soit un revenu global de 4,50 F, sera mis en paiement à partir du 6 mai 1985 aux guichets des banques suivantes :

- L'Européenne de banque ;
- Crédit lyonnais ;
- Banque nationale de Paris ;
- Société générale ;
- Crédit industriel et commercial ;
- Crédit commercial de France ;
- Caisse centrale des banques populaires ;
- Banque de l'Union européenne ;
- N.M. Lazard Frères et Cie ;
- Sudamerica France ;
- Banco di Roma (France).

Le chiffre d'affaires global réalisé en 1984 par les sociétés du groupe Fiat en France a atteint environ 10 milliards de francs.

FRANCIC

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration de FRANCIC, SICAV fondée par le groupe CIC pour bénéficier des avantages de la loi Monory et du CEA, s'est réuni, le 25 avril 1985, sous la présidence de M. Olivier Moulin-Roussel et a approuvé les comptes de l'exercice 1984-1985, clos le 29 mars 1985.

Il a été proposé à la prochaine assemblée des actionnaires la distribution d'un dividende net de 12,40 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,65 F, soit un revenu global de 14,05 F représentant le coupon n° 8.

Le 29 mars 1985, le montant de l'actif s'établissait à 212 248 059,69 F contre 1 693 113 794,67 F un an auparavant.

En cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action FRANCIC est montée de 234,69 F, le 30 mars 1984 à 258,59 F, le 29 mars 1985, soit une progression de 10,18 % et de 15,62 % en tenant compte du dividende payé en 1984.

UNIFINEX

Le conseil, réuni sous la présidence de M. Lasserre le 18 avril, a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui font ressortir un bénéfice net de 5 millions de francs contre 4,99 millions de francs en 1983.

Il a été décidé de proposer le paiement d'un dividende de 24 F plus avoir fiscal contre 23 F l'an dernier.

OBLISEM

Société d'investissement à capital variable

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'OBLISEM, réunie le 24 avril 1985 sur deuxième convocation sous la présidence de M. Patrick Thullier, a décidé de modifier la raison sociale et d'adopter comme nouvelle dénomination : RENTACIC.

Il est rappelé que le Conseil d'administration qui s'était réuni à la suite de l'Assemblée générale ordinaire du 19 décembre 1984 avait adopté les dispositions suivantes :

- Réduction du droit d'entrée ramené de 4,75 % à 1,50 % à dater du 2 janvier 1985.
- Versement d'acomptes sur dividendes en cours d'exercice.
- Par ces dispositions, la SICAV répond désormais à sa vocation : Privileger la rentabilité de l'investissement.
- Assurer un service régulier grâce à la périodicité des acomptes, cette orientation répondant aux souhaits des souscripteurs.

Le rappel de l'origine de la SICAV créée par le groupe CIC d'une part, sa nouvelle vocation - à savoir une véritable RENTE TRIMESTRIELLE - d'autre part, expliquent la décision de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de changer la dénomination sociale en :

• RENTACIC •

SICAV DU GROUPE CIC

29.3.1985		Actif net (en millions de francs)	
SICAV ACTIONS			
SNI (overseas)	1 442 209		
CRÉDINTER (internationale)	500 150	1 038,75	45,82 + 38,76 + 8,72
UNIAPON (travaux japonais)	1 689 231	374,00	10,02 + 38,86 + 4,77
SICAVIMMO (valeurs immobilières)	697 682	1 043,69	27,86 + 55,14 + 0,55
FRANCIC (actions françaises)	2 122 961	538,34	27,70 + 63,10 + 9,37
TECHNOCIC (haute technologie)	104 541	258,85	14,10 + 58,87 + 7,87
JAPACIC (valeurs japonaises, japonaises et du Pacifique)	348 105	1 048,46	- + 3,20
		117,29	- + 8,07
SICAV OBLIGATIONS			
OBLISEM-RENTACIC (rente immobilière)	522 052		
EUROCIC (obligations étrangères)	225 878	150,27	13,33 + 36,88 + 4,67
MONECIC (court terme, régularité)	4 973 045	7 989,93	531,28 + 35,81 + 1,13
ASSOCIC (emprunts d'Etat)	2 155 564	57 262,51	8 888,50 + 31,25 + 2,92
EPARCIC (moyen terme, coupon réduit)	844 914	22 491,05	3 528,59 + 29,80 + 3,50
ECUCIC (couverture en Ecu)		56 285,12	- + 3,50
SECURICIC (régularité, taux court terme)			
En cours de création			
En cours de création			
Indice moyen des Sicav du Groupe CIC (hors MONECIC, ASSOCIC et EPARCIC) Base 100 au 28.12.1984 : 105,23			
24 avril 1985 : Obliselem devient Renticic la "Sicav des 4 saisons".			
Avril, juillet, octobre, janvier, les acomptes versés permettent de faire face à diverses échéances : impôts, loyers, vacances.			
Complément de revenus, complément de retraite, c'est aussi un placement adapté à l'épargne des jeunes.			
Pour toute information complémentaire, adressez-vous au guichet de la banque du Groupe CIC le plus proche de votre domicile ou retournez ce coupon à : Varina Barthélemy (D.E.F.G.), C.I.C. 61, rue de la Victoire, BP 207, 75452 Paris Cedex 09. Tél. 280.93.20			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. COHABITATION : « Bien sûr le Conseil ? », par Edgar Faure ; « Si le président joue le jeu... », par Daniel Amson.
11. Dragées pour mon enterrement, de Stanislas Fumet.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
5. EUROPE
- 5-6. ASIE
6. AFRIQUE
8. AMÉRIQUES

DOSSIER

8. La XI^e sommet des sept grands pays industrialisés.

POLITIQUE

- 9-10. Le projet du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie.
10. Les socialistes s'interrogent encore sur leurs alliances.

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE
14. ÉDUCATION
15. SPORTS

ARTS ET SPECTACLES

- 15 et 17. CINÉMA : le Théâtre au harem d'Archimède, de Mehdi Charef ; Jean-Jacques Beineix adapte le roman de Philippe Djian 37, 2^e le matin ; Rencontre avec Jean Yanna.
16. THÉÂTRE : la Crise à Marseille.
16. MUSIQUE : Voyage musical sur les chemins de Saint-Jacques - de Compostelle.
17. ARCHITECTURE : Ricardo Bofill.
18. UNE SÉLECTION.
- PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
22. COMMUNICATION : l'offensive de M. Hersant en Belgique.

CFM 89

à Paris

- Allô « le Monde »
- 232-14-14
- Mardi 30 avril, 18 h 45
- La planche à voile sport ou loisir
- CHRISTOPHE DE CHENAY
- répond aux questions des auditeurs et des lecteurs
- Débat animé par FRANÇOIS KOCH

ÉCONOMIE

27. SOCIAL : la préparation du 40^e congrès de la CFDT.
28. CONJONCTURE.
29. ÉNERGIE.
30. ÉTRANGER : en RFA, le dialogue social se gripe.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

- INFORMATIONS
- SERVICES - (14) :
- « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annouces classées (23 à 26) ; Carnet (26) ; Programmes des spectacles (19 à 21) ; Marchés financiers (33).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

- avec la garantie d'un grand maître tailleur
- Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail
- COSTUMES**
- MESURE**
- A partir de 1 750 F
- PANTALONS à partir de 590 F
- 3 000 tissus
- Luxe des draperies anglaises
- Fabrication traditionnelle
- Boutique Femme
- JUPES et TAILLEURS SUR MESURE**
- UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
- Prêt-à-porter Homme
- LEGRAND Tailleur**
- 27, rue de la République, Paris - Opéra
- Téléphone : 742-70-81.
- Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

ATTENTATS A PARIS

Action directe s'en prend à deux sociétés travaillant pour la défense nationale

Deux attentats d'Action directe, commis à Paris dans la nuit du 29 au 30 avril, portant à sept le nombre d'attentats revendiqués par le groupe terroriste français depuis le début de l'année. Le plus spectaculaire et le plus meurtrier de ceux-ci reste l'assassinat de l'ingénieur général René Audran, le 25 janvier. Depuis, Action directe s'en tient à des attentats à l'explosif, au milieu de la nuit et contre des bâtiments.

Trois explosions, une reconstitution, une arrestation

Ces deux attentats qui ont eu lieu presque simultanément, tous deux dans le treizième arrondissement de Paris, ont provoqué d'importantes dégâts matériels et blessé un gardien d'immeuble.

Le premier objectif était le siège de la société Télécommunications radioélectroniques et téléphoniques (TRT), dont la porte d'entrée a été soufflée par l'explosion, tandis qu'une dizaine de voitures stationnées alentour étaient déformées et les vitres des immeubles voisins brisées dans un rayon de 150 mètres.

Le second objectif était la Société anonyme de télécommunications (SAT), où un gardien a été blessé par l'explosion de l'engin placé au rez-de-chaussée.

Ces deux sociétés travaillent, notamment, pour la défense et sont spécialisées dans les techniques de pointe. Les TRT, intégrées au groupe Philips, fabriquent en particulier de l'électronique d'armement, des radio-altimètres, des équipements de photographies aériennes et des radars aéroportés, le secteur militaire représentant à lui seul 47 % de leurs ventes. Quant à la SAT, elle occupe une position de pointe dans le secteur des fibres optiques ainsi que dans les rayons infrarouges.

Ces deux attentats interviennent après qu'Action directe ait revendiqué, lundi 29 avril, dans un communiqué à l'AFP, l'attentat contre le siège du Fonds monétaire international dans la nuit du 26 au 27 avril. Ce communiqué est authentifié par la

révélation du numéro minéralogique de la Renault 11 piégée utilisée par Action directe pour cette explosion. Ce véhicule avait été volé à proximité, sous le mensonge d'une arme, à Marolles-en-Hurepoix (Essonne), le 6 mars dernier.

Les deux derniers attentats ont, quant à eux, été revendiqués sur place par une inscription sur un mur, proche du siège de la société TRT, « AD UC [Unité combattante] CIRO », du nom de Ciro Rizzuto, terroriste italien tué par la police française au cours d'un hold-up à Paris durant l'automne 83. Au-dessus de cette signature figurent les mots « TRT-Crise », rappelant à la fois le sigle de la société visée et le nom des missiles de croisière américains.

Tandis qu'Action directe continue de faire parler d'elle, les principaux de ses membres actuellement emprisonnés voient les charges qui pèsent contre eux s'alourdir. La reconstitution, le dimanche 28 avril, sous la direction du juge d'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, de la fusillade de l'avenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1983, est ce effet écocallante.

Les trois membres d'Action directe impliqués dans cette affaire - Régis Schieffer, les frères Claude et Nicolas Halfo - ont deux policiers furent tués, ont refusé de se prêter à cette reconstitution. Mais il ressort des témoignages d'une trentaine de personnes que le groupe d'Action directe, qui fit feu ce jour-là, aurait échoué à terre les deux policiers qui l'avaient blessés. L'ins-

AU CONSEIL DES MINISTRES

Mesures en faveur des petites entreprises et revalorisation des salaires minimum dans la fonction publique

M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et porte-parole du gouvernement, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, ont présenté au conseil des ministres du mardi 30 avril un projet de loi comportant diverses dispositions d'ordre social (DDOS). Ce projet « fourre-tout » comprend des mesures relatives à la protection sociale (promotion des droits de la femme et de la famille, mesures touchant au secteur psychiatrique, aux massages kinésithérapeutes et aux psychologues, contentieux de la Sécurité sociale) et au droit du travail. Ce second volet intéresse notamment les sujets suivants :

• GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS POUR L'UTILISATION EN COMMUN DE SALAIRES : « Des groupements d'employeurs pourront être constitués pour permettre aux petites entreprises commerciales, artisanales et agricoles, qui baissent souvent à recruter des salariés à temps partiel ou non permanents, de se regrouper en association. Celle-ci recrutera elle-même des salariés qu'elle mettra à la disposition de ses adhérents dans le cadre d'un emploi stable bénéficiant de toutes les garanties, notamment en matière de conventions collectives. »

• APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE : « Afin d'encourager le développement de l'apprentissage et des autres contrats de travail qui permettent aux jeunes de bénéficier d'une formation en alternance, ces jeunes ne seront pas pris en compte dans le calcul des effectifs servant à la détermination des seuils sociaux et fiscaux. »

INCERTITUDE POUR LES PROGRAMMES DE TÉLÉVISION DU 1^{er} MAI

Canal Plus va-t-il émettre en clair ou en « codé » entre 18 heures et 20 heures le 1^{er} mai ? Le conflit se poursuit entre la CGT et la chaîne de droit privé. Le syndicat CGT de Télédiffusion de France (TDF) avait lancé, le 26 avril, un préavis de grève pour empêcher la diffusion en clair des programmes de Canal Plus, sous prétexte d'une « concurrence déloyale, inacceptable » avec les trois chaînes du service public, qui s'ouvrent leur antenne qu'à 20 heures en raison de la fête du travail. Cette annonce avait entraîné la décision par les PDG des trois chaînes publiques d'ouvrir dès 18 heures avec un programme commun (Le Monde des 27 et 30 avril).

Mais la CGT a réitéré en maintenant son préavis de grève qu'elle « n'avait jamais été appelée pour négocier cette solution et qu'elle ne saurait admettre que les chaînes de service public se traitent à la baisse de Canal Plus ». Une nouvelle réunion devait avoir lieu ce mardi 30 avril en fin d'après-midi.

Sur le vif

Monseigneur

Vous y comprenez quelque chose, vous, à ce qui va se passer après les prochaines législatives ? Moi, j'ai du mal à suivre. Ça me paraît pas évident. Voyons, une supposition que la droite l'emporte. Au large, Mitterrand, lui, ce soir-là, il suit ce d'un côté distrait à la télé, il s'en fout. C'est pas son problème. Il est là, il y reste. Il bouge pas. Ou plutôt si, il l'a encore dit dimanche à Mourouzi, il se remue, il se démené, il s'active. Il sera présent, alerte, tout, sauf inerte.

Pratiquement, ça veut dire quoi ? Il décroche son téléphone et qui il appelle ? J'ai demandé à un copain au journal. Il m'a dit : « Ça dépend du pourcentage des voix. Chirac, si c'est lui qui ramasse le mise, Du Giscard, si... »

— Tu rigoles ou quoi ? Giscard n'a aucune chance.

— A ce moment-là, il peut très bien faire signe à Chaban, en rive, Chaban, et Mitterrand serait pas mécontent de...

— Attends, attends, attends... Et le père Bernu, tu l'oublies, il galope dans les sondages et il sort tous à lui courir après... Edgar Faure, Marie-France Garaud...

— Garaud, ça veut rien dire. Elle est trouillée avec tout le monde sauf lui. Chaban, elle a torpillé sa candidature en 1974 aux présidentielles et il peut pas le blâmer. Giscard, lui, se casse plus depuis qu'elle a poussé Chirac à quitter Mitterrand. Et Chirac, bon, fini, terminé, il ne se réconciliera jamais.

— Mais il n'y a pas qu'elle. T'as pas vu l'appel de Florence d'Harcourt. Elle invite toutes les femmes à prendre leur élan et à se précipiter derrière Bernu. Ça va être la ruée. Un vrai raz de marée.

— Bon, et après ? De toute façon, Bernu, Mitterrand, très peu pour lui. C'est l'Elysée ou rien. Alors là...

— Eh bien là, ça se complique drôlement. Parce qu'en cas de victoire de l'opposition, les socialistes ont dit qu'ils ne seraient plus dans le majorité. Au revoir et merci, monsieur le Président. A la prochaine. Du coup, qui il peut appeler. Mitterrand ? Pas les vaincus. Les vainqueurs non plus. Il faut quand même quelqu'un qui représente la légitimité. J'en vois qu'un : le comte de Paris.

CLAUDE SARRAUTE.

M. MICHEL ROCARD

Invité du Grand Jury RTL « le Monde »

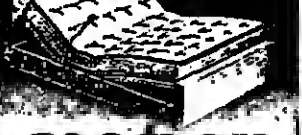
MERCREDI 1^{er} MAI

Le « Grand Jury RTL-le Monde » sera diffusé exceptionnellement mercredi 1^{er} mai, à 18 h 15. M. Michel Rocard, ancien ministre de l'Économie, qui a démissionné de ses fonctions le 4 avril en raison de son désaccord sur la réforme électorale, répondra en direct aux questions d'André Passeron et d'Alain Verrière, de l'émission de Paul-Jacques Tassin et de Bruno Cortis, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Bédou.

Le numéro du « Monde » daté 30 avril 1985 a été tiré à 473 141 exemplaires

TRECA

sonnerie d'alarme automatique



CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République 75011 PARIS

01 357 46 35 - MARS - PAYSAN

Livraison gratuite très rapide dans toute la France.

Echec au Voleur

OFFRE EXCEPTIONNELLE

Jusqu'au 20-05-85

- 3.400 F TTC**
- Pose et dépt. compris
- PARIS-BANLIEUE
- Facilité de paiement
- Matériel GARANTI 5 ANS**
- 1 serrure de sécurité PICARD-BENARD ou KESO (5 points de fermeture)
- + 1 blindage EZ en 15/10"
- + 3 cornières anti-pince en acier (avec vis rappel à l'intérieur)
- + Renforcement du bâti bois par une cornière en L
- + 4 goujons anti-dégorgement
- + 1 bas de porte
- HABITAT PROTECTION**
- 105, RUE DE L'AMÉRIQUE 75005 PARIS
- T. 530.12.35** (lignes groupées)

1550 من المال